



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

---

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 24/09/13

Reçu en Préfecture le : 30/09/13  
CERTIFIÉ EXACT,

**Séance du lundi 23 septembre 2013**  
**D-2013/503**

***Aujourd'hui 23 septembre 2013, à 15h00,***

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

***Monsieur Alain JUPPE - Maire***

**Etaient Présents :**

Monsieur Alain JUPPE, Monsieur Hugues MARTIN, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Dominique DUCASSOU, Madame Sonia DUBOURG-LAVROFF, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Véronique FAYET, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Muriel PARCELIER, Monsieur Alain MOGA, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Fabien ROBERT, Madame Anne WALRYCK, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Charles BRON, Monsieur Jean-Charles PALAU, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Jean-Marc GAUZERE, Monsieur Charles CAZENAVE, Madame Chantal BOURRAGUE, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Alain DUPOUY, Madame Ana marie TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Madame Mariette LABORDE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Jean-François BERTHOU, Madame Sylvie CAZES, Madame Nicole SAINT ORICE, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Madame Emmanuelle CUNY, Madame Chafika SAILOUD, Monsieur Ludovic BOUSQUET, Monsieur Yohan DAVID, Madame Sarah BROMBERG, Madame Wanda LAURENT, Mme Laetitia JARTY ROY, Monsieur Jacques RESPAUD, Monsieur Jean-Michel PEREZ, Madame Martine DIEZ, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Pierre HURMIC, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Patrick PAPADATO, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Natalie VICTOR-RETALI,  
*Monsieur Joel SOLARI (présent jusqu'à 17h20), Monsieur Jean Charles BRON (présent jusqu'à 17h30), Madame Alexandra SIARRI (présente jusqu'à 18h45).*

**Excusés :**

Monsieur Maxime SIBE, Madame Paola PLANTIER, Madame Béatrice DESAIGUES

# **Société 'Gestion électronique de régulation en temps réel pour l'urbanisme, les déplacements et les transports' (GERTRUDE). Rapport de gestion et financier de l'exercice 2012. Information**

Monsieur Michel DUCHENE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La SAEM GERTRUDE a pour objet la régulation des feux de circulation.

La Ville de Bordeaux détient 7% du capital de cette société. L'actionnaire majoritaire est la Communauté Urbaine de Bordeaux (« CUB ») qui possède 51% des actions.

## **RESULTAT DE L'ACTIVITE EN 2012**

La société GERTRUDE présente un chiffre d'affaires de 3.415.101 euros sur l'exercice 2012, en baisse de 10,60% par rapport à 2011 liée à la forte baisse des activités sous-traitées et de négoce. Les variations du volume de ces activités peuvent entraîner une très grande fluctuation du CA de l'entreprise. Toutefois, leur influence sur la Marge Brute Totale et sur la rentabilité de l'entreprise reste faible dans la mesure où ces activités ne portent qu'une faible valeur ajoutée.

Depuis 2010, le CA de l'entreprise est devenu structurellement plus instable compte-tenu de :

- la réduction de la proportion des activités récurrentes produites pour le compte de la CUB (-27,58% depuis 2011) et des activités liées à la maintenance des sites (-14,17% depuis 2011) ;
- la forte représentativité de certains contrats structurants sur la marge ;
- d'éventuels retards dans l'activité liés la participation à de gros projets comme une ligne de tramway.

Toutefois, l'activité « métier » d'ingénierie, d'étude, de développement, d'installation et de maintenance du système GERTRUDE a été fortement revalorisée depuis 2011. C'est sur cette activité « métier » à forte valeur ajoutée que la société entend concentrer ses efforts à l'avenir.

Enfin, notons une réduction d'activité en France (-20,16%) partiellement compensée par un accroissement du chiffre d'affaires à l'international (+ 11,02%).

Au global, les produits d'exploitation ressortent à 3.485.757 euros, en baisse de 9,72% par rapport à l'exercice précédent.

Parallèlement, les charges d'exploitation ont diminué de 17,43%. Cette réduction des coûts de production est la conséquence de la réduction des postes « achats pour revente », « sous-traitance », de frais généraux, et des « provisions pour créances douteuses » ainsi que la continuité du plan global de contrôle et de réduction des coûts, lancé au deuxième semestre de l'année 2010.

Ces opérations conjuguées conduisent à un résultat d'exploitation de 507.342 euros, en progression de 99,94% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat financier de l'exercice est déficitaire à hauteur de 43.083 euros : ce dernier tient compte de la provision de la totalité des sommes versées à la filiale GERTRUDE Algérie EURL.

Combiné de ces éléments, le résultat net de l'exercice présente un bénéfice de 244.802 euros, en hausse de 87,19% par rapport à l'exercice précédent.

## **EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES EN 2013**

Les prévisions pour 2013 font état d'un exercice positif dont les principales données sont les suivantes :

- Chiffre d'affaires : 4.298.802 euros.
- Résultat d'exploitation : 549.262 euros.
- Résultat net : 300.416 euros.

Pour 2013, la continuité de l'amélioration de la situation financière reste une priorité de l'entreprise. L'analyse détaillée des projets à exécuter en 2013 met en évidence quelques thèmes essentiels qui différencient l'exercice 2013 de celui de 2012 et devront faire l'objet de vigilance et d'un contrôle strict notamment sur le niveau de trésorerie. En effet :

- l'augmentation du chiffre d'affaires et de la marge brute totale est susceptible de provoquer des pics de charge. L'entreprise a pour objectif de produire ses activités en faisant le moins possible appel à des ressources externes,
- contrairement à 2012, l'exercice 2013 intègre une plus grande proportion de prestations dites « clés en main », comprenant des acquisitions de matériels destinés à être revendus et comprenant des prestations d'installations des équipements devant pour l'essentiel être sous-traitées. Le montant cumulé des opérations sous-traitées et les acquisitions de matériels destinés à être revendus est estimé à environ 850 000 euros HT.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion de la société. Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

**Annexe : principaux éléments du compte de résultat de GERTRUDE (exercices 2011 et 2012)**

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011	Δ 12/11
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3.415.101</b>	3.820.120	<b>-10,6%</b>
Produits d'exploitation	3.485.757	3.860.880	-9,72%
Charges d'exploitation	2.978.414	3.607.130	-17,43%
Résultat d'exploitation	507.342	253.750	99,94%
<b>Résultat financier</b>	<b>-43.083</b>	<b>-81.070</b>	<b>46,86%</b>
<b>Résultat net</b>	<b>244.802</b>	<b>130.779</b>	<b>87,19%</b>

## INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 23 septembre 2013

P/EXPEDITION CONFORME,

**Monsieur Michel DUCHENE**



2013

Exercice 2012

Rapport de Gestion

Société GERTRUDE SAEM  
Exercice 2012

Rédacteur : Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM



## GERTRUDE

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Rapport de Gestion présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 27 Juin 2013

#### CONTENU DU PRESENT RAPPORT DE GESTION

1	SYNTHESE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012.....	5
2	RAPPEL DES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'EXERCICE 2012.....	5
3	SITUATION SYNTHETIQUE DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2012.....	6
4	ANALYSE DE L'EVOLUTION DU BILAN .....	7
4.1	EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DU PASSIF : FOURNISSEURS .....	7
4.2	EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DU PASSIF : DETTES FISCALES ET SOCIALES .....	7
4.3	EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DU PASSIF : EMPRUNTS ET AUTRES DETTES .....	8
4.4	EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DE L'ACTIF : DISPONIBILITES .....	8
4.5	EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DE L'ACTIF : STOCKS DE PRODUITS .....	9
4.6	EVOLUTIONS REMARQUABLES AU DETAIL DE L'ACTIF : CREANCES .....	9
4.7	REMARQUE RELATIVE AUX INVESTISSEMENTS.....	9
5	RATIOS DU BILAN ET SOLVABILITE .....	10
5.1	ANALYSE DES DONNEES.....	10
5.2	SOUTIEN DES PARTENAIRES FINANCIERS .....	11
6	EVOLUTION DES FONDS PROPRES DE L'ENTREPRISE .....	12
7	SYNTHESE DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2012.....	13
8	FOCUS SUR LA REMUNERATION DES SALAIRES PENDANT L'EXERCICE 2012 .....	13
9	SYNTHESE DE L'EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	15
10	ANALYSE DU RATIO « MARGE BRUTE / EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL » .....	17
11	EVOLUTION DE LA TRESORERIE AU COURS DE L'EXERCICE 2012 .....	19
12	ANALYSE DETAILLEE DES ACTIVITES AU COURS DE L'EXERCICE 2012.....	22
12.1	FOCUS SUR LA STABILITE DU CHIFFRE D'AFFAIRES .....	22
12.2	DETAILS DES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU COURS DE L'ANNEE 2012 : PAR TYPE .....	23
12.3	DETAILS DES ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU COURS DE L'ANNEE 2012 : PAR CLIENT.....	24
13	ACTIONS PRINCIPALES MENEES AU COURS DE L'EXERCICE 2012.....	27
13.1	CONTINUTE DU PLAN D'ECONOMIE ET DE REDUCTION DES COUTS.....	27
13.2	POLITIQUE SALARIALE MENEES EN 2012 .....	28
13.3	CERTIFICATION ISO 9001.....	29
13.4	ETAT D'ESPRIT DES SALAIRES ET MODELE ECONOMIQUE DE L'ENTREPRISE.....	30
13.5	ACTIVITES COMMERCIALES DE L'ANNEE 2012 .....	31
13.6	ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT DURANT L'ANNEE 2012.....	31
14	SYNTHESE DES ACTIONS MENEES AU COURS DE L'ANNEE 2012.....	32

<b>15 INFORMATIONS RELATIVES AUX ECHEANCES DES DETTES FOURNISSEURS .....</b>	<b>34</b>
<b>15.1 INFORMATIONS GENERALES .....</b>	<b>34</b>
<b>15.2 INFORMATIONS RELATIVES AUX FOURNISSEURS ACTIONNAIRES DE GERTRUDE SAEM .....</b>	<b>34</b>
<b>16 CREANCES CLIENTS : RISQUES ET OPPORTUNITES.....</b>	<b>35</b>
<b>16.1 MORELIA.....</b>	<b>35</b>
<b>16.2 LISBONNE.....</b>	<b>35</b>
<b>16.3 CARRIS : SOCIETE GESTIONNAIRE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LISBONNE .....</b>	<b>35</b>
<b>16.4 FORT DE FRANCE .....</b>	<b>35</b>
<b>16.5 MONTERREY .....</b>	<b>36</b>
<b>17 ACQUISITION DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....</b>	<b>36</b>
<b>18 VIE SOCIALE AU SEIN DE L'ENTREPRISE.....</b>	<b>36</b>
<b>18.1 GENERALITES SUR LE MODELE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>36</b>
<b>18.2 RAPPEL DES AVANTAGES SOCIAUX .....</b>	<b>37</b>
<b>18.3 MOUVEMENT DE PERSONNEL AU COURS DE L'ANNEE 2012.....</b>	<b>37</b>
<b>18.4 RAPPEL DES EVOLUTIONS SALARIALES POUR L'ANNEE 2012.....</b>	<b>37</b>
<b>19 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE.....</b>	<b>38</b>
<b>19.1 EVOLUTION DE LA TRESORERIE DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE 2013 .....</b>	<b>38</b>
<b>19.2 EVOLUTIONS SALARIALES SURVENUES AU DEBUT DE L'EXERCICE 2013.....</b>	<b>39</b>
<b>19.3 EVOLUTIONS DES ENREGISTREMENTS COMMERCIAUX DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE 2013 .....</b>	<b>39</b>
<b>20 PROPOSITION D'AFFECTION DES RESULTATS.....</b>	<b>40</b>
<b>21 RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES .....</b>	<b>40</b>
<b>22 DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT.....</b>	<b>40</b>
<b>23 CONVENTIONS REGLEMENTEES .....</b>	<b>40</b>
<b>24 CONVENTIONS COURANTES.....</b>	<b>40</b>
<b>25 INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX.....</b>	<b>40</b>
<b>26 EXAMEN DES MANDATS DES DIRIGEANTS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>41</b>
<b>26.1 MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>41</b>
<b>26.2 MANDATS DES ADMINISTRATEURS ET REPRESENTANTS.....</b>	<b>41</b>
<b>27 MODIFICATION DES STATUTS DE L'ENTREPRISE AU COURS DE L'EXERCICE 2012 .....</b>	<b>42</b>
<b>28 TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS SUR LES 5 DERNIERS EXERCICES.....</b>	<b>42</b>
<b>29 PRISES DE CONTROLE ET DE PARTICIPATIONS DANS LE CAPITAL SOCIAL DE SOCIETES.....</b>	<b>42</b>
<b>30 ACTIVITES ET RESULTATS DES FILIALES ET DES SOCIETES CONTROLEES .....</b>	<b>43</b>
<b>30.1 GERTRUDE AMERICA LATINA .....</b>	<b>43</b>
<b>30.2 CONSORTIUM SEMEX / GERTRUDE.....</b>	<b>43</b>
<b>30.3 GERTRUDE ALGERIE EURL .....</b>	<b>43</b>
<b>31 SITUATION DE LA FILIALE GERTRUDE ALGERIE EURL .....</b>	<b>44</b>
<b>31.1 SYNTHESE DE L'EXERCICE 2012 DE LA FILIALE CLOS LE 31 DECEMBRE.....</b>	<b>44</b>
<b>31.2 COMPOSITION DU CARNET DE COMMANDE DE LA FILIALE AU SOIR DU 31 DECEMBRE 2012 .....</b>	<b>45</b>
<b>32 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR .....</b>	<b>46</b>
<b>32.1 COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE 2013 .....</b>	<b>46</b>
<b>32.2 ANALYSE DETAILLEE DU RESULTAT PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE 2013 .....</b>	<b>47</b>
<b>32.3 PREVISIONNEL DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE 2013 .....</b>	<b>47</b>
<b>32.4 PREVISIONNEL DES DISPONIBILITES REELLES A LA FIN DE L'EXERCICE 2013 .....</b>	<b>48</b>
<b>32.5 CARNET DE COMMANDE POUR LES ANNEES 2013 ET 2014 .....</b>	<b>48</b>
<b>33 ACTIONS PRIORITAIRES POUR L'EXERCICE 2013.....</b>	<b>49</b>
<b>34 RAPPEL DES AXES STRUCTURANTS DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>50</b>
<b>34.1 ORGANISATION DES RESSOURCES ET DES RESPONSABILITES .....</b>	<b>50</b>
<b>34.2 ORGANISATION DE L'ACTION COMMERCIALE .....</b>	<b>50</b>
<b>34.3 DEVELOPPEMENT TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>51</b>
<b>35 POINTS DE VIGILANCE EN 2013 ET 2014 .....</b>	<b>52</b>

**ANNEXES DU PRESENT RAPPORT DE GESTION**

**ANNEXE 01 : Tableau des Résultats de l'Entreprise des Cinq Derniers Exercices**

**ANNEXE 02 : Liste des Conventions Passées avec une Collectivité Territoriales Actionnaires de l'Entreprise**

**ANNEXE 03 : Mandats et Fonctions**

**ANNEXE 04 : Informations Relatives à l'échéance des Dettes Fournisseurs**

**ANNEXE 05 : Projet de Rapport de Gestion pour l'exercice 2012 de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**

**ANNEXE 06 : Détail des comptes et du bilan de la société au soir de la clôture de l'exercice 2012**

## 1 Synthèse des Comptes Annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2012 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 figurent en annexe.

Par ailleurs, conformément au Code de Commerce – Article R. 225-102 – Décret n° 67-236 du 23-03-1967, les résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq dernières années sont également fournis en annexe.

Le résultat de l'exercice 2012 présente un bénéfice net de 244 802,17 € et représente le 2<sup>ème</sup> meilleur résultat de l'entreprise depuis l'année 1996.

## 2 Rappel des Principaux Objectifs de l'exercice 2012

Compte tenu des difficultés rencontrées au cours des années 2009 et 2010, et du redressement financier de l'entreprise enregistré en 2011, plusieurs objectifs principaux constituaient le programme d'action de l'exercice 2012.

Ces principaux objectifs et les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-après.

Objectifs Exercice 2012	Valeur Significative Fin 2010	Valeur Significative Fin 2011	Résultats Obtenus	Valeur Significative Fin 2012
Poursuivre la revalorisation de la trésorerie de l'entreprise	-6 962 €	359 094 €	Forte progression Aucun découvert bancaire enregistré en cours d'exercice	1 063 591 €
Relancer des placements bancaires sécurisés	0 €	0 €	Ouverture d'un Compte à Terme au cours du 2 <sup>ème</sup> semestre	100 244 €
Réduire le recours aux cessions de créances, soit les encours OSEO	351 998 €	150 531 €	Objectif largement atteint Dernière cession en avril 2012	0 €
Réduire les charges liées aux « intérêts d'emprunt » code 661100 dont agios bancaires	16 041 €	16 642 €	Objectif largement atteint Coût pour l'année 2012	4 379 €
Résorber les dettes fournisseurs Les données présentées représentent la <u>balance des tiers fournisseurs</u>	727 491 €	192 650 €	Les dettes fournisseurs de « long terme » ont toutes été soldées en juillet 2012 Depuis les factures fournisseurs sont réglées à échéance	79 444 €



Objectifs Exercice 2012	Valeur Significative Fin 2010	Valeur Significative Fin 2011	Résultats Obtenus	Valeur Significative Fin 2012
Provisionner la totalité des risques clients pour ne pas laisser d'arriérés non traités susceptibles d'impacter les exercices futurs.	NC	NC	<p>Le bénéfice net de l'exercice 2012, intègre de nouvelles provisions pour risques. Ces provisions sont maximales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clients douteux</li> <li>- Pénalités en Pologne (intégrées dans le budget du projet et le calcul des travaux en cours)</li> <li>- Factures de sous-traitants non parvenues (Pologne)</li> <li>- Estimation de pertes sur le marché de Casablanca</li> <li>- Apport en trésorerie consenti à notre filiale algérienne n'ayant pas encore fait l'objet d'un abandon de créance</li> <li>- Congés payés non pris</li> </ul>	<p>268 108 €</p> <p>290 000 €</p> <p>13 750 €</p> <p>12 988 €</p> <p>50 750 €</p> <p>400 628 €</p>
Enregistrer un deuxième exercice comptable réellement positif sans recours à un carry back.	102 508 € Carry Back	130 779 €	Résultat net 2012	244 802 €
Réactiver la confiance des salariés dans l'entreprise en renouant avec le versement d'un intéressement aux bénéficiaires, modéré mais positif.	0 € Pas d'accord	8 795 €	Intéressement des salariés aux bénéficiaires	20 321 €

### 3 Situation synthétique de la société au 31 décembre 2012

Afin de vous permettre d'analyser cette situation, nous vous proposons de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes de son bilan.

Bilans	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Total de l'actif immobilisé	30 899 €	27 129 €	21 507 €	13,90%
Total de l'actif circulant	2 945 123 €	2 293 396 €	2 957 412 €	28,42%
<b>Capitaux propres</b>	<b>1 237 294 €</b>	<b>992 492 €</b>	<b>861 713 €</b>	24,67%
Dettes au 31 décembre	1 723 839 €	1 325 742 €	2 115 313 €	30,03%
Provisions pour risques	12 988 €	4 554 €	7 298 €	185,22%
Total du bilan au 31 décembre	2 976 023 €	2 325 079 €	2 986 217 €	28,00%

Cette présentation synthétique du bilan montre une augmentation des fonds propres de l'entreprise, du total du bilan ainsi que des dettes dont l'essentiel de l'augmentation est lié à la forte progression des produits constatés d'avance.

#### 4 Analyse de l'évolution du bilan

Le bilan présente une augmentation de 28 %.

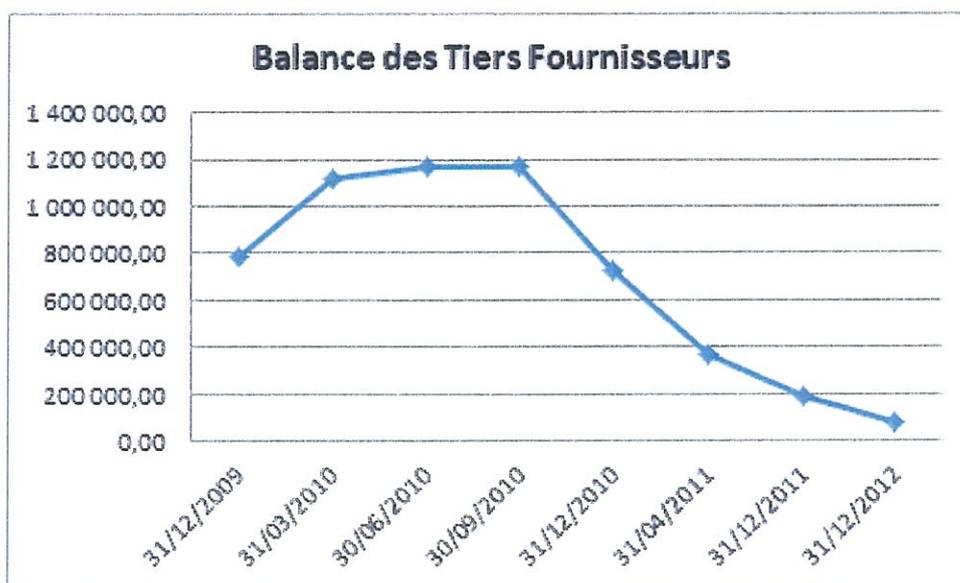
Bilans	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Total du bilan au 31 décembre	2 976 023 €	2 325 079 €	2 986 217 €	28,00%

##### 4.1 Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Fournisseurs

PASSIF	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Fournisseurs	79 444 €	192 650 €	727 491 €	-58,76%

L'une des principales actions menées au cours de l'exercice 2012 a consisté à solder les dettes fournisseurs contractées en 2010 et 2011. Le solde complet de ces anciennes dettes a été obtenu en juillet 2012.

L'évolution du poste fournisseurs au cours des trois dernières années est présentée ci-dessous.



##### 4.2 Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont stables.

PASSIF	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Dettes fiscales et sociales	801 379 €	812 399 €	991 721 €	-1,36%

Une part importante de ces dettes fiscales et sociales correspond aux arriérés de congés payés non pris, pour un total de **400 628 €**.

La croissance du cumul des arriérés de congés payés non pris n'est pas éradiquée.

Cette croissance est cependant freinée et sera stoppée au cours de l'exercice 2013.

Le cumul des arriérés de congés payés non pris sera réduit à partir de l'exercice 2014 en fonction de processus qui restent à définir et à mettre en œuvre.

#### 4.3 Evolutions remarquables au détail du PASSIF : Emprunts et autres dettes

PASSIF	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Découverts bancaires			193 843 €	0,00%
Autres dettes	87 423 €	247 370 €	69 876 €	-64,66%
Produits constatés d'avance	703 607 €	37 128 €	NC	1795,08%

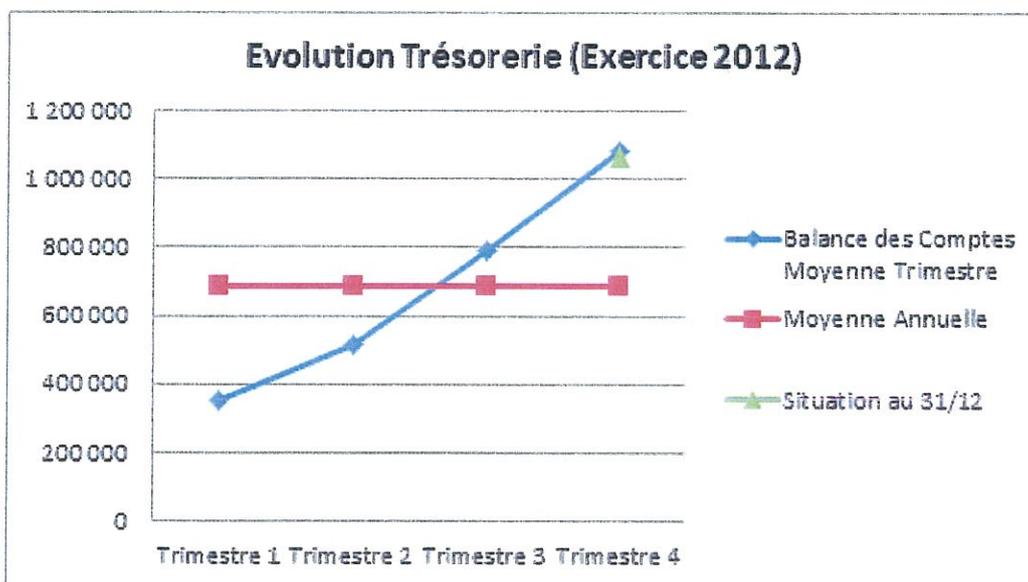
Les thèmes suivants constituent les principales origines des données ci-dessus.

- Aucun découvert bancaire n'a été enregistré au cours de l'année 2012
- La réduction du poste « Autres dettes » provient de ce que les cessions de créances auprès d'un organisme bancaire, OSEO et LCL, n'ont plus été nécessaires à partir du mois de mai 2012
- L'augmentation des « Produits constatés d'avance » provient majoritairement des conditions favorables dans lesquelles les jalons de facturations ont été négociés avec plusieurs clients importants. Cette forte augmentation des « Produits constatés d'avance » est partiellement à l'origine de la forte augmentation des disponibilités de trésorerie de l'entreprise

#### 4.4 Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Disponibilités

ACTIF	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Disponibilités	1 063 591 €	363 186 €	188 973 €	192,85%
Valeurs mobilières de placement	100 244 €	0 €	0 €	Non Significatif

Compte tenu des difficultés rencontrées en 2010, l'effort majeur sur l'exercice 2011 a porté sur le maintien et la croissance de la trésorerie de l'entreprise. Cet effort a été maintenu au cours de l'année 2012. Malgré le remboursement du solde des dettes fournisseurs antérieures, cet effort s'est traduit par une remontée progressive de la trésorerie, pour dépasser 1 000 000 € à la fin de l'exercice. Le schéma ci-dessous synthétise l'évolution des disponibilités de l'entreprise au cours de l'année 2012.



La trésorerie affiche ainsi un solde positif de **1 063 591 €** au soir du 31 décembre 2012 pour un objectif fixé au début de l'exercice à 729 000 €.

#### 4.5 Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Stocks de produits

ACTIF	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Stock produits	81 539 €	296 254 €	403 121 €	-72,48%

Une partie du stock constaté à la clôture de l'exercice 2011 a été revendue au cours de l'année 2012, pour environ 210 000 €. Il est important de noter que l'ensemble de ce stock concerne du matériel destiné à la revente et que les contrats correspondants sont tous déjà signés.

#### 4.6 Evolutions remarquables au détail de l'ACTIF : Créances

ACTIF (CREANCES)	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Clients	1 145 080 €	933 741 €	NC	22,63%
Clients douteux et litigieux	1 626 €	102 560 €	NC	-98,41%
Clients Factures à établir	400 394 €	324 298 €	NC	23,46%
Créances fiscales et sociales	27 211 €	166 740 €	NC	-83,68%

Le tableau ci-dessus est complété des 2 remarques suivantes.

- Les postes « clients douteux et litigieux » est fortement réduit car la quasi-totalité de ces créances sont provisionnées.
- Le poste « créances fiscales et sociales » est fortement diminué car les bénéfices générés et l'impôt société correspondant réduisent le crédit d'impôt dont l'entreprise disposait.

#### 4.7 Remarque relative aux investissements

Au cours de l'année 2012, le renouvellement du parc informatique de l'entreprise a pu être mis en œuvre pour un montant d'environ 48 000 €.

Cet investissement a été réalisé sous la forme d'un crédit-bail avec option de rachat en fin de contrat pour un montant négligeable.

## 5 Ratios du bilan et Solvabilité

### 5.1 Analyse des données

Le tableau ci-dessous présente, sur les 6 derniers exercices, des ratios de l'analyse de la situation financière de l'entreprise, de sa rentabilité et de sa capacité d'investissement.

Ratios	Références Bilan	2007	2008	2009	2010 (*)	2011	2012
	Actif immobilisé	53 969	22 028	13 692	21 507	27 129	30 900
	Stock et en-cours	78 842	47 100	763 482	403 121	296 254	94 253
	Créances client	2 728 329	2 441 113	1 718 090	2 323 868	1 360 600	1 547 102
	Autres créances	398 487	324 613	336 207	386 165	236 041	106 089
	Disponibilités	797 419	252 308	160 096	188 973	363 186	1 063 591
	Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	100 244
	Charges constatées d'avances	3 290	4 048	10 830	7 283	37 315	33 844
	Actif circulant	4 006 366	3 069 182	2 988 706	3 309 410	2 293 396	2 945 124
	Ecart de conservation actif	21 649	13 123	17 485	7 298	4 554	0
	<b>Total Bilan Actif</b>	<b>4 081 984</b>	<b>3 104 334</b>	<b>3 019 883</b>	<b>3 338 215</b>	<b>2 325 079</b>	<b>2 976 023</b>
	Fonds propres	1 154 380	1 144 386	759 205	861 713	992 492	1 237 295
	Provisions	462 953	386 427	16 738	7 298	4 554	12 988
	Découvert bancaire	0	7 202	170 094	193 843	0	0
	Dettes groupe à associés	0	0	4 231	4 231	4 231	4 231
	Fournisseurs	302 416	185 516	790 673	727 491	192 650	79 445
	Fournisseurs factures NP	0	0	209 804	85 657	31 964	47 754
	Dettes fiscales et sociales	1 317 940	970 946	938 130	991 721	812 399	801 380
	Créances cédées	0	0	0	351 998	150 531	0
	Autres dettes dont fiscales	661 788	147 961	81 611	69 876	96 840	87 423
	Produits constatés d'avance	182 508	252 489	49 351	42 493	37 128	703 607
	Dettes	2 464 652	1 564 112	2 243 894	2 467 310	1 325 742	1 723 840
	Ecart de conservation passif	0	9 408	46	1 893	2 291	1 901
	<b>Total Bilan Passif</b>	<b>4 081 984</b>	<b>3 104 334</b>	<b>3 019 883</b>	<b>3 338 215</b>	<b>2 325 079</b>	<b>2 976 023</b>
	<b>Références Exploitation</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
	Chiffre d'affaires	4 934 039	3 880 142	4 248 788	4 522 884	3 820 120	3 415 101
	Marge Brute Totale	4 554 421	3 474 391	3 473 831	3 119 966	3 246 003	3 096 422
	Bénéfices nets	356 737	-9 994	-385 181	102 508	130 779	244 802
	<b>Etats de Gestion</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>
	Capacité d'autofinancement (CAF)	260 748	-48 142	-737 880	249 289	186 041	281 007
	Créances clients provisionnées	72 810	72 530	61 945	85 799	282 220	268 109
	Besoin fonds de roulement (BFR)	838 755	1 336 209	838 424	942 405	893 181	327 887
	Trésorerie Nette (T)	797 419	245 106	-9 998	-356 869	212 656	1 163 835
Autonomie	Fonds propres / Total Passif	<b>0,28</b>	<b>0,37</b>	<b>0,25</b>	<b>0,26</b>	<b>0,43</b>	<b>0,42</b>
Endettement	Fonds propres / Dettes	<b>0,47</b>	<b>0,73</b>	<b>0,34</b>	<b>0,35</b>	<b>0,75</b>	<b>0,72</b>
Rentabilité	Bénéfices Nets / Chiffre d'affaires	<b>0,07</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,09</b>	<b>0,02</b>	<b>0,03</b>	<b>0,07</b>
	Bénéfices Nets / Marge Brute Totale	<b>0,08</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,11</b>	<b>0,03</b>	<b>0,04</b>	<b>0,08</b>
	Capacité d'autofinancement / CA	<b>0,05</b>	<b>-0,01</b>	<b>-0,17</b>	<b>0,06</b>	<b>0,05</b>	<b>0,08</b>
Solvabilité	(Créances client + Dispo+VMP) / Dettes	<b>1,59</b>	<b>1,93</b>	<b>0,99</b>	<b>1,18</b>	<b>1,51</b>	<b>1,65</b>
Liquidité	(Créances client + Dispo) / Dettes	<b>1,43</b>	<b>1,72</b>	<b>0,84</b>	<b>1,02</b>	<b>1,30</b>	<b>1,51</b>

(\*) Afin de pouvoir comparer les différents ratios, le bilan 2010 est retraité en comptabilisant les créances cédées suivant la même méthode que celle utilisée dès l'exercice 2011.

L'ensemble de ces ratios et critères affichent un comportement positif et confirme, pour l'entreprise, sa sortie de la zone de danger pour entrer dans une zone de prudence. (BFR, T, CAF)

Les informations les plus significatives sont les suivantes.

- Evolution de la Trésorerie nette
- Evolution du ratio de Rentabilité
- Evolution du ratio d'Autonomie
- Evolution du ratio de Solvabilité

## 5.2 Soutien des partenaires financiers

Principalement basé sur la situation de l'entreprise consolidée au soir du 31 décembre 2011, et ce malgré une nette amélioration de la situation financière entre la clôture 2010 et la clôture 2011, le niveau de confiance et de soutien bancaire accordé à l'entreprise est resté stable après avoir accusé un léger repli sur le plan financier pur (facilités de caisse) ainsi que sur les possibilités de cautions et de garanties bancaires au cours de l'année 2011.

- Mis en œuvre dès 2009 par Monsieur Montech, le contrat de « cession de créances » conclu avec OSEO et LCL a été reconduit en août 2012, pour une durée de 12 mois et pour un montant maximal de 600 000 €. Des cessions de créances ont été réalisées jusqu'au mois d'avril 2012.
- La banque LCL nous maintient une facilité de caisse de 50 000 € et maintient une ligne de cautions bancaires pour faire face à nos obligations de mise en place de garanties liées à l'exécution de nos gros contrats, uniquement pour le marché Français.
- La banque CIC a progressivement réduit notre facilité de caisse pour atteindre 75 000 €. En revanche le CIC maintient une ligne de cautions bancaires pour le marché Français et International, d'un maximum de 650 000 €.
- Au mois de novembre 2012, étant dans l'obligation de mettre en place une nouvelle caution bancaire d'environ 260 000 € pour pouvoir signer le nouveau contrat avec Monterrey (Ligne de transport en commun en site propre) nous avons mené une négociation avec le CIC pour étudier les conditions d'une augmentation de nos lignes de crédit supportant ce nouveau besoin. Le CIC a accepté d'accroître notre ligne de crédit, imposant en contrepartie le nantissement du compte à terme ouvert avec 100 000 €.
- Notre dernière cotation auprès de la **Banque de France**, datant du 31 mai 2012, est de **G 4**, correspondant à « Acceptable », après avoir été de **G 5**, correspondant à « Faible », au cours de l'année 2010.

Compte tenu des résultats obtenus en 2012 et du redressement financier effectif de l'entreprise, une démarche de revalorisation de la société sera effectuée auprès des partenaires financiers au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année 2013.

L'objectif de cette démarche sera d'accroître le soutien des banques de façon stable, en particulier sur le thème de la mise en place de cautions et de garanties bancaires destinées à nos contrats majeurs.

## 6 Evolution des Fonds Propres de l'entreprise

L'exercice 2009 a conduit à une dégradation des fonds propres de l'entreprise, pour atteindre 759 204 €, soit tout juste 27,6 % de plus que son capital social. Au cours des trois derniers exercices, revaloriser les fonds propres apparaissait donc comme une nécessité.

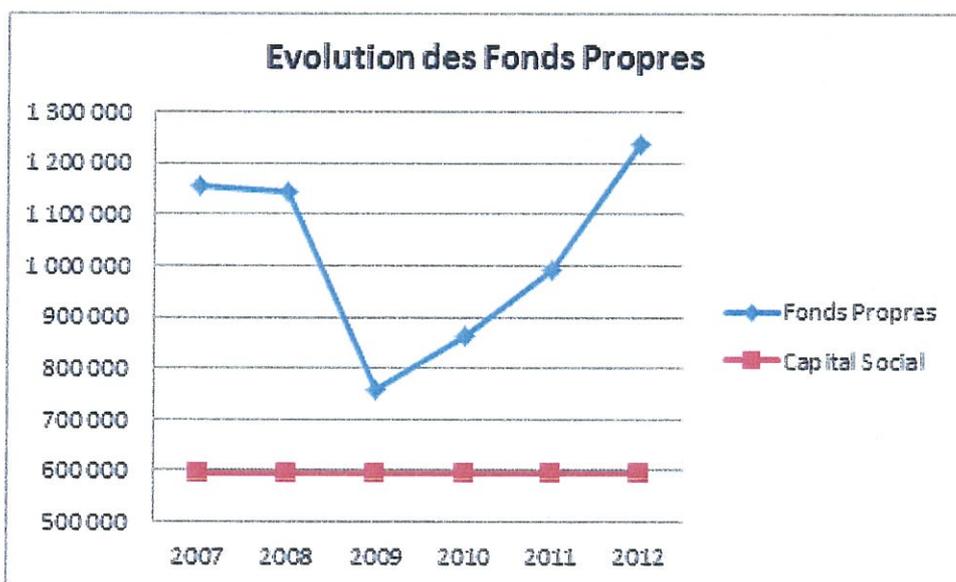
Dans ce cadre, l'objectif d'évolution des fonds propres de l'entreprise au cours de l'exercice 2012 a été fixé, au début de l'année par une augmentation de **162 000 €**.

Cet objectif a été défini pour permettre de retrouver, à la fin de l'année 2012, le niveau de fonds propres enregistré au soir du 31 décembre 2007 avec 1 154 379 € niveau le plus élevé atteint par l'entreprise.

L'exercice 2012 se traduit finalement par une croissance des fonds propres de l'entreprise de **244 802 €** représentant une augmentation de **24,67 %** par rapport à la clôture 2011.

- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2011 : **992 492,40 €**
- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2012 : **1 237 294,57 €**

Le schéma ci-dessus illustre l'évolution de ces fonds propres au cours des 5 dernières années.



Les exercices 2010, 2011 et 2012 ont chacun généré un bénéfice net.

En 3 exercices, les fonds propres de l'entreprise ont ainsi pu être augmentés de **62,97 %**.

- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2009 : **759 204,98 €**
- Valeur des fonds propres au soir du 31 décembre 2012 : **1 237 294,57 € (+ 478 089,59 €)**

La valeur de **1 237 294,57 €** constitue le plus haut niveau de fonds propres de l'entreprise depuis sa création.

## 7 Synthèse des activités de la société au cours de l'exercice 2012

Afin de vous permettre d'analyser notre activité, nous vous proposons ci-après l'évolution des grands postes du compte de résultat par rapport à l'exercice précédent.

Comptes de Résultats	2012	2011	2010	Evolution (2012-2011)
Chiffre d'affaires HT	3 415 101 €	3 820 120 €	4 522 884 €	-10,60%
Total des produits d'exploitation	3 485 757 €	3 860 880 €	4 601 306 €	-9,72%
Total des charges d'exploitation	2 978 414 €	3 607 130 €	4 576 407 €	-17,43%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>507 342 €</b>	<b>253 750 €</b>	<b>24 899 €</b>	<b>99,94%</b>
Montant des traitements et salaires	1 244 903 €	1 260 997 €	1 501 009 €	-1,28%
Montant des charges sociales	593 157 €	625 769 €	748 685 €	-4,89%
Résultat financier	-43 082 €	-81 070 €	-124 809 €	21,48%
Résultat courant avant impôts	464 529 €	172 680 €	-99 910 €	136,77%
<b>Résultat net</b>	<b>244 802 €</b>	<b>130 779 €</b>	<b>102 508 €</b>	<b>87,19%</b>
Intéressement des salariés	20 321 €	8 795 €	0 €	131,05%
Effectif moyen	27,82	28,57	34	-2,63%

Compte tenu des éléments précisés dans le tableau ci-dessus, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice net de 244 802,17 € en hausse de 87,19% par rapport à l'exercice précédent.

Après une diminution de 34 % à l'issue de l'exercice 2009 pour atteindre 759 204 €, puis des progressions positives en 2010 et 2011, les fonds propres de l'entreprise progressent à nouveau de 24,67 % pour atteindre la valeur de 1 237 294,57 €.

En dehors de la progression du résultat, net, courant et d'exploitation, notons que l'évolution la plus significative concerne la baisse des charges d'exploitation dans une proportion de -17,34 %. Cette réduction des coûts de production est principalement la conséquence des évolutions ci-dessous.

- Réduction du poste « achats pour revente »
- Réduction du poste « sous-traitance »
- Réduction des frais généraux
- Réduction des « provisions pour créances douteuses », bien qu'au soir du 31 décembre 2012, la quasi-totalité des créances douteuses soient provisionnées à 100%.

Notez que le résultat financier de - 43 082,77 € tient compte de la provision de la totalité des sommes versées à la filiale GERTRUDE Algérie EURL et maintenues en compte courant. La partie ayant fait l'objet d'un abandon de créance à caractère commercial est quant à elle, comptabilisée dans les charges exceptionnelles.

Enfin, la réduction du chiffre d'affaire de 10,60% est la résultante de la forte baisse des activités sous-traitées et de négoce, la marge brute totale ne subissant qu'une légère inflexion de 4,61 %.

## 8 Focus sur la rémunération des salariés pendant l'exercice 2012

Après des évolutions salariales très faibles, pratiquées en 2010 et en 2011, et n'ayant pas couvert la croissance des prix à la consommation des ménages, les prévisions d'activités faites au début de l'exercice 2012 ont permis de faire profiter les salariés d'une évolution significative de leur rémunération, compensant au moins partiellement les efforts des années précédentes.



En conséquence, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les salaires mensuels ont été réévalués d'une moyenne de 1,59 %. Les salaires les plus hauts ont été réévalués de 0,85 %. Les salaires les plus bas ont été réévalués de 3,50 %. Cette opération rétablit un équilibre acceptable et compense favorablement la mesure décidée le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et mal ressentie par la majorité du personnel, consistant à réévaluer les cadres supérieurs de 1,50% et de geler les salaires du reste des salariés.

Mesuré sur 3 années, cet équilibre, finalement favorable aux salaires les plus bas, s'établit comme suit.

	2009	2010	2011	2012	Résultante	Ecart
<b>Inflation Moyenne Annuelle</b>	0,10%	1,50%	2,40%		4,00%	
Indexation Cadres Supérieurs		1,50%	0,00%	0,85%	2,35%	-1,65%
Indexation Intermédiaires Hauts		0,00%	0,85%	1,80%	2,65%	-1,35%
Indexation Intermédiaires Bas		0,00%	0,85%	2,50%	3,35%	-0,65%
Indexation Bas salaires		0,00%	0,85%	3,50%	4,35%	0,35%

- En trois années, les plus bas salaires ont ainsi été réévalués de 4,35 % (0,35% de plus que l'inflation)
- En trois années, les plus hauts salaires ont ainsi été réévalués de 2,35 % (1,65% de moins que l'inflation)

En plus de ces mesures, 6 collaborateurs ont profité de la continuité de leurs plans de carrière, actés antérieurement.

Enfin, compte tenu des bénéfices de l'exercice, estimés en fin d'année, un montant de 18 000 € charges incluses a été attribué en décembre 2012 pour permettre le versement de primes exceptionnelles. Ces dernières ont été attribuées comme suit.

- Affectation de 50 % de l'enveloppe à une récompense collective donnant lieu à une prime de 200 € brut, identique pour chaque collaborateur
- Affectation de 50 % de l'enveloppe à une récompense individuelle donnant lieu à une prime de 600 € brut pour les 10 collaborateurs ayant fait preuve de la meilleure implication au cours de l'année 2012.

Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.

Malgré ces évolutions salariales et compte tenu des 3 départs et des 2 embauches opérées au cours de l'année 2012, la valeur de la masse salariale de l'année 2012 reste inférieure à celle de l'année 2011, comme le présente le tableau ci-dessous.

	2008	2009	2010	2011	2012
Rémunération Brute	1 747 004	1 851 433	1 501 008	1 260 996	1 244 903
Charges Sociales	846 924	903 469	748 685	625 769	595 157
<b>Masse Salariale</b>	<b>2 593 928</b>	<b>2 754 902</b>	<b>2 249 693</b>	<b>1 886 765</b>	<b>1 840 060</b>
Evolution par rapport à 2009	-6,21%		-18,34%	-31,51%	-33,21%

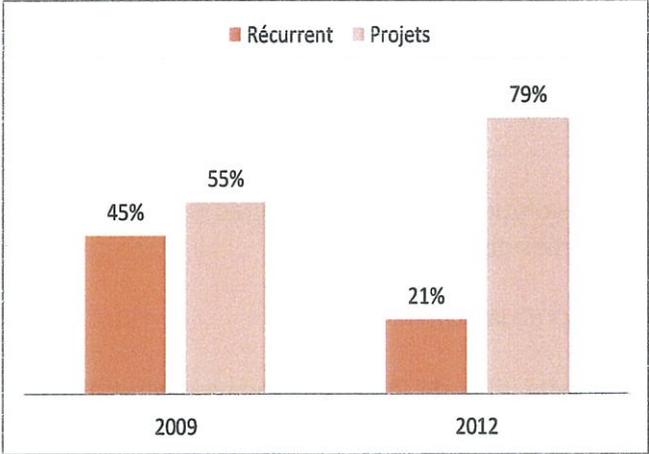
Enfin, conformément à l'accord d'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise et à son avenant signé en juin 2012, l'ensemble des salariés se partageront 20 321 €, au titre de l'exercice 2012.

Par rapport à l'exercice 2011, le montant de l'intéressement croît de 131,05 % passant de 8 795 € à 20 321 €.

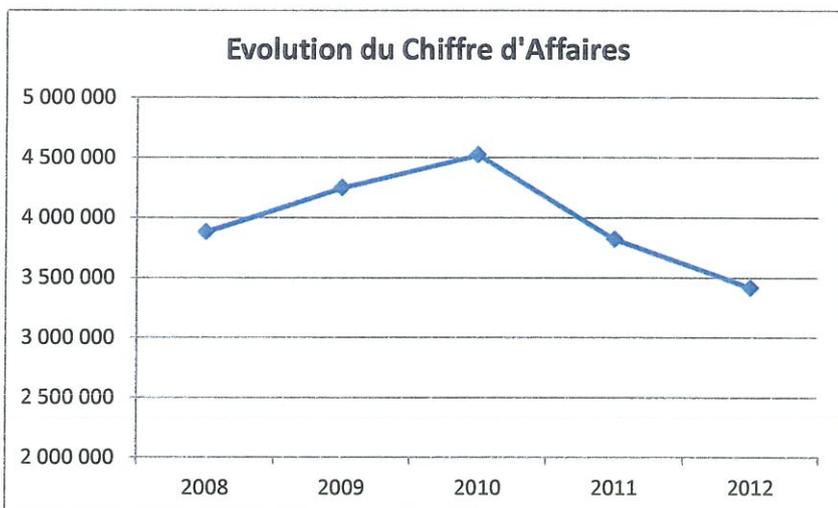
## 9 Synthèse de l'évolution du chiffre d'affaires

L'étude du chiffre d'affaires et de son évolution est un paramètre vital pour l'analyse des activités de l'entreprise pour l'exercice 2012 ainsi que pour les exercices futurs.

En effet, 5 notions majeures sont à l'origine des variations du chiffre d'affaires de l'entreprise et l'influencent au travers de conséquences différentes.

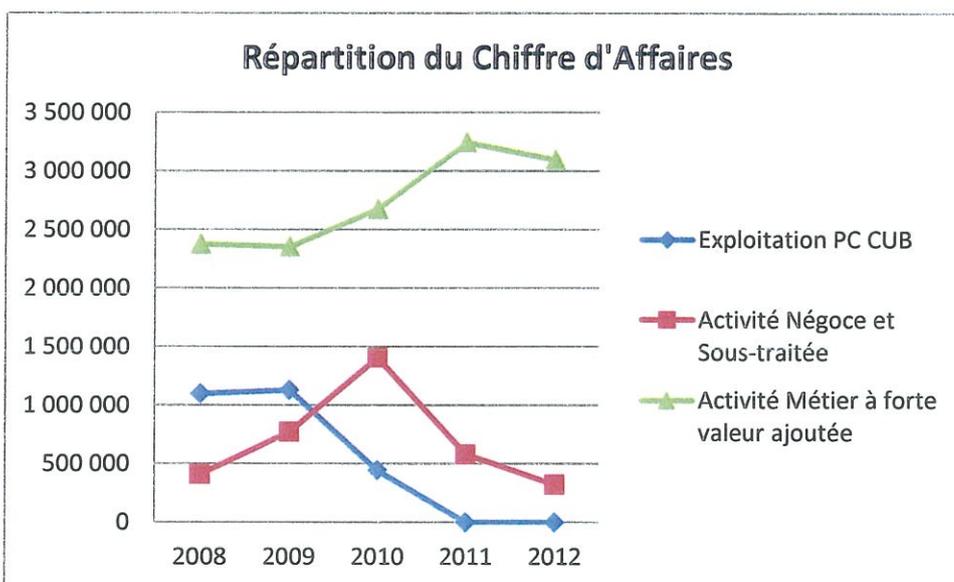
Thème	Date Significative	Influence Chiffre d'Affaires	Valeur Associée
Arrêt du marché "Exploitation PC CUB"	Mai 2010	Réduction permanente du CA en comparaison à l'année 2009	1 127 000 €
Réduction de la proportion des activités récurrentes	Mai 2010	 <p>Le CA de l'entreprise devient structurellement plus instable.</p>	79 % des activités doivent être obtenus par des contrats nouveaux et des Appels d'Offres à gagner
Variations très importantes du volume des activités sous-traitées et de négoce	Permanent	Ces variations peuvent entraîner une très grande fluctuation du CA de l'entreprise. L'influence de ces variations sur la Marge Brute Totale et sur la rentabilité de l'entreprise reste cependant faible dans la mesure où les activités liées à la sous-traitance et au négoce ne portent qu'une faible valeur ajoutée.	Fluctuation du CA Stabilité de la Marge Brute
Chaque contrat "structurant" de l'entreprise représente une part importante du CA	Permanent	Certains contrats atteignent 30%, 40% ou encore près de 70% de la valeur de la Marge Brute nécessaire pour équilibrer un exercice entier. En conséquence, le gain ou à l'inverse la perte d'un Appel d'Offres et d'un contrat important crée systématiquement une forte instabilité du CA de l'entreprise, à la hausse ou à la baisse.	NC
La participation de GERTRUDE à des gros projets comme une ligne de tramway peut induire des retards de l'activité	Permanent	Lorsque l'activité de l'entreprise est dépendante de l'exécution d'un gros projet, les prestations à réaliser par GERTRUDE peuvent être retardées. Le plus souvent il s'agit d'un retard <u>subi</u> par l'entreprise qui décale d'autant la génération du chiffre d'affaires correspondant.	NC

Pour l'année 2012, le chiffre d'affaires de l'entreprise poursuit une baisse sensible avec **-10,60 %** par rapport aux activités de l'année 2011, dont les origines sont décrites ci-avant.



Pour compléter l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, il convient d'analyser sa nature et pour cela de séparer les activités en trois parties distinctes.

- Exploitation du poste central de la CUB
- Négoce et Sous-Traitance
- Activité « métier » d'ingénierie, d'étude, de développement, d'installation et de maintenance

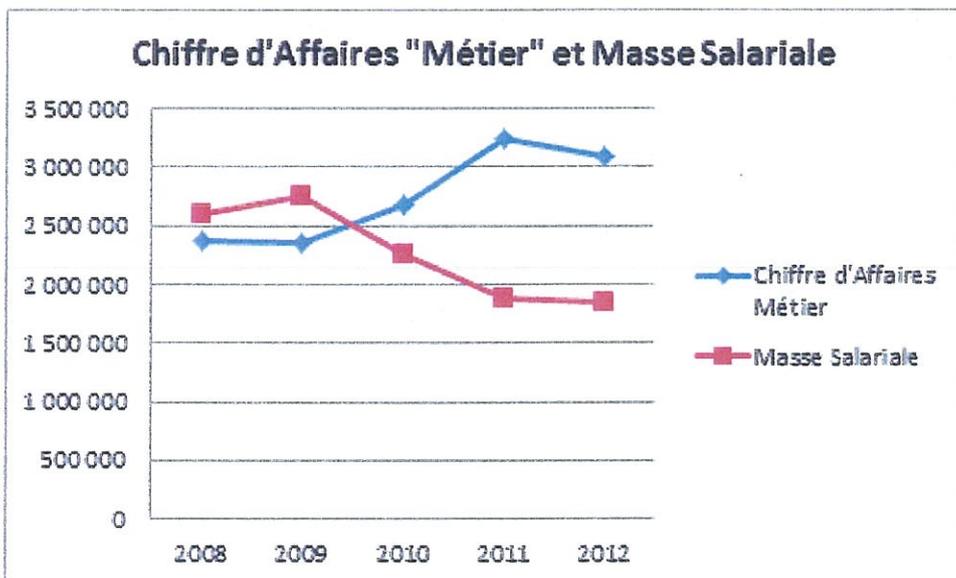


Ces chiffres démontrent les aspects suivants.

- L'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB, partiel en 2010 et total en 2011, crée une réduction brutale du chiffre d'affaire de plus de 1 100 000 € pour les exercices 2011 et 2012.
- La part de « Négoce et installation de matériel », ayant atteint ses plus fortes années en 2009 et 2010, est réduite en 2011 et en 2012.
- En revanche, les activités « Métier », basses en 2008, 2009 et 2010, sont fortement revalorisées au cours des exercices 2011 et 2012. Ces activités à forte valeur ajoutée conservent une part du chiffre d'affaires supérieure à 3 000 000 € pour l'exercice 2012.

C'est sur cette activité « Métier », à forte valeur ajoutée, que l'entreprise doit concentrer ses efforts, même si occasionnellement, des bénéfices potentiels tirés d'une activité de négoce peuvent représenter une réelle opportunité, à condition bien entendu d'en maîtriser les flux de trésorerie.

Enfin, afin de compléter cette analyse du chiffre d'affaires, il est intéressant de comparer l'évolution de la masse salariale de l'entreprise et le volume de son chiffre d'affaires « Métiers ».



Ces chiffres illustrent clairement les raisons des conditions de clôture des exercices passés et présents.

- 2008, 2009, 2010, de fortement négatif à juste équilibré
- 2011, 2012 bénéficiaires

La maîtrise de la masse salariale, la réduction des coûts de fonctionnement et la valorisation des activités « Métier » correspondent aux engagements d'efforts suivis au cours de l'année 2012 et pris pour les exercices à venir.

## 10 Analyse du ratio « Marge Brute / Effectif Moyen du Personnel »

Comme évoqué ci-dessus, la baisse du chiffre d'affaires par rapport aux années passées est la conséquence de l'arrêt du marché d'exploitation du poste central de la CUB et de la baisse des activités de négoce et d'installation d'équipements qui nécessitent de les acquérir et le plus souvent de faire appel à de la sous-traitance pour les installer.

Rappelons également que le chiffre d'affaires de l'entreprise est logiquement soumis à de fortes variations, fonctions de l'analyse décrite au paragraphe précédent.

Il est donc capital que la stratégie de l'entreprise et son contrôle financier conduisent à la situation suivante.

- Etre capable de supporter un exercice négatif sans mettre en péril l'entreprise
- Disposer des disponibilités suffisantes pour pouvoir faire face à une baisse d'activité ponctuelle sur une année

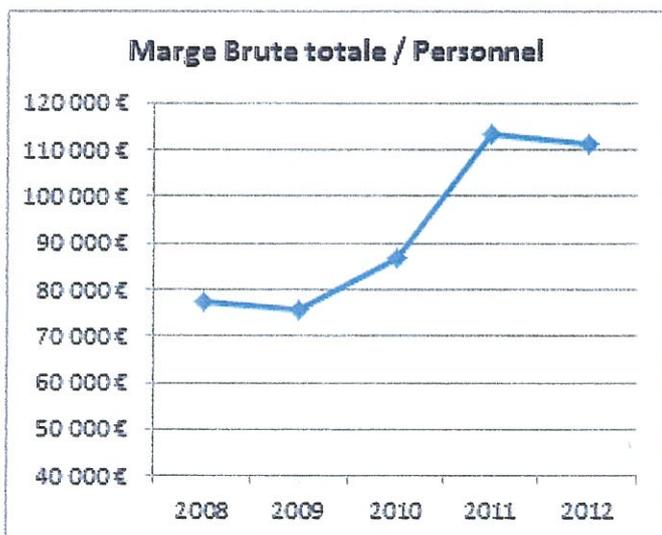
Afin de compléter l'analyse de l'évolution de l'activité de l'entreprise, nous avons réalisé une étude sur le comportement et les variations de la Marge Brute Totale produite par l'entreprise.

Ce paramètre, corrélé avec l'évolution des effectifs de l'entreprise constitue l'un des meilleurs indicateurs de mesure des activités.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de cette Marge Brute Totale au fil des derniers exercices. On y constate une réduction de la Marge Brute Totale, qu'il convient bien entendu de rapprocher de l'effectif moyen de l'entreprise, au cours de ces mêmes exercices.



Nous pouvons noter une forte réduction du nombre de salariés de l'entreprise et, en parallèle une baisse modérée de la marge brute totale. Ce constat peut être complété par l'analyse de la marge brute produite par unité de personne salariée de l'entreprise.



Nous pouvons ainsi constater un accroissement de ce critère, de façon sensible en 2010 et de façon très significative en 2011 et 2012.

L'aspect positif de cette évolution est qu'elle confirme le redressement financier de l'entreprise au cours des exercices 2011 et 2012.

En revanche, l'aspect négatif de celle-ci, ou tout du moins, le besoin de vigilance qui s'en dégage réside dans l'ampleur de cet accroissement, à savoir 50,47% entre 2009 et 2011, et 47,40% entre 2009 et 2012, laissant craindre une possible « surchauffe » du personnel.

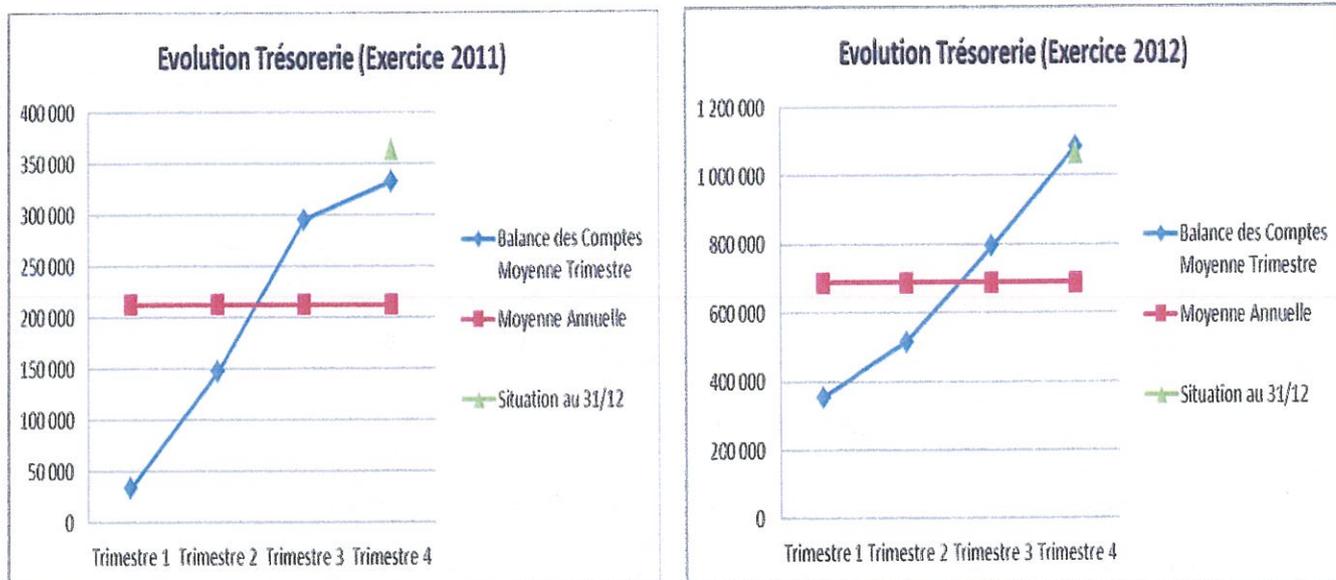
Il s'agit là d'un point de contrôle important pour l'année 2013.

Pour l'avenir, dès l'exercice 2013, les seuils significatifs de marge brute totale sont établis comme suit.

- Le seuil minimum à atteindre par exercice est de 2 800 000 €
- L'objectif est fixé entre 3 000 000 € et 3 200 000 €

## 11 Evolution de la trésorerie au cours de l'exercice 2012

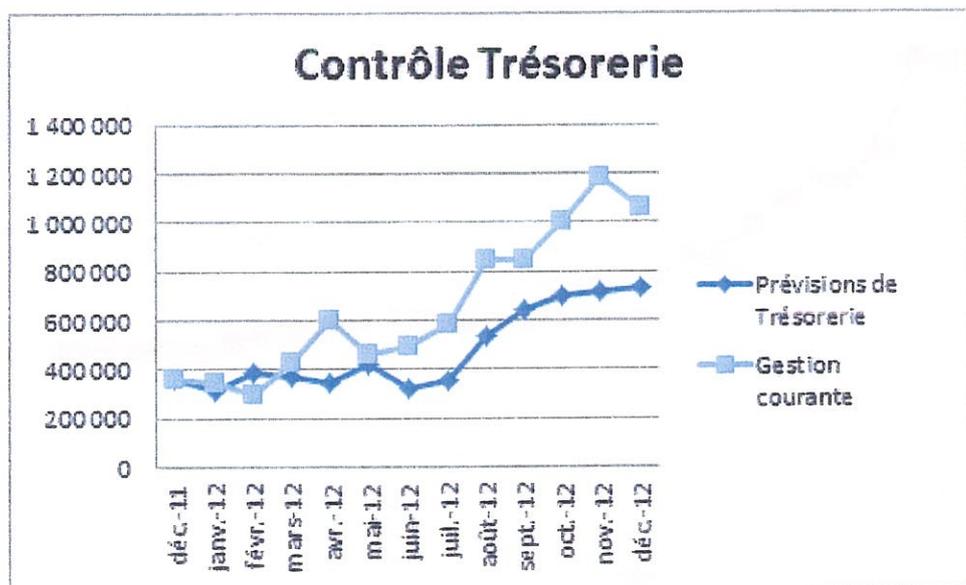
Le contrôle de la trésorerie fait partie des actions de contrôle permanentes menées au sein de l'entreprise. La nature de l'évolution de la trésorerie de l'entreprise au cours de l'exercice 2012 est similaire à celle obtenue au cours de l'année 2011.



Le contrôle de la trésorerie est effectué régulièrement au travers des démarches suivantes.

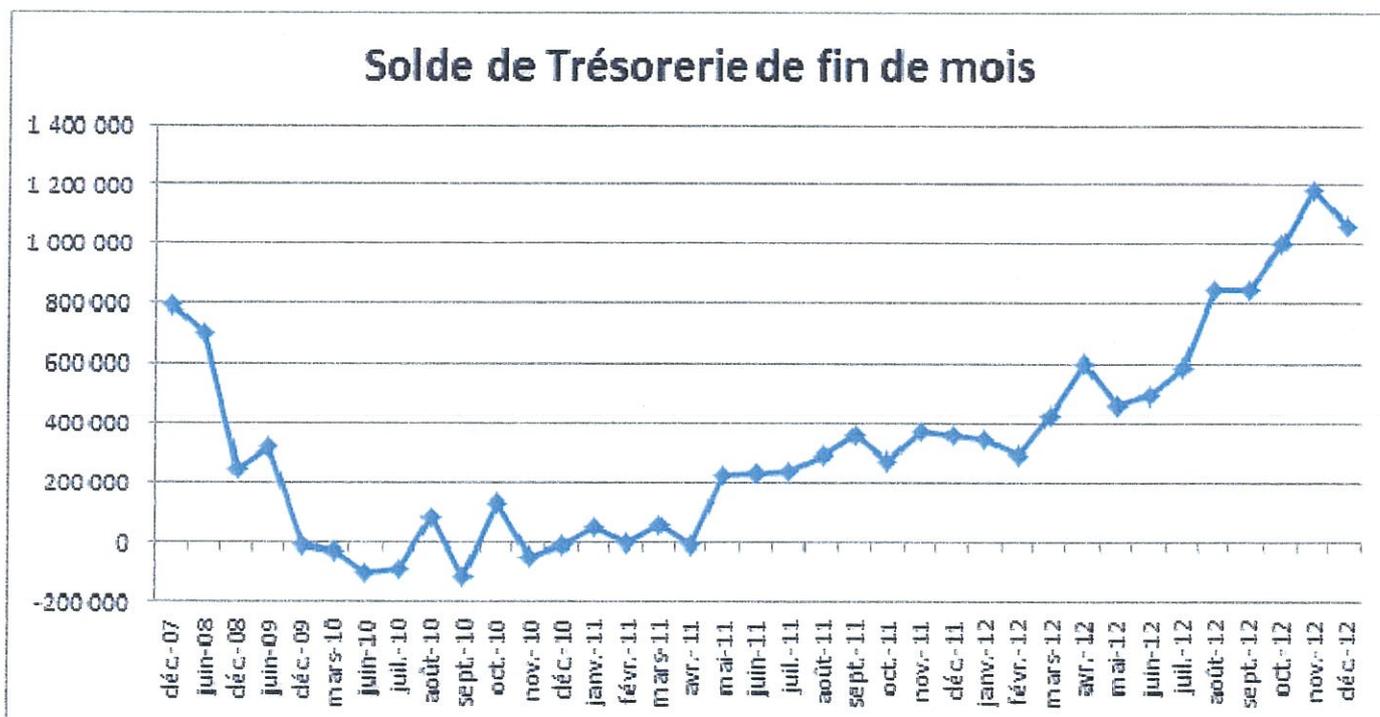
- Prévisionnel global annuel effectué en début d'exercice
- Prévisionnel détaillé effectué au début de chaque mois
- Contrôle de la trésorerie de fin de mois et mesure des éventuels écarts par rapport à la prévision
- Contrôle final annuel et synthèse

Le tableau ci-dessous présente les prévisions de trésorerie effectuées au début de l'année 2012 et le suivi progressif de cette même trésorerie réalisé chaque fin de mois.



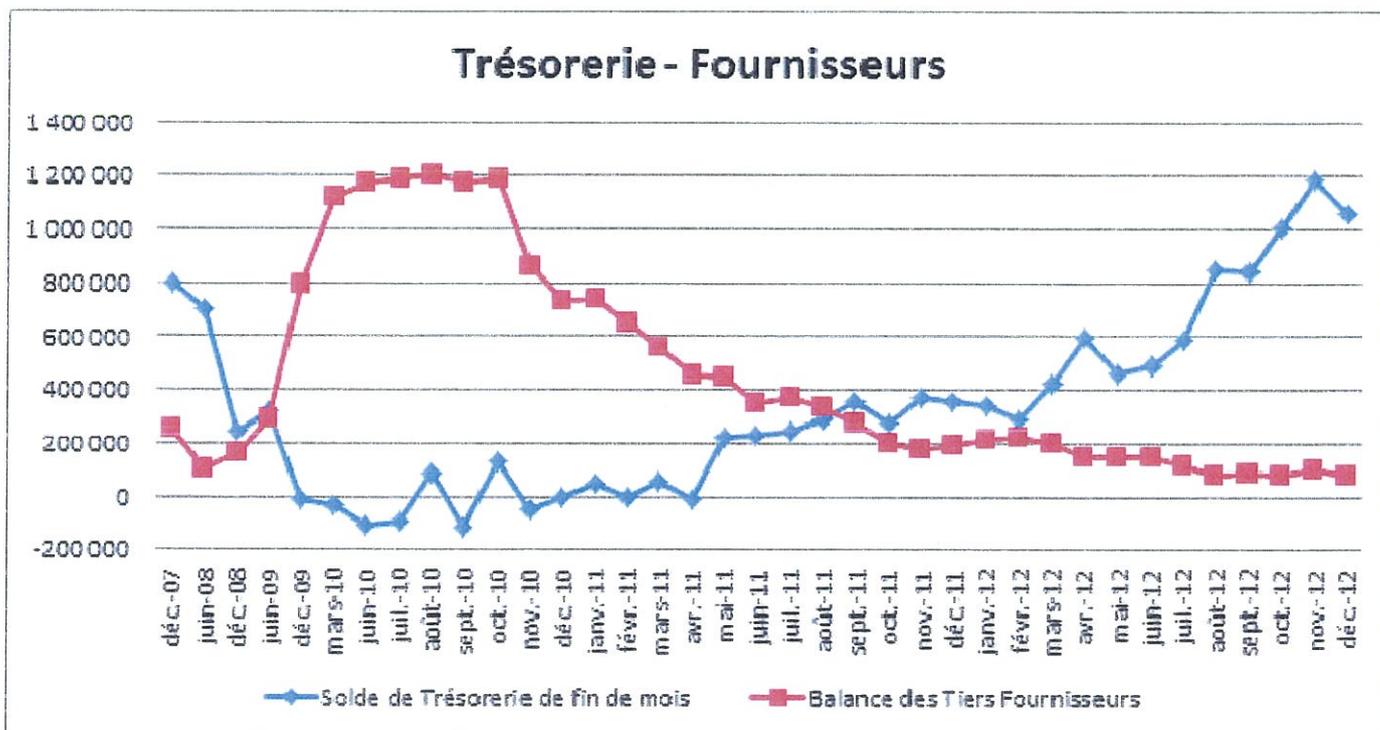
La progression obtenue entre la clôture 2011 et la clôture 2012 est de **700 405 €**.

Le comportement de la trésorerie de l'entreprise au cours de l'année 2012, consolide sa maîtrise et son redressement depuis plus de deux ans, comme l'illustre le graphique ci-dessous.



Le niveau de trésorerie obtenu permet de réduire fortement la pression financière subie par l'entreprise, d'autant plus, qu'en parallèle, les dettes contractées auprès de nos fournisseurs et prestataires ont été régulièrement honorées, pour finalement être soldées en juillet 2012.

Le graphique ci-dessous présente l'analyse combinée de la trésorerie et de la balance des tiers fournisseurs.



De plus, l'attention des actionnaires est également attirée sur le fait que la maîtrise de la trésorerie au cours de l'année 2012 a permis à l'entreprise d'acquérir des **valeurs mobilières de placement**, sur un support parfaitement sécurisé et pour un montant de 100 000 €, ce dernier étant revalorisé à **100 244 €** au soir du 31 décembre 2012.

Pour parfaire l'analyse de la situation de l'entreprise et de son évolution, nous présentons ci-dessous l'étude combinée de différents postes synthétisant les disponibilités réelles et durables, déduction faite des dettes connues.

Comparaison des situations financières	déc.-07	sept.-10	déc.-12
Placement Compte à Terme	0 €	0 €	100 244 €
Trésorerie Fin de Mois	796 366 €	-124 078 €	1 063 591 €
Dettes pour congés payés non-pris	-336 450 €	-412 681 €	-400 628 €
Dettes pour intéressement à payer	-256 200 €	0 €	-20 321 €
Dettes d'Impôts restant à payer (Acompte et crédit d'impôt déduit)	-67 700 €	0 €	0 €
Balance des Tiers Fournisseurs	-253 166 €	-1 172 442 €	-79 444 €
Compte Courant GERTRUDE Algérie (Non provisionné)	0 €	-151 160 €	0 €
Cession de Créances à OSEO (C'est un emprunt)	0 €	-320 839 €	0 €
Anticipation Déduction TVA (Fournisseurs)	-30 230 €	-192 579 €	0 €
<b>Résultante</b>	<b>-147 380 €</b>	<b>-2 373 778 €</b>	<b>663 442 €</b>

Ces valeurs montrent une amélioration de la situation financière très sensible depuis le mois de septembre 2010 qui constituait le point le plus bas de cette même analyse.

Ces valeurs montrent également que la situation consolidée à la clôture 2012 est de **820 500 €** supérieure à celle consolidée à la clôture de l'exercice 2007.

Malgré cette amélioration nette, le contrôle de la trésorerie et la génération de nouveaux bénéfices doivent rester prioritaires dans la mesure où le niveau de trésorerie obtenu à la clôture de l'exercice 2012 reste faible au regard des dépenses régulières de l'entreprise, même si ce dernier augmente fortement par rapport à sa valeur mesurée en décembre 2011.

	2011	2012
Solde de trésorerie au soir de 31 décembre	363 186	1 063 591
Moyenne mensuelle des dépenses durant l'exercice	383 855	293 837
Ratio "Trésorerie fin décembre / Dépenses mensuelles"	0,95	<b>3,62</b>
Moyenne mensuelle des dépenses prévues pour l'exercice suivant	324 943	411 691
Ratio "Trésorerie fin décembre / Dépenses mensuelles prévues"	1,12	<b>2,58</b>

Au cours de l'exercice 2013, compte tenu des prévisions et des objectifs, la trésorerie de l'entreprise devrait progresser positivement pour atteindre un objectif fixé à **1 319 000 €** au soir du 31 décembre 2013.



## 12 Analyse détaillée des activités au cours de l'exercice 2012

### 12.1 Focus sur la stabilité du chiffre d'affaires

Jusqu'en 2009, les conditions de stabilité du chiffre d'affaires de l'entreprise étaient principalement liées à la récurrence des contrats d'exploitation du Poste Central de la CUB et des contrats de maintenance des systèmes GERTRUDE installés dans les différents sites.

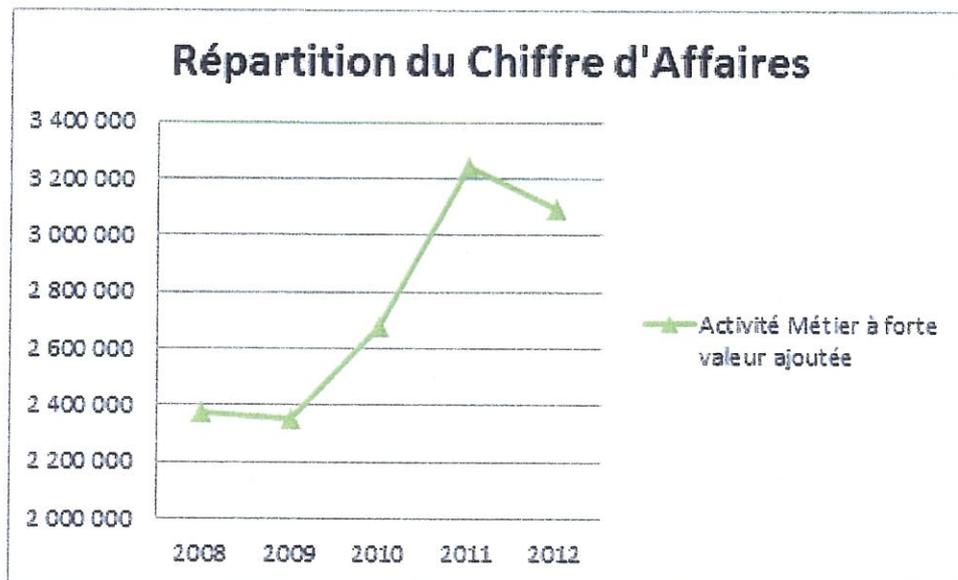
Depuis l'exercice 2010 cette stabilité est mise à mal par la réduction des activités produites pour le compte de LA CUB, et la réduction des activités liées à la maintenance des sites.

Chiffre d'affaires	2012	2011	2010	Evolution (12/11)
LA CUB	483 627 €	667 816 €	993 293 €	-27,58%
Maintenance des sites	357 624 €	416 664 €	548 134 €	-14,17%
Activités de projets	2 573 850 €	2 735 639 €	2 981 457 €	-5,91%
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>3 415 101 €</b>	<b>3 820 119 €</b>	<b>4 522 884 €</b>	<b>-10,60%</b>

Les baisses d'activité enregistrées sur LA CUB et sur la Maintenance des sites équipés du système GERTRUDE constituent un point d'alerte.

A l'avenir les efforts doivent se porter bien entendu sur la signature de nouveaux contrats de type projets mais également sur la revalorisation des activités de maintenance, pour lesquels une partie significative des clients ont tendance à réduire ces frais de fonctionnement.

L'attention du lecteur est cependant attirée sur le fait que les activités à fortes valeurs ajoutées, dites « métier », à savoir les études et l'ingénierie de trafic, l'installation des systèmes GERTRUDE, leur maintenance et leurs évolutions sont, elles, en forte progression depuis 2 exercices.



## 12.2 Détails des activités de l'entreprise au cours de l'année 2012 : Par type

Au cours de l'année 2012, les activités de l'entreprise ont été réparties comme suit. La comparaison avec les données de l'exercice 2011 permet de mesurer les évolutions obtenues.

Chiffre d'affaires	2012	2011	2010	Evolution (12/11)
France	2 115 599 €	2 649 805 €	3 819 557 €	-20,16%
DOM - TOM	0 €	-215 €	43 455 €	-100,00%
Mexique	17 000 €	151 750 €	225 697 €	-88,80%
Portugal	203 723 €	179 546 €	180 565 €	13,47%
Algérie	433 950 €	298 761 €	253 610 €	45,25%
Maroc	220 845 €	64 982 €		239,86%
Pologne	423 984 €	475 489 €		-10,83%
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>3 415 101 €</b>	<b>3 820 119 €</b>	<b>4 522 884 €</b>	<b>-10,60%</b>

La réduction d'activité la plus sensible concerne le marché Français, pour les raisons principales suivantes.

- Le marché du tramway de Reims approche de son terme après avoir connu la majorité de son activité en 2010. En 2012 le chiffre d'affaires généré sur ce projet représente une baisse d'environ 340 000 € par rapport à 2011
- Les activités générées avec LA CUB sont en baisse. En 2012 le chiffre d'affaires généré avec LA CUB représente une baisse d'environ 185 000 € pour rapport à 2011
- Les activités générées avec d'autres « clients Bordelais » tels que Vinexpo, Vinitech, RFF ou SNCF sont également en baisse. Ce phénomène est cyclique car l'activité est fonction des opérations et des salons programmés. En 2012 le chiffre d'affaires généré représente une baisse d'environ 230 000 € pour rapport à 2011
- La ville d'Aix en Provence, perdue à la fin de l'année 2011, au profit de SPIE, n'a logiquement généré aucune activité en 2012. Ceci représente une perte d'environ 70 000 € pour rapport à 2011
- Pour Le Mans Métropole, l'année 2012 est une année de transition et provoque une contraction des activités. Ceci représente une perte d'environ 95 000 € pour rapport à 2011

En revanche, deux villes dont les activités sont portées par des projets liés aux transports en commun, ont vu les chiffres d'affaires générés en forte croissance par rapport à 2011.

- Montpellier avec environ + 275 000 € de chiffre d'affaires par rapport à 2011
- Metz avec environ + 100 000 € de chiffre d'affaires par rapport à 2011

En parallèle, cette réduction globale de l'activité en France a également été partiellement compensée par un accroissement d'environ 130 000 € du chiffre d'affaires enregistré sur les projets à l'export.

### 12.3 Détails des activités de l'entreprise au cours de l'année 2012 : Par client

L'année 2012 est à nouveau marquée par de fortes variations de l'activité sur de nombreux clients. Rappelons que ces variations sont logiques et qu'elles sont le plus souvent la conséquence de l'exécution cyclique des grands projets que lancent les villes clientes de notre entreprise.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des activités par clients.

Chiffre d'affaires	2012	2011	2010	Evolution (12/11)
LA CUB	483 627 €	667 816 €	993 293 €	-27,58%
Divers Bordeaux	78 497 €	309 556 €	149 751 €	-74,64%
Brive	85 373 €	0 €	49 175 €	NS
Dunkerque	117 334 €	117 935 €	90 855 €	-0,51%
Dax	10 223 €	41 638 €	18 096 €	-75,45%
Nîmes	12 655 €	34 881 €	25 710 €	-63,72%
Mont de Marsan	23 714 €	42 676 €	46 536 €	-44,43%
Montpellier	792 110 €	516 424 €	274 149 €	53,38%
Metz	264 459 €	165 560 €	230 634 €	59,74%
Aix en Provence	0 €	66 998 €	61 184 €	-100,00%
Reims marché Tram ALSTOM	30 425 €	369 890 €	1 708 596 €	-91,77%
Reims	153 444 €	145 928 €	171 578 €	5,15%
Le Mans	46 920 €	138 780 €		-66,19%
St Paul les Dax	4 929 €	4 929 €		0,00%
St Vincent de Tyrosse	6 449 €	6 314 €		2,14%
Toulouse	0 €	14 865 €		-100,00%
Mimizan	5 440 €	5 614 €		-3,11%
Fort de France	0 €	-215 €	43 455 €	-100,00%
Monterrey	17 000 €	151 750 €	225 697 €	-88,80%
Lisbonne	150 838 €	121 341 €	127 680 €	24,31%
Porto	52 885 €	58 205 €	52 885 €	-9,14%
Casa	220 845 €	64 982 €		239,86%
Wroclaw	423 984 €	475 489 €		-10,83%
Alger	433 950 €	298 761 €	253 610 €	45,25%
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>3 415 101 €</b>	<b>3 820 119 €</b>	<b>4 522 884 €</b>	<b>-10,60%</b>

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons les informations majeures concernant chacun des clients, pour l'exercice 2012.

Clients FRANCE	Commentaires
LA CUB	L'arrêt du marché d'exploitation du système central de LA CUB en mai 2010 continue à impacter à la baisse le chiffre d'affaire généré avec LA CUB. (1 127 000 € en 2009 et 0 € en 2012) En parallèle, les activités liées à la nouvelles phase de déploiement du tramway et celles liées au programmes de priorisation des lignes de bus structurantes ont été réduites en 2012.
Divers Bordeaux	SNCF, RFF, les réseaux, VINEXPO et VINITECH génèrent une activité cyclique.
Brive	Les activités sont relancées avec la ville de Brive et un projet de priorisation de leurs lignes de bus devrait permettre une stabilisation des activités durant 2 ans.
Dunkerque	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulière pour des ajustements de la régulation des carrefours de des priorités bus.
Dax	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE.
Nîmes	Nouveau client enregistré en 2011. Activités d'études associées à leur projet de TCSP.
Mont de Marsan	Activité principale de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours.
Montpellier	Activité régulière de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours. La poursuite de la phase exécution de la 3ième ligne de tramway génère des activités soutenues pour plus de 600 000 €
Metz	Activité régulière de maintenance du système GERTRUDE et de commandes régulières pour des ajustements de la régulation des carrefours. La signature en mai 2012 d'un contrat important pour la réalisation de la priorité aux feux des bus METTIS du projet de BHNS, génère une relance importante de l'activité, dont le seuil maximal devrait être atteint au cours de l'exercice 2013.
Aix en Provence	Aucune activité. La ville a été gagnée par SPIE à la fin de l'année 2011.
Reims marché Tram	Après avoir donné sa plus forte activité au cours de l'exercice 2010, ce contrat signé avec ALSTOM Transport est entré dans sa phase finale en 2011. Dès lors le chiffre d'affaire généré est régulièrement en baisse. Le solde du marché sera prononcé en 2013.
Reims	Depuis 3 exercices, la maintenance et des commandes d'ajustement de la régulation constituent une activité stable. Nous prévoyons des commandes équivalentes au minimum pour l'exercice 2013.
Troyes	Fortement attaquée par la concurrence sur cette ville, GERTRUDE a réussie à reprendre sa position sur cette ville en remportant l'appel d'offres lancé par l'agglomération Troyenne en 2012. Les activités sont attendues pour 2013 et 2014.
Le Mans	Conclu en octobre 2010, ce nouveau contrat a vu la réalisation de sa phase 1 en 2011. Les prestations ayant donné une bonne satisfaction au client, la phase 2 conditionnelle du projet sera enclenchée en 2012. Des démarches commerciales sont par ailleurs en cours pour faire accepter des concepts GERTRUDE pour la nouvelle phase de déploiement de leur TCSP.
Divers	Au cours de l'année 2012, des bons de commandes modérés ont fait l'objet d'une production pour les villes de, Nîmes, Saint Vincent de Tyrosse, Mimizan.

Clients EXPORT	Commentaires
Fort de France	L'activité avec ce client est faible et en général peu fiable. Cependant, le projet en cours de réalisation pour la création d'un axe de transports en commun en site propre devrait permettre une relance de l'activité à partir de l'année 2013
Monterrey	Ayant pris fin en mai 2011, le contrat de plus de 12 années signé avec cette agglomération ne génère plus aucune activité. Bien qu'un paiement d'environ 55 000 € ait été enregistré en 2012, ce dossier accuse encore un impayé de plus de 200 000 €. Cette créance devrait être recouverte au cours des années 2013 et 2014, mais par sécurité, la totalité de ces impayés sont provisionnés. Nous restons actifs sur ce dossier. En parallèle, l'agglomération de Monterrey poursuit son développement et ce dernier a permis en 2012, la signature d'un nouveau contrat pour la priorisation d'un axe de transport en commun en site propre. Ce contrat sera exécuté en 2013 et 2014.
Morelia	Aucune nouvelle activité. Morelia reste redevable de plus de 200 000 Euros en attente de facturation, situation pour laquelle un procès, lancé par notre partenaire SEMEX S.A. est toujours en cours d'instruction. Pas d'avancée concrète sur ce dossier.
Lisbonne	L'activité provient principalement du contrat de maintenance et d'assistance technique. En 2012, des opérations ponctuelles de mise à niveau de la régulation sont venues compléter le chiffre d'affaires. Lisbonne est une ville où nous devons rester vigilants pour essayer de s'opposer aux attaques régulières de SIEMENS
Porto	Contrat de maintenance habituel exécuté en 2012. La relation commerciale avec cette ville est difficile, car instable. Elle fait l'objet de toute notre vigilance. Sur ce dossier également, la vigilance est de mise vis-à-vis de la concurrence.
Alger	L'année 2012 a permis d'accroître les activités liées à la 1 <sup>ère</sup> ligne de tramway. Un nouveau contrat, sous forme d'un avenant au contrat initial a même été signé en mai 2012 pour un montant d'environ 520 000 €. De nouvelles négociations commerciales sont en cours pour une nouvelle extension de contrat dont le montant devrait être d'environ 450 000 €. Chacun de ces nouveaux contrats sont répartis entre activités pour GERTRUDE SAEM et activités pour GERTRUDE Algérie EURL. Ces évolutions conduisent à une amélioration des équilibres de la filiale.
Wroclaw	Le marché est signé depuis de 30 décembre 2010. Le chiffre d'affaires correspondant sera enregistré sur les exercices 2011, 2012, 2013 et 2014. L'année 2012 a permis de dégager 423 000 € de chiffre d'affaires. Ces fonds nous sont réglés par la société WASKO, partenaire de GERTRUDE pour ce contrat et pour nos prospections en Pologne. Jusqu'à présent WASKO a respecté l'ensemble de ses engagements. Il doit cependant être noté que le marché accuse un retard non négligeable, d'environ 12 mois, et que des risques de pénalités de retard menacent notre entreprise. Par prudence et compte tenu des informations que nous avons avant la conclusion de ce contrat, des prévisions de pénalités sont incluses sans le budget initial du projet.
Casablanca	Gagné en avril 2011, ce marché a connu l'essentiel de son exécution au cours de l'année 2012. Deux principales préoccupations persistent sur ce dossier. <ul style="list-style-type: none"> <li>- La facturation est complexe et en retard</li> <li>- Le solde du marché est un processus lent et chronophage</li> </ul> Le marché devrait être soldé en 2013.

### 13 Actions principales menées au cours de l'exercice 2012

Compte tenu des raisons financières largement évoquées et subies en 2009 et 2010, l'année 2012 a été consacrée à poursuivre le redressement de l'entreprise engagé avec l'exercice 2011.

Dans ces conditions, 3 règles simples résument les priorités accordées au cours de cet exercice 2012.

- Maintenir un effort soutenu sur la production, synonyme de facturation et de redressement financier
- Maintenir les effets du plan de réduction des coûts lancé au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2010.
- Même insuffisantes dans l'absolu, conserver un minimum d'actions commerciales structurantes pour préparer les carnets de commandes des années 2013 et 2014.

Dans ce paragraphe, sont présentés les aspects majeurs de ces actions menées au cours de l'exercice.

#### 13.1 Continuité du plan d'économie et de réduction des coûts

Les conditions économiques de l'entreprise ne permettent pas de relâcher les efforts sur le contrôle des coûts et sur la réduction des postes sensibles ayant fortement augmenté en 2007, 2008 et 2009.

Le tableau ci-dessous présente les effets de ce plan sur les principales dépenses.  
L'année 2012 y est comparée à l'année 2009, retenue comme référence.

Années	2009	2010	2011	2012	Variation 2012-2009
Achats non stockés et fournitures	23 551	13 820	18 650	11 781	-49,98%
Fournitures administratives	9 637	2 445	4 773	5 712	-40,73%
Location Véhicules	68 111	46 555	35 085	25 702	-62,26%
Location Matériel de Bureau	51 125	47 588	18 579	13 972	-72,67%
Entretien et réparation	38 388	9 611	32 777	23 525	-38,72%
Honoraires	135 102	87 507	89 807	74 391	-44,94%
Cadeaux à la clientèle	3 953	5 660	2 587	1 216	-69,24%
Pourboires et dons	5 045	1 589	445	0	-100,00%
Remboursement frais de déplacements	47 418	46 366	46 850	42 440	-10,50%
Avions et Location véhicules	160 034	105 203	145 178	124 183	-22,40%
Missions et réceptions	51 528	19 870	27 839	20 029	-61,13%
Télécommunications	44 640	37 719	37 664	38 263	-14,29%
Cotisations	7 988	7 468	251	0	-100,00%
<b>Total</b>	<b>646 520</b>	<b>431 402</b>	<b>460 484</b>	<b>381 214</b>	<b>-41,04%</b>
<b>Impact Plan Réduction des Coûts</b>	<b>0</b>	<b>-215 118</b>	<b>-186 036</b>	<b>-265 306</b>	

En 2011, les dépenses listées apparaissent réduites de 41,04 % par rapport à 2009.

A ces réductions opérées principalement sur les frais de fonctionnement, il convient d'ajouter les effets liés à la réduction des forfaits de logistique de déplacement et des primes de dépaysement versées comme salaire supplémentaire au personnel amené à effectuer des missions, hors de son point d'attache.

Le tableau ci-dessous résume les informations suivantes.

- 2012-Nouveau Les coûts liés aux 2 postes précédents enregistrés en comptabilité
- 2012-Ancien Les coûts équivalents que nous aurions eu sans le plan de réduction des coûts

Années	2012 Ancien	2012 Nouveau	Variation 2012-2012
Voyages et Déplacements	135 645	114 671	-15,46%
Salaire Supplémentaire Dépaysement	89 355	56 269	-37,03%
<b>Total</b>	<b>225 000</b>	<b>170 940</b>	<b>-24,03%</b>
<b>Impact Plan Réduction des Coûts</b>	<b>0</b>	<b>-54 060</b>	

Globalement, pour l'année 2012, l'ensemble de ces mesures a conduit à une réduction des coûts estimée à près de **310 000 €**.

### 13.2 Politique salariale menée en 2012

Après une année 2011 placée sous le signe de la compression de la masse salariale, la politique menée en 2012 se voulait correspondre à une stabilisation de cette masse salariale, tout en permettant de reconnaître, de façon significative, les efforts consentis par une majorité du personnel de l'entreprise.

En effet, malgré la persistance de quelques risques financiers au début de l'exercice, les prévisions effectuées en janvier affichant un bénéfice probable de l'ordre de 200 000 € et un objectif minimal fixé à 162 000 €, des actions au bénéfice des salariés ont pu être menées au cours de l'année 2012.

- Indexation des salaires en janvier 2012, allant de 0,85 % pour les plus hauts salaires à 3,50% pour les salaires les plus bas.
- Cette indexation a permis de rétablir un équilibre économique et social sur la moyenne des traitements opérés au cours des 3 dernières années, à savoir 2010, 2011 et 2012, tel que présenté au paragraphe 7 du présent rapport de gestion.
- Continuité du plan de carrière accordé précédemment à 6 collaborateurs.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon collective, à raison de 200 € brut pour chaque salarié.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon individuelle, à raison de 600 € brut pour chacun des 10 salariés ayant fait preuve du meilleur engagement pour la bonne marche de l'entreprise.

Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.

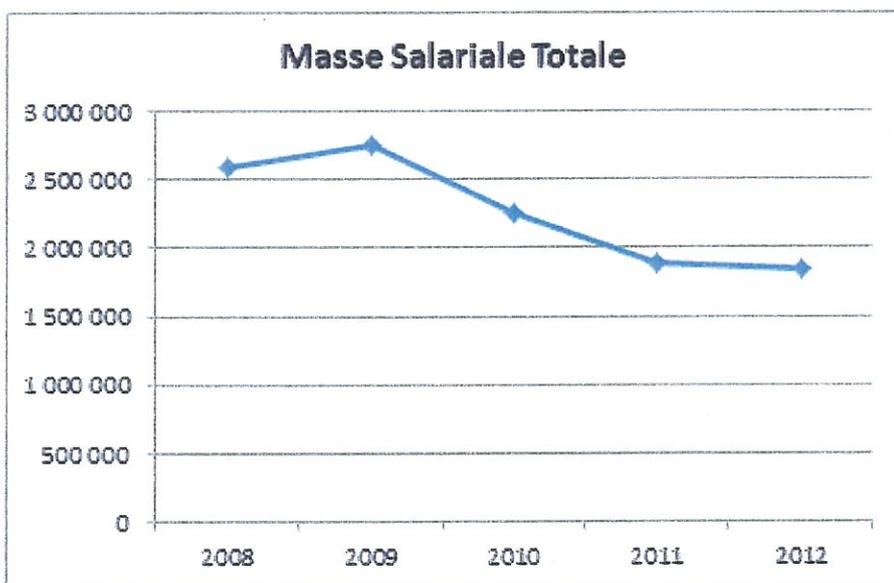
Enfin, conformément à l'accord d'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise et à son avenant signé en juin 2012, l'ensemble des salariés se partageront 20 321 €, au titre de l'exercice 2012.

Par rapport à l'exercice 2011, le montant de l'intéressement croît de 131,05 % passant de 8 795 € à 20 321 €.

En conséquence, tenant compte de l'intéressement aux bénéfices et des primes exceptionnelles versées en décembre, **38 321 €** ont été alloués pour récompenser le personnel de la bonne marche de l'entreprise au cours de l'année 2012.

Malgré ces évolutions salariales et compte tenu des 3 départs et de 2 embauches opérées au cours de l'année 2012, la valeur de la masse salariale de l'année 2012 reste inférieure à celle de l'année 2011 avec une différence de **48 705 €** charges incluses.

Ainsi après avoir fortement baissée au cours des 2 exercices précédents, la masse salariale de l'entreprise est entrée dans une phase de stabilisation et ne devrait plus baisser dès l'exercice 2013.



### 13.3 Certification ISO 9001

Gage d'une certaine qualité d'organisation, notre certification **ISO 9001** a été reconduite en novembre 2012, pour une année, par la société spécialisée MOODY.

Cette reconduction ne doit pas cacher les imperfections connues en termes d'organisation générale de l'entreprise, de répartition des rôles et des charges.

Compte tenu des obligations de redressement financier et d'exécution des nombreux contrats composant le carnet de commande de l'entreprise, nous n'avons pas considéré que la gestion de ces imperfections doive prendre un caractère prioritaire pour l'année 2012.

En revanche, les bases de la réorganisation générale de l'entreprise devront être élaborées en 2013 par le Directeur Général Délégué, pour être mises en œuvre entre 2013 et 2014.



### **13.4 Etat d'esprit des salariés et modèle économique de l'entreprise**

La fin de l'année 2010 et l'année 2011, se sont caractérisées par plusieurs points de risques.

- Inquiétude du personnel sur la survie immédiate de l'entreprise
- Rumeurs de démissions pour des horizons meilleurs
- Interrogations sur l'avenir de l'entreprise sans le contrat d'exploitation du Poste Central de la CUB
- Interrogations sur la nature de la nouvelle politique de management
- Maintien d'une volonté de réussite et d'une bonne implication dans le travail pour la majorité des salariés

L'année 2012 a finalement permis de répondre, au moins partiellement, à ces interrogations en rassurant les salariés sur les aspects financiers et sur la viabilité de l'entreprise. Ces réponses ont été amenées au travers de différentes actions.

- Contrôle des dépenses
- Amélioration régulière de la situation financière
- Mise en place d'une communication interne très régulière, présentant les actions de l'entreprise et insistant sur le redressement financier
- Améliorations modérées mais effectives des conditions salariales
- Amélioration des conditions du nouvel accord d'intéressement par voie d'avenant

Les Délégués du Personnel ont soutenu cette démarche en participant aux rencontres avec la Direction Générale avec un état d'esprit constructif tout en défendant les considérations sociales proposées au sein de l'entreprise.

Il reste cependant quelques points de risque.

- En conséquence à la réduction des activités récurrentes de l'entreprise, son modèle économique connaît quelques ajustements, dans la mesure où les activités dites de projets provoquent de plus grandes difficultés d'exécution et de plus grandes difficultés de rentabilité
- Compenser le manque à gagner lié à l'arrêt du marché d'exploitation de LA CUB reste une difficulté permanente et représente en conséquence un point de risque omniprésent
- Ces ajustements sont majoritairement correctement intégrés par une majorité du personnel, mais certains restent encore en léger décalage avec ces nouvelles obligations
- En parallèle, le personnel est soumis depuis le début du semestre 2011 à une surcharge d'activité que nous tentons de compenser le plus possible en interne de façon à ne pas engendrer de dépenses supplémentaires
- Un effort a cependant été fait un octobre et novembre 2012 au travers de l'embauche de 2 jeunes ingénieurs en contrat à durée déterminée
- Enfin, les conditions de travail restent difficiles et peu valorisantes dans la mesure où les locaux du siège de l'entreprise sont largement dégradés et inacceptables sur plusieurs points. Les engagements pris par la Communauté Urbaine de Bordeaux devraient permettre leur amélioration au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013. Ces travaux de rénovation légère des sols et des murs seront accompagnés par l'entreprise en allouant un budget d'aménagement et de réorganisation des bureaux.

### **13.5 Activités commerciales de l'année 2012**

L'année 2012, comme l'année 2011, a consacré des actions commerciales importantes, dans le but d'accroître nos enregistrements commerciaux et de se donner les moyens d'atteindre les **objectifs de Marge Brute** fixés.

Les démarches les plus significatives sont les suivantes.

▪ Février 2011, signature des lignes 3 et 4 du tramway de Montpellier	1 530 000 €
▪ Mars 2011, signature de la maintenance du PC de la CUB	74 000 €
▪ Avril 2011, signature du tramway de Casablanca	380 000 €
▪ Juin 2011, signature de la liane 3 bus de la CUB	150 000 €
▪ Septembre 2011, signature du projet bus de Dunkerque	92 000 €
▪ Mai 2012, signature du projet de BHNS METTIS pour la ville de Metz	1 540 240 €
▪ Mai 2012, signature de l'avenant numéro 2 pour le tramway d'Alger	517 000 €
▪ Juin 2012, signature des lianes bus 1 et 8 de la CUB	140 000 €
▪ Aout 2012, signature d'un contrat d'ajustement de la régulation à Lisbonne	87 000 €
▪ Novembre 2012, signature de tranche ferme la construction du PC de Troyes	354 000 €
▪ Décembre 2012, signature d'un contrat pour le BHNS de Monterrey	670 000 €

En parallèle à ces actions conclues par la signature de nouveaux contrats, d'autres démarches ont complété les actions commerciales de l'entreprise.

Les plus significatives sont listées ci-dessous.

- Offre à Casablanca pour un projet d'amélioration de la gestion des carrefours
- Offre pour une ville moyenne au Mexique
- Participation en Pologne à 3 appels d'offres dont deux ne sont pas encore jugés
- Démarche continue et structurée sur le Pologne
- Démarche continue et structurée sur le Maroc
- Négociation avec Alstom pour de nouvelles extensions d'activités sur Alger
- Démarches amont pour le projet de priorisation des bus à Brive
- Démarches préparatoires en Colombie
- Démarches préparatoires en Inde

Dès le début de l'exercice 2013 et ce, malgré la forte charge de production à honorer, l'entreprise doit poursuivre ses actions commerciales, clients et nouveaux prospects.

### **13.6 Activités de développement durant l'année 2012**

En parallèle des activités intenses de production et du maintien d'un niveau correct des actions commerciales, les activités de développement entreprises par la société ont été extrêmement réduites.

Notons cependant qu'au travers du projet déployé à Wroclaw (Pologne) et d'un bon de commande transmis par la Communauté Urbaine de Bordeaux, l'entreprise a pu développer des évolutions techniques sur trois thèmes destinés à être consolidés pour des activités futures.

La faiblesse de ces projets n'a pas permis de déclencher une démarche de Crédit Impôt Recherche dans la mesure où les sommes éventuellement en jeu restaient très faibles.

L'année 2013 devrait permettre une relance significative de ces démarches de développement.

## 14 Synthèse des actions menées au cours de l'année 2012

La gestion de l'année 2012 s'est fortement appuyée sur 5 composantes principales. Ces dernières sont synthétisées ci-dessous.

- Assurer une remise à niveau financière
- Finir d'honorer les dettes fournisseurs contractées au cours des exercices précédents
- Accroître le carnet de commande
- Assurer l'exécution de nos engagements contractuels
- Surveiller l'état d'esprit des équipes, les rassurer et maintenir leur implication
- Poursuivre l'évolution de la filiale Algérienne de GERTRUDE vers une situation d'équilibre

Le présent rapport de gestion détaille les résultats de ces actions et met globalement en évidence l'aboutissement positif de la grande majorité des objectifs fixés au début de l'exercice.

Malgré cela, nous considérons qu'il est également important de mettre en évidence les thèmes dont les améliorations nécessaires, attendues ou identifiées au cours de l'exercice, peuvent être jugées comme insuffisantes, constituant ainsi une partie du plan d'action de l'année 2013.

L'analyse de l'accomplissement de ces objectifs, de façon la plus factuelle possible, est proposée ci-dessous, sur la forme d'un schéma spécifiant les succès, les réussites partielles et les actions non abouties nécessitant de poursuivre les efforts associés.

« Succès »	Réussites partielles	Actions non abouties
Améliorer l'outil de gestion prévisionnelle de la trésorerie	Renforcer la confiance de nos partenaires financiers <b>Le bilan fin 2012 doit permettre de nouvelles négociations</b>	Le contrat de distribution « GEMEX » est un échec, aucune activité en plus de 3 ans. <b>GERTRUDE doit développer une véritable gamme de produits.</b>
Maintenir le plan d'économie lancé en été 2010	Renforcer la confiance à long terme des salariés <b>Organisation interne et stratégie d'entreprise à finaliser</b> <b>Politique sociale formalisée et transmise en décembre 2012</b>	La maîtrise de la charge de travail des équipes n'est pas obtenue malgré 2 actions lancées <b>Le redressement financier génère une surcharge de travail</b>
Atteindre les objectifs de trésorerie fixés en début d'année		<b>Le besoin de production intense reste présent</b>
Solder les créances fournisseurs et prestataires	Relance d'une communication externe d'entreprise	<b>L'optimisation de l'organisation doit produire une meilleure répartition des tâches et de la charge de travail</b>
Consolider le carnet de commande à courts et moyens termes	Quelques actions menées mais restant insuffisantes	
Rassurer les équipes sur la survie immédiate de l'entreprise		

« Succès »	Réussites partielles	Actions non abouties
<p>Maintien d'une communication interne régulière</p>	<p>Relance d'une démarche de développement et d'innovation</p> <p>Quelques actions menées mais restant insuffisantes</p>	<p>La réduction des arriérés de congés cumulés a été impossible en 2011 ainsi qu'en 2012</p> <p>L'analyse globale des thèmes sociaux (Accord d'intéressement, RTT, Congés) devra permettre d'identifier des solutions et de négocier le solde des arriérés et un nouveau cadre équilibré</p> <p>Cette démarche peut être envisagée en 2013 ou plus vraisemblablement en 2014</p>
<p>Maintien à niveau des capitaux propres de la filiale algérienne</p>		
<p>Résultat net positif, malgré les provisions et le soutien apporté à la filiale</p>		<p>L'amélioration de nos locaux (Siège) a été impossible en 2011 et en 2012</p> <p>Un accord avec LA CUB a fixé en 2013 la modernisation de nos locaux</p> <p>A l'issue de cette remise en état l'entreprise affectera un budget à l'organisation des bureaux</p> <p>L'état de nos locaux (siège) constitue maintenant un réel problème d'image et de crédibilité</p>

Pour l'année 2013, la continuité de l'amélioration de la situation financière de l'entreprise reste une priorité.

Cette démarche devra être obligatoirement accompagnée des deux évolutions suivantes.

- Relance plus sensible des activités de développement et d'innovation
- Amélioration rapide de nos locaux

## 15 Informations relatives aux échéances des dettes fournisseurs

(Article L 441-6-1 du Code de Commerce)

### 15.1 Informations générales

Au cours de l'année 2012, une grande partie de l'action financière a consisté à maîtriser la trésorerie de l'entreprise tout en soldant les dettes fournisseurs contractées au cours des exercices antérieurs, respectant en cela des engagements pris au travers de différents plans échelonnés de remboursement.

Les dernières dettes fournisseurs et prestataires contractées au cours des exercices antérieurs ont été soldées au mois de juin 2012.

Nous rappelons que la balance des tiers fournisseurs a affiché les dettes les plus élevées en septembre 2010, avec 1 172 442,06 € et se montait à 192 650,27 € au soir du 31 décembre 2011, comme le montre le tableau ci-dessous.

Balance des Tiers - Fournisseurs	Soldes cumulés	% évolution
31/12/2009	790 673,23	
31/03/2010	1 119 839,49	41,63%
30/06/2010	1 172 232,94	4,68%
30/09/2010	1 172 442,06	0,02%
31/12/2010	727 490,83	-37,95%
31/04/2011	367 599,00	-49,47%
31/12/2011	192 650,27	-47,59%
31/12/2012	79 444,00	-58,76%

Depuis le mois de juin 2012, les factures courantes des fournisseurs et prestataires ont toutes été réglées à l'échéance.

En conséquence, le délai de règlement moyen des fournisseurs a été considérablement réduit. Au cours des quatre derniers exercices, ce délai de règlement moyen a été évalué en fin d'exercice, comme suit.

- 130 jours au 31/12/2009
- 125 jours au 31/12/2010
- 118 jours au 31/12/2011
  
- 44 jours au 31/12/2012

### 15.2 Informations relatives aux fournisseurs actionnaires de GERTRUDE SAEM

Au soir du 31 décembre 2012, aucun arriéré de dettes n'est comptabilisé vis-à-vis de LA CUB et de LACROIX TRAFIC, toutes deux, fournisseurs et actionnaires de GERTRUDE SAEM.

## **16 Créances Clients : Risques et Opportunités**

Malgré une nette amélioration de la situation financière de l'entreprise l'encaissement des créances clients garde toute notre vigilance. Pour la plupart des marchés les paiements sont effectués dans des délais de l'ordre de 45 jours à 60 jours.

Cependant, 6 clients sont à l'origine de retards de paiements chroniques, de risques ou d'opportunités pour l'entreprise.

### **16.1 Morelia**

La municipalité de Morelia, en 2007, a interrompu le processus d'acceptation des factures de SEMEX et GERTRUDE, à environ 80 % de la valeur totale du marché. Considérée comme une position non justifiée, SEMEX, leader sur le marché a entamé les démarches d'un procès en 2009, à l'encontre de la municipalité. La situation et les perspectives possibles sont résumées ci-dessous.

- Pas d'impayé pour Morelia dans la comptabilité de GERTRUDE, dans la mesure où les sommes restantes n'ont jamais été facturées
- La somme restant à facturer par GERTRUDE est d'environ 192 000,00 €
- Les informations recueillies font état d'une négociation possible avec la municipalité, bien qu'au cours de l'année 2012, aucun nouvel événement n'ait pu permettre de faire avancer ce dossier
- Conformément aux argumentations développées, la société accepterait de négocier le solde de ce dossier dès la possibilité d'une facturation à hauteur de 50 à 65 % du montant total en jeu
- Aucune avancée significative n'est enregistrée sur ce processus au cours de l'année 2012

### **16.2 Lisbonne**

De façon chronique, la municipalité de Lisbonne accuse régulièrement quelques retards de paiements. Malgré cela, aucune alerte particulière n'est à craindre, dans la mesure où la municipalité de Lisbonne est coutumière du fait, mais que jusque-là, elle a toujours réglé ses dettes. Aucune dette n'est comptabilisée au soir du 31 décembre 2012.

### **16.3 Carris : Société gestionnaire des transports en commun de Lisbonne**

- Un impayé de 22 705 € est enregistré dans les comptes de l'entreprise
- Cet impayé est très ancien et provisionné à 100%
- Grande probabilité de passer ce montant en perte

### **16.4 Fort de France**

L'entreprise a subi des retards de paiements importants depuis le début de l'année 2010. Les montants concernés s'élevaient à 145 583 €.

Le recouvrement du solde de cette créance a été constaté en avril 2012

## 16.5 Monterrey

Les créances clients concernant Monterrey proviennent du Consortium et de commandes directes traitées avec SEMEX, notre partenaire historique sur le Mexique.

Au cours de l'année 2012, 115 527,81 € ont été honorés par le Consortium et par SEMEX.

Egalement au cours de l'année 2012, des nouvelles factures ont été émises à l'attention de SEMEX et pour un total de 16 645,88 €.

Par soucis de sécurité et afin de ne pas risquer d'impact négatif sur les exercices à venir, la totalité de ce compte client a été provisionné, à l'exception de 2 petites écritures de quelques centaines d'Euros.

En conséquence le tableau ci-dessous, synthétise la situation de ces créances et les provisions associées, comptabilisées au soir du 31 décembre 2012.

<b>Créances douteuses : Monterrey</b>	<b>Montant</b>	<b>Provisions</b>	<b>Risque Financier</b>
Situation au 31 /12/ 2011	363 317,32 €	256 203,06 €	107 114,26 €
Situation au 31 /12/ 2012	269 735,39 €	268 108,78 €	1 626,61 €

Après analyse du détail de ce compte client, nous considérons les deux conclusions suivantes.

- Sur les 269 735,39 € d'impayés 153 073,21 € sont susceptibles d'être payés à plus ou moins court terme
- Sur les 269 735,39 € d'impayés 116 662,18 € ont une forte probabilité de passer en perte, dans la mesure où pour l'essentiel, ces créances ont une antériorité supérieure à 8 ans.

## 17 Acquisition de valeurs mobilières de placement

Compte tenu de la bonne tenue de la trésorerie de l'entreprise et des prévisions de son évolution sur un horizon de 12 mois, l'entreprise a acquis en septembre 2012, des valeurs mobilières de placement pour un montant de 100 000 €.

Ces fonds sont placés sur un support parfaitement sécurisé correspondant à un placement monétaire. Compte tenu d'un taux de l'argent extrêmement bas, avec un indice EURIBOR 3 mois à environ 0,26%, le niveau de rentabilité de ce placement reste également faible.

Au soir du 31 décembre 2012, le placement a ainsi été revalorisé de 244 € pour atteindre 100 244 €.

## 18 Vie sociale au sein de l'entreprise

### 18.1 Généralités sur le modèle économique et social de l'entreprise

En conséquence des bons résultats de l'année et compte tenu de la nette amélioration de la situation financière de l'entreprise, l'année 2012 a permis de récompenser le personnel de ses efforts engagés depuis près de deux ans. Ainsi, tenant compte de l'intéressement aux bénéficiaires et des primes exceptionnelles versées en décembre, un montant global de **38 321 €** a été consacré à récompenser le personnel de la bonne marche de l'entreprise et son redressement.

Il est important de noter que ce niveau de récompense est très inférieur au niveau pratiqué, 4 ou 5 ans en arrière, avec par exemple, 256 200 € d'intéressement versés aux salariés au titre de l'exercice 2007.

Dans ce cadre, il est fondamental de garder en mémoire que l'arrêt du marché d'exploitation du Poste Central de LA CUB, engendrant une baisse de la part récurrente de l'activité de l'entreprise de 45 à 21 % et qu'en conséquence, le modèle économique et social de l'entreprise se doit d'être ajusté en fonction de ces nouvelles données, durables pour l'entreprise.

Tant que l'entreprise ne sera pas totalement organisée et stabilisée sur ses nouveaux équilibres, il conviendra de mener une politique sociale juste mais prudente.

### **18.2 Rappel des avantages sociaux**

- Temps de travail : 35 heures hebdomadaires organisées suivant 39 heures travaillées par semaine associées à 4 demi-journées de RTT par mois
- Horaires variables sans contrôle automatique
- Mutuelle familiale de groupe, de très bon niveau
- Chèques restaurant de 9 €, dont 5 € sont à la charge de l'Entreprise
- Chèques cadeaux de 40 € pour chaque collaborateur ainsi que pour chaque enfant de moins de 15 ans
- 13<sup>ième</sup> mois
- Prime annuelle de vacances de 800 à 950 Euros Bruts par collaborateur
- Primes de dépaysement accordées pour chaque journée passée en mission hors du point d'attache
- Prime dite « part variable », attribuée individuellement en fonction du comportement de l'année
- Accord d'intéressement des salariés aux bénéfices, en cours pour les années 2011, 2012 et 2013
- Intéressement de 20 321 € affecté au titre des bénéfices de l'exercice 2012

### **18.3 Mouvement de personnel au cours de l'année 2012**

- Sandra CHATENET a quitté l'entreprise en juin sur démission et pour travailler en Amérique Latine
- Claude CIBIEL a également quitté l'entreprise le 31 décembre pour profiter de sa retraite.
- Laurent LAFAYE, dessinateur, a vu son CDD transformé en CDI
- Pierre GARCIA, jeune ingénieur, a été embauché en CDD en octobre
- Mathieu GIRARD, jeune ingénieur, a été embauché en CDD en novembre

### **18.4 Rappel des évolutions salariales pour l'année 2012**

La masse salariale est restée maîtrisée en 2012 et inférieure à celle de 2011 d'environ 46 000 €.

- Indexation des salaires en janvier 2012, allant de 0,85 % pour les plus hauts salaires à 3,50% pour les salaires les plus bas.
- Cette indexation a permis de rétablir un équilibre économique et social sur la moyenne des traitements opérés au cours des 3 dernières années, à savoir 2010, 2011 et 2012, tel que présenté au paragraphe 7 du présent rapport de gestion.
- Continuité du plan de carrière accordé précédemment à 6 collaborateurs.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon collective, à raison de 200 € brut pour chaque salarié.
- Versement d'une enveloppe de prime exceptionnelle de 9 000 € charges incluses au mois de décembre, attribuée de façon individuelle, à raison de 600 € brut pour chacun des 10 salariés ayant fait preuve du meilleur engagement pour la bonne marche de l'entreprise.

Le Directeur Général Délégué est exclu de l'ensemble de ces mesures.



## 19 Evènements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice (Article L 232-1-II° du Code de Commerce)

Le présent rapport a été rédigé en mai 2013.

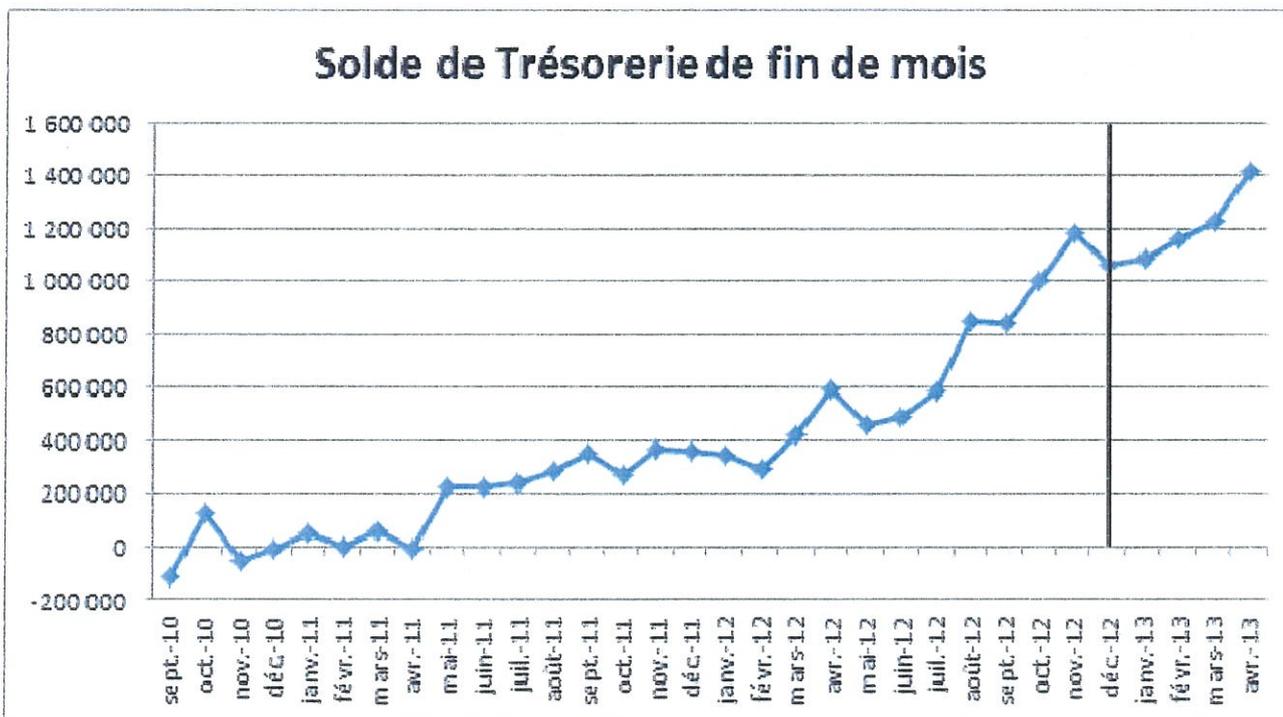
Depuis le début de l'année 2013, les efforts de l'entreprise restent concentrés sur les thèmes suivants.

- Contrôle et maîtrise de la trésorerie. L'amélioration de cette dernière a permis de disposer d'environ trois mois de dépenses d'avance, mais ce niveau reste insuffisant pour constituer une réelle sécurité pour l'entreprise
- Production et facturation des prestations de nos contrats
- Maintien de l'effort d'enregistrement commercial

### 19.1 Evolution de la trésorerie depuis le début de l'année 2013

La trésorerie de l'entreprise poursuit une amélioration régulière, atteignant même un pic au soir du 30 avril 2013 avec 1 419 587 € de disponibilités sur les comptes bancaires de l'entreprise.

Le graphique ci-après synthétise cette évolution.



Le comportement prévisionnel de la trésorerie de l'entreprise pour l'ensemble de l'année 2013 est décrit au paragraphe dédié aux perspectives d'avenir de la société.

### **19.2 Evolutions salariales survenues au début de l'exercice 2013**

Après un rééquilibrage opéré au début de l'année 2012, entre bas et hauts salaires, des progressions de rémunération moyennes enregistrées sur 3 exercices, l'indexation des salaires accordée au début de l'année 2013 a été effectuée en appliquant le même coefficient de revalorisation pour toutes les catégories de personnel.

Calculé sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au cours des 12 derniers mois, la revalorisation a été fixée à 1,30%.

En plus de cette mesure collective, deux mesures complémentaires ont été mises en place.

- 6 collaborateurs ont profité de la continuité de leur plan de carrière acté au cours des exercices antérieurs
- 8 collaborateurs ont pu profiter d'une mesure incitative traduite par une revalorisation complémentaire de 1,00 % de leur rémunération

Conformément à la nouvelle politique salariale présentée et approuvée lors du Conseil d'Administration du 6 décembre dernier, chaque collaborateur s'est vu affecté 25% de la résultante globale annuelle de son évolution de rémunération individuelle sur sa part variable, les 75% restants étant alors affectés sur sa rémunération mensuelle brute.

Compte tenu des mouvements de personnel et des évolutions salariales synthétisées ci-dessus, la masse salariale de référence, c'est-à-dire sans les primes de déplacements et sans les éventuelles primes exceptionnelles accordées en cours d'année, est globalement revalorisée de **1,33%**.

Le Directeur Général Délégué est exclu de ces mesures.

### **19.3 Evolutions des enregistrements commerciaux depuis le début de l'exercice 2013**

Le maintien de l'activité commerciale reste bien entendu une priorité permanente.

Les évènements marquants correspondants sont les suivants.

- |  |           |
|--|-----------|
| ▪ Février 2013, obtention de l'accord d'ALSTOM pour des extensions sur Alger | 260 000 € |
| ▪ Février 2013, signature d'un nouveau marché avec Le Mans Métropole         | 102 000 € |
| ▪ Mars 2013, affermissement de la tranche conditionnelle 1 du PC de Troyes   | 114 400 € |
| ▪ Avril 2013, signature d'une extension de contrat sur Lisbonne              | 55 000 €  |

Ces enregistrements complètent le carnet de commande des années 2013 et 2014, dont les volumes sont actualisés et détaillés dans le paragraphe présentant les perspectives d'avenir de l'entreprise.

En parallèle à ces actions conclues par la signature de nouveaux contrats, d'autres démarches ont complété les actions commerciales de l'entreprise. Les plus significatives sont listées ci-dessous.

- Démarche continue et structurée sur le Pologne
- Démarche continue et structurée sur le Maroc
- Négociation avec Alstom pour de nouvelles extensions d'activités sur Alger
- Démarches amont pour le projet de priorisation des bus à Brive
- Démarches préparatoires ciblées auprès de 2 nouvelles villes Françaises

## **20 Proposition d'affectation des résultats**

Compte tenu l'ensemble des informations communiquées dans le présent rapport de gestion et compte tenu du Compte de Résultat présenté pour l'exercice 2012, nous vous proposons d'affecter comme suit le résultat bénéficiaire net constaté à la fin de l'exercice 2012 s'élevant à + 244 802,17 €.

### Origine

Résultat de l'exercice : bénéfice	244 802,17 €
-----------------------------------	--------------

### Affectation

Report à nouveau	244 802,17 €
------------------	--------------

TOTAUX	244 802,17 €	244 802,17 €
--------	--------------	--------------

Nous vous précisons qu'à l'issue de cette affectation, le compte de report à nouveau se trouvera porté de 283 642,05 € à 528 444,22 €.

## **21 Rappel des dividendes distribués**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

## **22 Dépenses non déductibles fiscalement**

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 3 171 € correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

## **23 Conventions règlementées**

(Article L 225-38 du Code de Commerce)

Nous précisons qu'il n'a été passé dans le courant de l'exercice 2012 aucune convention donnant lieu à application de l'article L225-38 du Code de Commerce.

## **24 Conventions courantes**

(Article L 225-39 du Code de Commerce)

Les conventions passées avec des collectivités territoriales actionnaires concernent exclusivement la Communauté Urbaine de Bordeaux pour trois marchés publics de prestations ainsi que pour le bail de location des locaux du siège de l'entreprise. Conformément à l'article L.225-39 du Code de Commerce, nous vous communiquons en annexe la liste de ces conventions courantes.

## **25 Informations concernant les mandataires sociaux**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de Commerce, nous vous communiquons en annexe du présent rapport de gestion, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

## **26 Examen des mandats des dirigeants et des commissaires aux comptes**

### **26.1 Mandats des Commissaires aux Comptes**

A l'issue de la clôture des comptes de l'exercice 2011, le mandat du commissaire aux comptes titulaire et de son suppléant sont venus à expiration.

A l'issue de cette même clôture des comptes de l'exercice 2011, l'Assemblée Générale a décidé de désigner, pour six exercices, soit jusqu'au jour de l'Assemblée Générale tenue de statuer sur les comptes de l'exercice 2017, comme Commissaire aux Comptes,

- Titulaire, la Société KPMG Audit Sud-Ouest, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est Rue Carmin, 31676 LABEGE CEDEX
- Suppléant, la Société KPMG Audit Sud-Est, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, dont le siège social est 480 avenue du Prado, 13269 MARSEILLE CEDEX 8

A l'issue de cette décision de l'Assemblée Générale, les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, ont été nommés pour une durée de 6 ans.

A l'occasion de la présente clôture des comptes de l'exercice 2012 aucune évolution de ces mandats n'est nécessaire à être envisagée.

### **26.2 Mandats des Administrateurs et Représentants**

Le 7 juin 2012, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, les Actionnaires de GERTRUDE SAEM ont approuvé la démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes de son mandat d'administrateur.

Au cours de cette Assemblée Générale Extraordinaire, la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes et son représentant Monsieur Jean-François DELRIEU, ont été chaleureusement remerciés pour avoir soutenu l'entreprise dès sa création et pour avoir participé à son évolution au fil des années.

Ce retrait de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes est intervenu dans le cadre de la redéfinition, par le Groupe Caisse d'Epargne, de sa stratégie de prise de participation et de réduction de ses mandats d'Administrateurs.

Cette décision, portant le nombre d'Administrateurs de la société GERTRUDE SAEM de 12 à 11 membres, a imposé une modification des statuts de l'entreprise, comme rappelé au chapitre suivant.

## **27 Modification des statuts de l'entreprise au cours de l'exercice 2012**

La démission de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes de son mandat d'administrateur, ayant entraîné la réduction du nombre d'Administrateurs de la société GERTRUDE SAEM le portant de 12 à 11 membres, a imposé une modification des statuts de l'entreprise.

Le 7 juin 2012, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, les Actionnaires de GERTRUDE SAEM ont approuvé la modification des statuts de l'entreprise, conséquente à la démission ci-avant rappelée.

Les nouveaux statuts de l'entreprise, dont l'article 15 – 1<sup>er</sup> alinéa a été modifié, précisent dorénavant que le Conseil d'Administration de la société GERTRUDE SAEM comporte 11 membres.

A cet effet, il est rappelé que la nouvelle composition du Conseil d'Administration de la société et les nouveaux statuts modifiés en conséquence, respectent le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L 1524-5, modifié par Ordonnance n° 2009-1530 du 10 décembre 2009 – art 2, fixant les conditions et les droits des collectivités en termes de nombre de membres du Conseil d'Administration dans toute SEML où la collectivité est actionnaire.

## **28 Tableau des résultats financiers sur les 5 derniers exercices**

Joint en annexe au présent rapport de gestion, ce tableau vous permettra de mesurer l'évolution globale des activités de la Société sur les cinq derniers exercices, incluant l'exercice clos le 31 décembre 2012.

## **29 Prises de contrôle et de participations dans le capital social de sociétés**

Depuis juillet 2008, l'entreprise participe à 100 % au capital de la Société GERTRUDE Algérie EURL. Cette dernière est confrontée à des déséquilibres financiers chroniques, largement expliqués lors d'Assemblées Générales antérieures et principalement dues à un mauvais partage des activités entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL lors de la signature en 2008 du contrat avec ALSTOM Transport pour la réalisation de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway de la ville d'Alger.

En conséquence, le maintien en activité de cette filiale impose une recapitalisation régulière de la part de sa Maison Mère pour compenser ses pertes « mécaniques ».

Pour procéder à ces recapitalisations, la démarche retenue s'est portée sur des décisions d'abandon de compte courant au profit de la filiale, réalisés en fonction de ses besoins et de la clôture de ses exercices.

Pour l'exercice 2012 un abandon de créances de 55 400 € a été consenti par GERTRUDE SAEM, pour un maximum de 87 000 € autorisé par décision du Conseil d'Administration en date du 6 décembre 2012. En conséquence la filiale clos un **exercice 2012 proche de l'équilibre** et maintient ses fonds propres à un niveau suffisant et légal.

Il est à noter que cet abandon de créance est consenti sous la forme d'un abandon à caractère commercial, cette condition permettant alors de maintenir la déductibilité fiscale du montant abandonné au profit de la filiale.

Le capital social de la filiale reste inchangé.

### **30 Activités et résultats des filiales et des sociétés contrôlées**

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan comptable.

Nous vous rappelons que les filiales et participations de notre Société sont les suivantes et présentons également ci-dessous le résumé de l'activité de ces sociétés.

#### **30.1 GERTRUDE AMERICA LATINA**

**Date de prise de participation : Novembre 2000**

**Siège social** Av. Florada 61, (Bustia 136), 17310 Lloret de Mar – GIRONA, ESPAÑA

**% détenu** 10 %

**Activités :** Agent exclusif pour la promotion et la vente du système Gertrude Temps Réel en Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador et Venezuela) ainsi qu'au Maroc depuis 2009.

##### **Informations**

Impliquée directement dans l'obtention de 5 contrats majeurs signés par notre entreprise, GERTRUDE AMERICA LATINA donne un niveau élevé de satisfaction dans les missions d'avant-vente qui lui sont confiées. Aucune modification n'est envisagée à court terme.

#### **30.2 CONSORTIUM SEMEX / GERTRUDE**

**Date de prise de participation : Juillet 1999**

**Siège social** Chapultepec 1836 Ote, Apdo postal 171, 64800 MONTERREY, Nuevo León, Mexique

**% détenu** 50 %

**Activités :** Réalisation de l'organisation du réseau de gestion du trafic urbain de l'Aire Métropolitaine de Monterrey et exploitation du système pendant 10 ans.

##### **Informations**

Le contrat d'installation et d'exploitation du système de gestion de trafic de l'Aire Métropolitaine de Monterrey est théoriquement clos depuis le 3 mai 2011. Compte tenu des difficultés rencontrées à clore définitivement ce contrat et à percevoir le règlement des dernières factures émises sur ce marché, le Consortium a été maintenu en activité durant le présent exercice. Au cours de l'année 2013, le maintien en activité du Consortium sera examiné à l'issue du solde des paiements dus par le client et en fonction des nouvelles activités commerciales à venir.

#### **30.3 GERTRUDE Algérie EURL**

**Date de prise de participation : Juillet 2008**

**Siège social** Val d'Hydra, Hydra, Alger.

**% détenu** 100 %

##### **Activités**

- Les études, la conception, la réalisation, la maintenance et l'exploitation de systèmes de gestion de l'espace public et des réseaux qu'il supporte ou renferme
- Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage et la réalisation d'opérations de maîtrise d'œuvre en ingénierie du trafic urbain et de gestion des déplacements urbains
- L'intégration de système de gestion du trafic et des déplacements urbains privés et collectifs.

A l'issue de l'exercice 2012, les capitaux propres de la filiale sont maintenus au niveau de **203 933,07 DA**.

La situation de cette filiale est présentée de façon synthétique dans le chapitre suivante et de façon détaillée dans le rapport de gestion de son exercice 2012, fourni en annexe du présent document.

## **31 Situation de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**

### **31.1 Synthèse de l'exercice 2012 de la filiale clos le 31 décembre**

Les activités en Algérie de GERTRUDE SAEM et DE GERTRUDE Algérie EURL sont liées et concernent l'exécution d'un même contrat signé conjointement avec Alstom France et Alstom Algérie pour la prise en charge de la fourniture et installation de la signalisation lumineuse tricolore de la première ligne de tramway d'Alger.

L'année 2012 a permis d'augmenter les activités produites par GERTRUDE Algérie EURL. Compte tenu des années passées et en particulier des prestations sous-traitées localement et restant à honorer en 2012, cette augmentation de l'activité est, comme prévu, restée insuffisante pour assurer un équilibre de la filiale sans un apport de GERTRUDE SAEM en tant que Maison Mère et unique détentrice du capital de la filiale.

- A l'issue de l'exercice 2010, les capitaux propres de la filiale se montaient à - 13 329 084 DA, rendant strictement obligatoire le redressement immédiat de la situation
- A l'issue de l'exercice 2011, les capitaux propres de la filiale se sont trouvés revalorisés à 23 214,35 DA, principalement grâce à l'enregistrement de produits exceptionnels consécutifs à l'abandon de créance consenti par GERTRUDE SAEM au profit de sa filiale
- Au cours de l'exercice 2012, la filiale a pu facturer pour 7 750 046 de Dinars Algériens de prestations et services. Ce montant, correspondant approximativement à 75 000 €, représente plus du double de la somme des prestations facturées au cours des exercices 2008, 2009, 2010 et 2011.

Accompagné d'un abandon de créances de 55 400 € consenti par GERTRUDE SAEM, pour un maximum de 87 000 € autorisé par décision du Conseil d'Administration en date du 6 décembre 2012, la filiale clos un **exercice 2012 proche de l'équilibre** et maintient ses fonds propres au niveau de **203 933,07 DA**.

Il est à noter que, dans la mesure où l'exécution de part française du contrat unique signé avec Alstom pour le tramway d'Alger et l'exécution de la part Algérienne de ce même contrat sont liées, cet abandon de créance est consenti sous la forme d'un abandon à caractère commercial, cette condition permettant alors de maintenir la déductibilité fiscale du montant abandonné au profit de la filiale. Il en est ainsi de même pour la part des versements effectués en 2012, non abandonnés au titre de l'exercice 2012 et qui le seront au titre de l'exercice 2013.

Il est également à noter que la totalité des fonds versés à la filiale sont provisionnés à 100% et que le prochain abandon de créance, à venir en 2013 pour solder la totalité des versements effectués au profit de la filiale, n'impactera pas l'exercice de GERTRUDE SAEM.

Compte tenu des arriérés devant être soldés en 2012, en particulier pour les sous-traitants locaux, l'année 2012 est une année de transition.

Les années 2013 et 2014 devraient en effet voir la filiale s'équilibrer au travers de ses propres activités. Quoiqu'il en soit si de nouveaux transferts de fonds modérés s'avéraient nécessaires, ils seraient absorbés sans difficultés par GERTRUDE SAEM, dans la mesure où 40 000 € supplémentaires sont d'ores-et-déjà budgétisés dans les prévisions de GERTRUDE SAEM, par sécurité.

Pour une information plus détaillée, le rapport de gestion de la filiale pour l'année 2012, présentant ses comptes et bilans, est joint en annexe du présent rapport de gestion.

### 31.2 Composition du carnet de commande de la filiale au soir du 31 décembre 2012

L'année 2012 se caractérise également par la signature avec Alstom d'un avenant numéro 2, ce dernier, au travers d'une répartition mieux adaptée des activités entre GERTRUDE SAEM et sa filiale, portant le total des commandes enregistrées par la filiale de 123 000 € à 308 000 €.

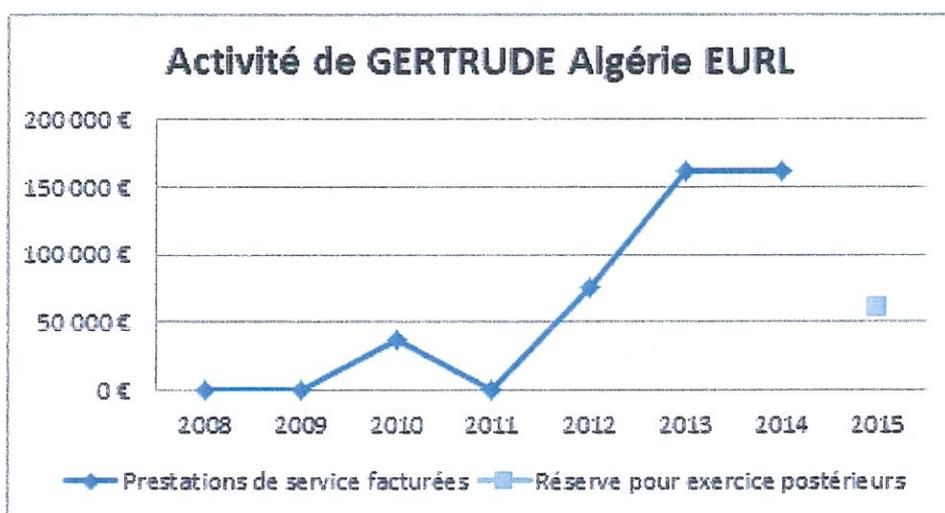
Il est important de noter que cette augmentation du carnet de commande de la filiale concerne exclusivement les nouvelles activités confiées à GERTRUDE dans le cadre de l'avenant 2, pour l'allongement de la ligne de tramway et dont l'essentiel des activités se déroulera en 2013. Renégocier les répartitions au sein de notre 1<sup>er</sup> contrat n'a pas été possible.

En conséquence, compte tenu de cet avenant et des nouvelles négociations en cours le carnet de commande de la filiale au soir du 31 décembre 2012 peut être synthétisé comme suit.

Contrats	Statut	Montants DA	Equivalent €
CA restant à facturer sur le contrat principal	Signé	3 434 800	33 027 €
CA restant à facturer sur l'avenant 1	Signé	0	0 €
CA restant à facturer sur l'avenant 2	Signé	16 042 490	154 255 €
CA restant à facturer sur l'avenant 3	Accordé signature en cours	10 294 553	98 986 €
CA restant à facturer sur BDC Divers	Accordé signature en cours	256 000	2 462 €
CA restant à facturer sur l'avenant 4	En négociation	10 000 000	96 154 €
<b>Total</b>		<b>40 027 843</b>	<b>384 883 €</b>

La composition de ce carnet de commande, pour des activités devant être réalisées entre 2013 et 2014, permet d'envisager une situation équilibrée de la filiale pour les années 2013 et 2014, sans que de nouveaux versements de fonds ne soient nécessaires.

En tenant compte des éléments présentés ci-dessus, l'évolution des activités produites par GERTRUDE Algérie EURL pourrait être synthétisée par le graphique suivant. Pour une lecture facilitée, les montants sont présentés en équivalent €.



Compte tenu de ces perspectives, la convention envisagée, à passer entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL, n'a pas été passée au cours de l'exercice 2012.



**32 Evolution prévisible et perspectives d'avenir**

(Article L 232-1-II° du Code de Commerce)

**32.1 Compte de Résultat prévisionnel pour l'exercice 2013**

En fonction de l'état de notre carnet de commande et de l'analyse détaillée de chacun des projets à exécuter au cours de l'année 2013, un compte de résultat prévisionnel a été estimé pour l'exercice 2013. Ce dernier est caractérisé par la synthèse ci-dessous.

<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>4 298 802</b>
Amortissements	8 500
Consommation des stocks	81 000
Achats Matériel pour revente	485 000
Sous-Traitance	362 716
<b>Marge Brute Totale</b>	<b>3 361 586</b>
Budget Charges y/c Salaires et Charges	2 667 811
Primes Fin année	10 000
Intérimaires	15 000
Provisions Commissions	81 550
Provisions Congés Payés	8 000
Provisions Risques - Autres	25 000
<b>REPRISES PROVISIONS</b>	<b>5 038</b>
<b>Excédent Exploitation</b>	<b>559 262</b>
Transfert Charges et Divers +	
Brevet - Charges - Intérêts - Amende	10 000
<b>Résultat Exploitation</b>	<b>549 262</b>
Créance Algérie Année N-1	0
Créance Algérie Année Courante	60 000
Frais financiers	5 000
<b>Résultat Avant Int. et Impôts</b>	<b>484 262</b>
Intéressement (8,25%)	39 952
<b>Résultat Fiscal</b>	<b>485 941</b>
<b>Crédit Impôt Compétitivité</b>	<b>18 070</b>
<b>Crédit Impôt Recherche</b>	<b>0</b>
Impôt Société (33,33%)	143 894
<b>Résultat Net</b>	<b>300 416</b>

La présente estimation met en évidence les enseignements principaux suivants.

- Forte hausse prévisionnelle du chiffre d'affaires
- Hausse significative prévisionnelle de la Marge Brute Totale
- Hausse sensible du résultat net estimé avec un bénéfice dépassant 300 000 €

### 32.2 Analyse détaillée du résultat prévisionnel pour l'exercice 2013

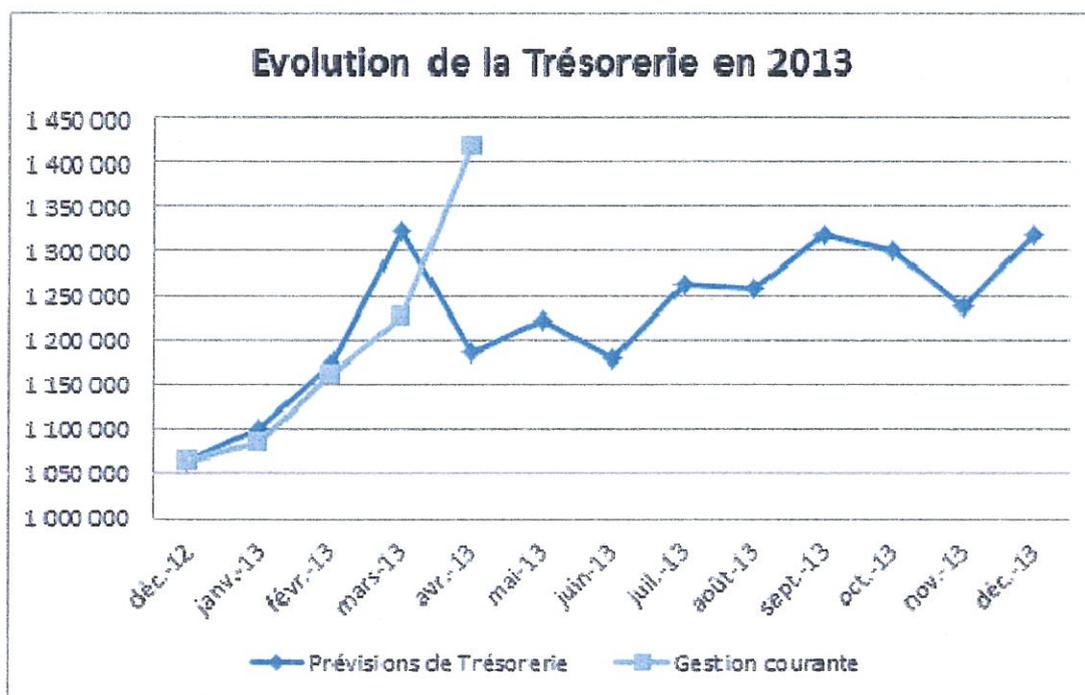
L'analyse détaillée des projets à exécuter au cours de l'année et du compte de résultat prévisionnel pour l'exercice 2013, met en évidence quelques thèmes essentiels qui différencient l'exercice 2013 de celui de l'année 2012 et devront faire l'objet de toute notre vigilance et d'un contrôle strict.

Ces thèmes sont principalement les suivants.

- L'augmentation du chiffre d'affaires et de la marge brute totale est susceptible de provoquer des pics de charge. Au travers d'un contrôle le plus rigoureux possible de l'organisation et de l'affectation des équipes, l'objectif reste de produire nos activités en utilisant au maximum nos moyens et nos ressources internes et en faisant appel, le moins possible, à des compléments de ressources externes
- Contrairement à l'année 2012, l'exercice 2013 intègre une plus grande proportion de prestations dites « clefs-en-mains », comprenant des acquisitions de matériels destinés à être revendus et comprenant également des prestations d'installation des équipements devant, pour l'essentiel, être sous-traitées
- Le montant cumulé, des opérations sous-traitées et les acquisitions de matériels destinés à être revendus, est estimé à environ 850 000 € H.T
- Ces dépenses seront couvertes par un chiffre d'affaires correspondant, mais l'engagement de ces dépenses et le paiement régulier des factures correspondantes nous impose à nouveau une extrême vigilance sur le niveau et le comportement de la trésorerie de l'entreprise

### 32.3 Prévisionnel de trésorerie pour l'exercice 2013

Compte tenu des éléments listés au chapitre précédent, la trésorerie doit être contrôlée de façon rigoureuse tout au long de l'exercice 2013. Le graphique ci-après détaille le prévisionnel de trésorerie établi au mois de janvier le contrôle de la situation réelle, mesurée chaque fin de mois, jusqu'à celui d'avril inclus.



- Le seuil de trésorerie estimé et fixé comme l'objectif pour la fin de l'année est de **1 319 560 €**
- Cette même trésorerie atteint **1 419 500 €** à la fin du mois d'avril et devrait baisser d'ici 2 à 3 mois

### 32.4 Prévisionnel des disponibilités réelles à la fin de l'exercice 2013

Pour parfaire l'analyse prévisionnelle de l'exercice 2013, nous présentons ci-dessous, en fonction des objectifs fixés pour l'année, l'étude combinée de différents postes synthétisant les disponibilités réelles et durables, déduction faite des dettes connues. Les prévisions pour le mois de décembre 2013 sont saisies dans la colonne saisie en bleu.

Comparaison des situations financières	déc.-07	sept.-10	déc.-12	déc.-13
Placement Compte à Terme	0 €	0 €	100 244 €	101 200 €
Trésorerie Fin de Mois	796 366 €	-124 078 €	1 063 591 €	1 319 500 €
Dettes pour congés payés non-pris	-336 450 €	-412 681 €	-400 628 €	-400 628 €
Dettes pour intéressement à payer	-256 200 €	0 €	-20 321 €	-35 000 €
Dettes d'Impôts restant à payer (Acompte et crédit d'impôt déduit)	-67 700 €	0 €	0 €	-17 000 €
Balance des Tiers Fournisseurs	-253 166 €	-1 172 442 €	-79 444 €	-100 000 €
Compte Courant GERTRUDE Algérie (Non provisionné)	0 €	-151 160 €	0 €	0 €
Cession de Créances à OSEO (C'est un emprunt)	0 €	-320 839 €	0 €	0 €
Anticipation Déduction TVA (Fournisseurs)	-30 230 €	-192 579 €	0 €	0 €
<b>Résultante</b>	<b>-147 380 €</b>	<b>-2 373 778 €</b>	<b>663 442 €</b>	<b>868 072 €</b>

### 32.5 Carnet de commande pour les années 2013 et 2014

En utilisant une méthode constante afin que les résultats puissent être comparés d'une année sur l'autre, le portefeuille client ou encore carnet de commande est estimé sur un horizon glissant de 3 années et régulièrement remis à jour en fonction des enregistrements commerciaux et des clôtures d'exercices.

Ce carnet de commande est composé de tous les projets en cours ou projetés, répartis suivants 3 familles.

- Les contrats signés et planifiés en fonction des jalons connus d'exécution, affectés d'un coefficient de réussite de 100 %
- Les contrats sur le point d'être signés ou en cours de renouvellement, en général affectés d'un coefficient de réussite de 80 à 95 %
- Les contrats en projet ou en démarche commerciale, le plus souvent affectés d'un coefficient de réussite de 3 à 25 %

Au fil des années, cette méthode a montré un très fort taux de fiabilité et les budgets prévisionnels des exercices sont réalisés à partir des données issues de cette analyse.

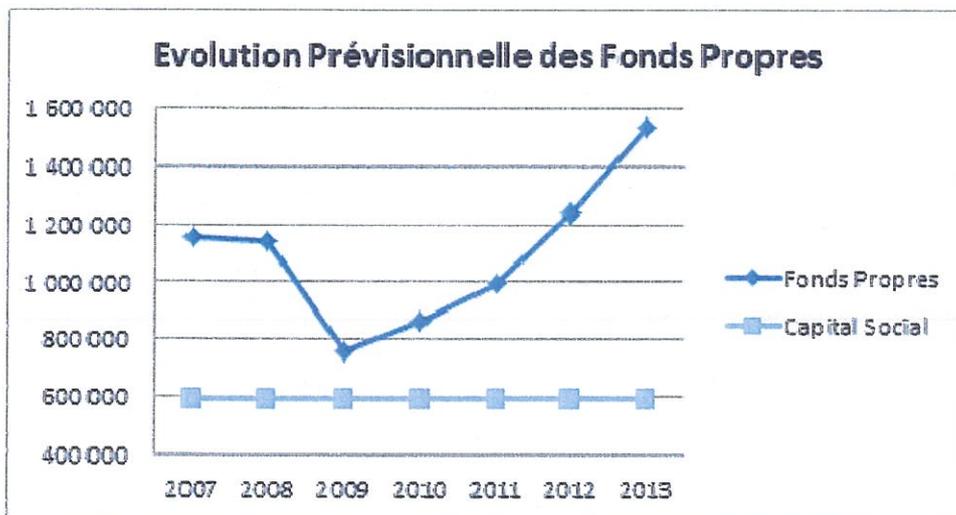
Pour les deux exercices à venir, 2013 et 2014, le carnet de commande peut ainsi être synthétisé sous la forme du tableau ci-dessous, dans lequel les pourcentages représentent les taux de « remplissage » de la marge brute, par rapport aux montants nécessaires pour assurer l'équilibre de l'entreprise et bénéfice net de l'ordre de 100 000 à 150 000 €. Ces valeurs montrent que l'année 2013 est d'ores-et-déjà comblée et que l'année 2014 est proche de l'être.

Statut du Carnet de Commande	2013	2014
Contrats signés	117,18%	61,57%
Contrats en cours de signature ou à renouvellement	118,62%	93,32%

### 33 Actions prioritaires pour l'exercice 2013

Pour l'année 2013, les actions prioritaires sont listées ci-après.

- Réaliser les objectifs financiers fixés conduisant à une nouvelle augmentation des fonds propres

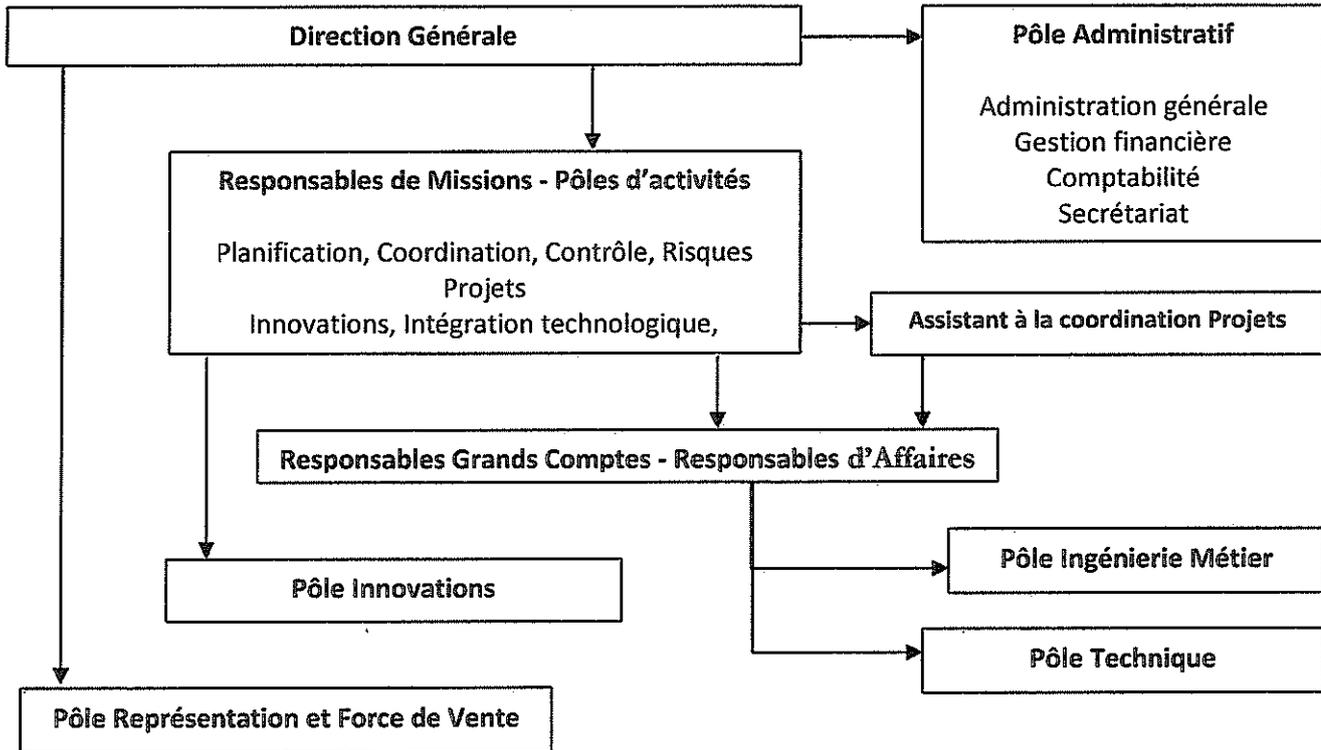


- Assurer l'exécution des projets en cours et le respect des engagements contractuels de l'entreprise
- Finaliser le remplissage du carnet de commande pour l'année 2014
- Surveiller qu'une compression des délais des marchés en cours en 2013 ne vienne pas trop concentrer les activités sur l'année 2013, au détriment de l'année 2014 et au risque de connaître de très forts pics de surcharge
- Contrôler régulièrement les niveaux de trésorerie pour permettre d'absorber les frais à engager dans l'année pour les acquisitions de matériels et les prestations sous-traitées prévues dans l'année
- Poursuivre les actions commerciales de fond, synonymes d'échéances à moyens termes pour assurer l'activité des exercices postérieurs à 2014
- Poursuivre la réorganisation interne des ressources de l'entreprise et l'amélioration de la définition des rôles et des responsabilités
- Poursuivre l'adaptation de l'entreprise à ses nouvelles données commerciales et socio-économiques
- Maintenir notre certification ISO 9001
- Accélérer la relance d'un processus de développement et d'innovation plus actif
- Mettre en œuvre les premières briques d'une relance active de notre communication externe et commerciale
- Réaliser une première étape de l'amélioration de nos locaux au siège de l'entreprise
- Mettre en place la nouvelle politique sociale au sein de l'entreprise et en mesurer les retombées, les avantages et les éventuels points d'amélioration nécessaires

## 34 Rappel des axes structurants de développement de l'entreprise

### 34.1 Organisation des ressources et des responsabilités

L'entreprise poursuit le déploiement et la mise en place progressive de l'organisation des ressources et des pôles d'activités, telles que synthétisées ci-dessous.



Compte tenu du très fort niveau de sollicitation du personnel nécessaire uniquement pour honorer l'exécution de nos contrats, la mise en place de cette organisation générale est faite de façon progressive et étape par étape.

### 34.2 Organisation de l'action commerciale

Même si les niveaux de production que l'entreprise doit honorer sont très élevés, l'entreprise poursuit son développement commercial suivant ses 3 axes prioritaires.

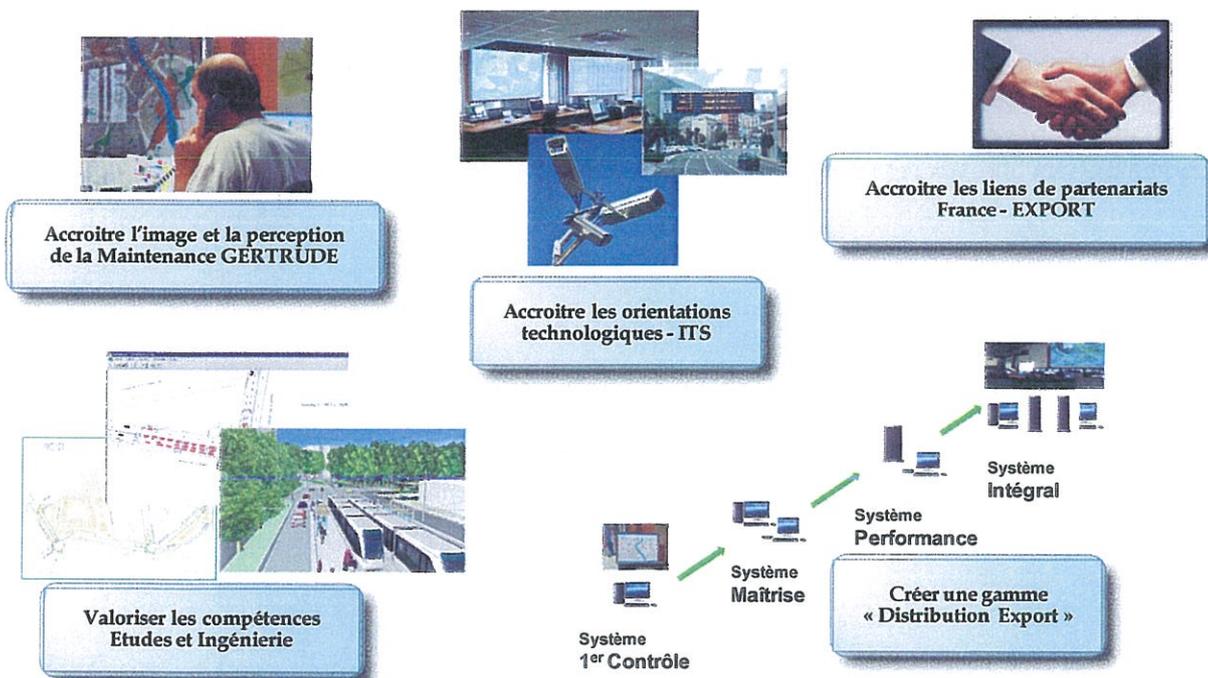
- Valorisation de notre 1<sup>er</sup> point fort (Portefeuille Client)
- Valorisation de notre 2<sup>ème</sup> point fort à l'export (Attraction des Partenaires)
- Amélioration de notre point faible (Nouveaux prospects sur le marché français)

L'animation de notre démarche commerciale par notre force commerciale est elle-même assurée au travers de 3 axes principaux

- Nos propres ressources internes pour la valorisation de notre portefeuille client et la recherche de nouveaux prospects en France.
- Des agents commerciaux commissionnés sur affaires. En plus du dernier contrat signé fin 2012 au Mexique, cette partie de notre organisation commerciale nous permet actuellement de nous positionner sur différents projets.
  - Un dossier au Mexique
  - Un dossier à venir en Colombie
  - Deux dossiers en Pologne
  - Contacts en Asie
- Nos partenaires, prêts à « refaire » des affaires avec nous. Cette partie de notre organisation nous permet actuellement de nous positionner sur différents projets.
  - Un dossier en Algérie
  - Un dossier en Pologne

### 34.3 Développement technique de l'entreprise

En fonction de ses moyens, l'entreprise poursuit également son développement technologique dans le but de pouvoir étendre la gamme de son offre autour des 5 pôles ci-dessous.



### **35 Points de vigilance en 2013 et 2014**

Au cours des années 2013 et 2014, 4 sujets principaux devront faire l'objet de toute notre vigilance.

- La complexification croissante des projets
  - ✓ Les exigences en termes de documentations, justifications, démonstrations, réceptions représentent des parts de plus en plus grandes du temps passé à l'exécution des contrats
  - ✓ Ce temps est en général difficile à estimer correctement et dans tous les cas difficile à totalement valoriser dans les offres
  - ✓ L'entreprise doit poursuivre ses évolutions sur les méthodes de travail
  
- La surcharge des équipes
  - ✓ Les niveaux de charge de travail sont extrêmement élevés et pas toujours très bien répartis
  - ✓ Il peut y avoir un processus d'usure
  - ✓ L'entreprise doit poursuivre l'amélioration de son organisation ainsi que la valorisation des efforts collectifs et individuels
  
- La pression de la concurrence
  - ✓ Certaines villes clientes de GERTRUDE sont des cibles connues pour certains de nos concurrents
  - ✓ Les niveaux de compétitions rencontrés lors des appels d'offres imposent une capacité à proposer des conditions financières attractives pour préserver des chances de succès
  
- Les locaux de l'entreprise
  - ✓ Nos locaux se sont fortement dégradés et sont un frein à la crédibilité de notre entreprise
  - ✓ Ils sont également peu engageants pour les salariés
  - ✓ Une intervention du propriétaire de nos murs est attendue pour 2013, sans certitude
  - ✓ Un réaménagement des bureaux sera opéré à l'issue de ces travaux d'intérieur

**Société GERTRUDE SAEM  
Le Conseil d'Administration**



2013

Exercice 2012

Rapport de Gestion

Société GERTRUDE SAEM  
Exercice 2012

Annexes







## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

#### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

#### **ANNEXE 01**

#### **Tableau des Résultats de l'Entreprise des Cinq Derniers Exercices**



**SAEM GERTRUDE**  
**TB RÉSULTATS SUR 5 ANS**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2012	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008
<b><u>I - Capital en fin d'exercice</u></b>					
- Capital social .....	594 551	594 551	594 551	594 551	594 551
- Nombre des actions ordinaires existantes (A) .....	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote existantes) .....					
- Nombre maximal d'actions futures à créer :					
. par conversion d'obligations .....					
. par exercice de droits de souscription .....					
<b><u>II - Opérations et résultat de l'exercice</u></b>					
- Chiffre d'affaires hors taxes .....	3 415 101	3 820 120	4 522 884	4 248 788	3 880 142
- Résultat avant impôts (B), participation des salariés, dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions.....	441 027	231 167	72 360	-737 880	-44 928
- Impôts sur les bénéfices .....	139 699	36 331	-189 682		3 213
- Participation des salariés due au titre de l'exercice .....	20 321	8 795			
- Résultat net (C) .....	244 802	130 779	102 508	-385 181	-9 994
- Dotations et reprises sur amortissements, dépréciations, provisions .....	36 205	55 262	159 534		
- Résultat distribué (D) .....					
<b><u>III - Résultat par action</u></b>					
- Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions = (B) / (A) .....	147.01	77.06	24.12	-245.96	-14.98
- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions .....	93.67	62.01	87.35	-128.39	-3.33
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations et reprises sur amorts, dépréciations, provisions = (C) / (A) .....	81.60	43.59	34.17	-128.39	-3.33
- Dividende attribué à chaque action = (D) / (A)					
<b><u>IV - Personnel</u></b>					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice .....	27	27	36	46	45
- Montant de la masse salariale de l'exercice .....	1 244 903	1 260 997	1 501 009	1 861 362	1 752 292
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales) .....	593 158	625 769	748 685	903 470	846 924





## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

#### **ANNEXE 02**

#### **Liste des Conventions Passées avec une Collectivité Territoriales Actionnaires de l'Entreprise**



## Liste des Conventions Passées avec une Collectivité Territoriales Actionnaires de l'Entreprise

### DESIGNATION DE LA COLLECTIVITE : Communauté Urbaine de Bordeaux (LA CUB)

#### 1<sup>er</sup> Contrat : Marché Public Négocié

« Maintenance des logiciels du Poste Central de gestion du trafic de LA CUB »

Durée	Fin du Contrat	Montant HT Minimal du Contrat	Facturation H.T. pendant l'Exercice	Référence Analytique
4 ans	mars-15	297 648 €	79 013 €	BOD R 01 04 11

#### 2<sup>ème</sup> Contrat : Marché Public Négocié

« Développement de logiciels de supervision et d'exploitation du Poste Central de Gestion du Trafic »

Durée	Fin du Contrat	Montant HT Minimal du Contrat	Facturation H.T. pendant l'Exercice	Référence Analytique
4 ans	oct-12 (*)	160 000 €	40 300 €	BOD R 08 80 09

#### 3<sup>ème</sup> Contrat : Marché Public Négocié

« Adaptation des logiciels de régulation du Poste Central de Gestion du Trafic »

Durée	Fin du Contrat	Montant HT Minimal du Contrat	Facturation H.T. pendant l'Exercice	Référence Analytique
4 ans	oct-12 (*)	516 730 €	364 316 €	BOD R 03 06 09

#### 4<sup>ème</sup> Contrat : Bail locatif d'un immeuble appartenant à la Communauté Urbaine de Bordeaux

« Location du siège de la société GERTRUDE SAEM au 9 rue de Ségur 33 000 Bordeaux »

Durée	Fin du Contrat	Dépenses H.T. pendant l'Exercice
9 ans	dec-20	48 200 €

(\*) Les deux contrats ayant pris fin au mois d'octobre 2012 ont été remplacés par un contrat unique d'une durée de 4 années et couvrant des prestations identiques. Ce nouveau contrat prendra effet au début de l'année 2013.







## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

**ANNEXE 03**  
**Mandats et Fonctions**



## Liste des Mandats et Fonctions

### CAILLET Jean-Daniel

Représentant de CCI de Bordeaux Administrateur de GERTRUDE SAEM

Mandats Exercés	Organismes	Fonctions occupées
Administrateur	GERTRUDE SAEM	Représentant permanent
Membre élu	CCIB	Représentant permanent
Gérant	Mer & Espace	Gérant
Gérant	JDC Compagnie	Gérant
Administrateur	CGPME	Vice-Président chargé du développement durable
Membre du bureau	CGPME 33	Vice-Président

### CONTE Pascal

Représentant de LACROIX TRAFIC Administrateur de GERTRUDE SAEM

Mandats Exercés	Organismes	Fonctions occupées
Administrateur	GERTRUDE SAEM	Représentant permanent
Directeur Général	LACROIX TRAFIC	

### SIGFRIT Patrick

Représentant de EXPANSO SDR Administrateur de GERTRUDE SAEM

Mandats Exercés	Organismes	Fonctions occupées
Administrateur	GERTRUDE SAEM	Représentant permanent

### FRANCERIES Eric

Directeur Général Délégué de GERTRUDE SAEM

Mandats Exercés	Organismes	Fonctions occupées
Directeur Général Délégué	GERTRUDE SAEM	Directeur Commercial
Gérant	GERTRUDE Algérie EURL	Gérant





## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

**EXERCICE 2012**

**RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

**ANNEXE 04**

**Informations Relatives à l'échéance des Dettes Fournisseurs**



## Informations relatives à l'échéance des Dettes Fournisseurs

(Article L 441-6-1 du Code de Commerce)

### Echéances des Dettes Fournisseurs au soir du 31 décembre 2012

Échéances des Dettes Fournisseurs	France	Etranger
Termes à 30 jours ou moins	39 448.83 €	...
Termes de 30 à 45 jours	26 994.54 €	...
Termes de 45 à 60 jours	13 001.45 €	...
Termes supérieurs à 60 jours	...	...
<b>Montant Total</b>	<b>79 444.82 €</b>	<b>0,00 €</b>

### Echéances des Dettes Fournisseurs au soir du 31 décembre 2011

Échéances des Dettes Fournisseurs	France	Etranger
Termes à 30 jours ou moins	...	12 062 €
Termes de 30 à 45 jours	110 075.16 €	...
Termes de 45 à 60 jours	33 061.11 €	12 193 €
Termes supérieurs à 60 jours	...	25 259 €
<b>Montant Total</b>	<b>143 136.27 €</b>	<b>49 514.00 €</b>







## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX

RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

**RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

**ANNEXE 05**

**Projet de Rapport de Gestion pour l'exercice 2012 de la filiale GERTRUDE Algérie EURL**





Algérie EURL

**GERTRUDE Algérie EURL**

Val d'hydra, Hydra  
Alger

**RAPPORT DE GESTION  
SUR LES  
OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS  
LE  
31 DECEMBRE 2012**

**PROJET**

## SOMMAIRE

- I. Arrêté des comptes annuels de l'exercice 2012
- II. Historique et fonctionnement de la société
- III. Evénements survenus entre la fin de l'exercice et la rédaction du présent rapport de gestion
- IV. Perspectives 2013
- V. Maintien à niveau des capitaux propres de l'entreprise avec l'exercice 2012
- VI. Convention à passer entre GERTRUDE SAEM et GERTRUDE Algérie EURL
- VII. Rappel sur l'organisation des activités de 2012
- VIII. Clôture

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire en application des statuts et du Code de commerce.

Nous allons vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir.

Nous vous demandons d'approuver les comptes et d'affecter les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis, fixant notamment à l'ordre du jour de la présente Assemblée Générale Ordinaire, l'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2012.

## **I. ARRETE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2012**

La comptabilité est confiée à un expert comptable agréé, inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts Comptables et Commissaires aux Comptes, M. BOUGHENOU OMAR, élisant domicile cité n° 111 Sidi-Yahia – Bir-Mourad-Rais (Alger)

La comptabilité est tenue conformément aux normes nationales algériennes en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés en tenant compte de l'Impôt sur les Bénéfices (IBS). Pour l'exercice 2012, l'impôt sur les Bénéfices se monte à 60 239,58 Dinars Algériens. A l'issue de l'exercice 2012 les capitaux propres sont portés à 203 933,07 DA.

### **Priorités pour l'année 2012**

Compte tenu de la situation des comptes de l'entreprise au soir du 31 décembre 2011 et du potentiel d'activités à réaliser au cours de l'année, les actions menées en 2012 ont suivi 3 priorités majeures.

- Assurer la production des prestations confiées à la société
- Maintenir les capitaux propres de l'entreprise, ces derniers ayant été redressés au cours de l'exercice 2011
- Agir pour que le carnet de commande de l'entreprise soit accru à courts et moyens termes

Ces trois priorités ont été menées au cours de l'ensemble de l'année 2012 et sont détaillées dans le présent rapport de gestion.

### **Commentaires sur le bilan et le résultat de l'exercice 2012**

#### **Rappel sur le changement de méthode lié au nouveau référentiel comptable (LE SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER (Loi n° 07-11 du 25/11/2007))**

Le bilan de l'exercice 2012 a été établi conformément au nouveau référentiel comptable Algérien (Système Comptable et Financier) devenu obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Il est fait rappel que la clôture de l'exercice précédent a vu la première mise en œuvre du nouveau référentiel comptable Algérien et que cette mise en œuvre s'est traduite par le retraitement de la comptabilité de l'exercice 2009 afin de rendre possible la comparabilité entre les exercices.

Pour cela, un nouveau plan comptable a été défini et les comptes de l'exercice 2009 traduits dans les comptes SCF équivalents, à l'exception des frais préliminaires qui ont fait l'objet d'un traitement spécifique du fait que le nouveau référentiel SCF n'admet plus cette nature d'opération.

Pour les comptes de l'exercice 2012, comme pour ceux de l'exercice 2011, les frais préliminaires continuent d'apparaître au bilan et seront résorbés selon le plan de résorption initial jusqu'à leur extinction conformément à l'article 8 de la loi de finances complémentaire 2009 modifiant l'article 169 du CID.

## Résultat comptable de l'exercice 2012

Les comptes affichent un résultat net pour l'exercice 2012 de 180 718,72 DA.  
Ce résultat net bénéficiaire est le résultat des 2 termes principaux suivants.

- Un excédent brut d'exploitation négatif de - 5 602 727,74 DA. Malgré une très forte augmentation de la production de l'exercice avec 7 750 046,57 DA, cet excédent négatif est la conséquence de nouveaux retards pris par le projet du tramway d'Alger, seul contrat porté au carnet de commande de l'entreprise et de l'augmentation sensible de la facturation émise par les sous-traitants de la société. Il est à noter que, compte tenu des extensions de travaux contractualisées en 2012 par la société, l'année 2013 verra une nouvelle augmentation du chiffre d'affaire de GERTRUDE Algérie EURL.
- Un résultat financier positif de 5 887 887,25 DA conséquence de l'abandon de créances, consenti par GERTRUDE SAEM au profit de GERTRUDE Algérie EURL, cette dernière ayant fait l'exposé, par l'intermédiaire de son Gérant, devant le Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM des motifs pour introduire une action en abandon de créances. Cette résolution a été prise le 6 décembre 2012, lors de la réunion du Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM.

En conséquence l'exercice 2012 se synthétise par les données suivantes.

- Un résultat net comptable de 180 718,72 DA.
- Un Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) de 60 239,58 DA.

Cette opération et son résultat induit sur les comptes de l'exercice 2012 ont permis le maintien des capitaux propres de GERTRUDE Algérie EURL.

## Retard de production en 2011 et en 2012 et besoin du soutien de la Maison Mère

Au cours de l'exercice 2011, des retards importants ont été constatés dans l'exécution de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway d'Alger, non imputables à notre entreprise. Ces n'ont pas permis de facturer les sommes prévues par GERTRUDE Algérie EURL.

Eu cours de l'exercice 2012, l'activité de la société liée à l'exécution de la 1<sup>ière</sup> ligne de tramway d'Alger a enfin été plus soutenue. Malgré de nouveaux légers retards cette activité a permis de générer une facturation à hauteur de 7 750 046,57 DA au cours de l'exercice 2012.

Il en effet important de rappeler, que compte tenu qu'à ce jour, ce projet de tramway d'Alger est le seul contrat commercial conclu par la filiale, tout retard d'avancement du projet global, provoque un retard de facturation de la filiale, voire une suspension de ses facturations.

Dans ce contexte et sur la base des argumentations développées par le Gérant, l'introduction de l'action en abandon de créances par la Maison Mère au profit de sa filiale initiée en 2011 a été répétée en 2012. Par cette action, l'objectif de la Maison Mère est de soutenir sa filiale en attendant que la signature de nouveaux contrats permette à sa filiale d'assurer sa pleine autonomie.

L'effort commercial engagé par GERTRUDE Algérie EURL est largement décrit dans les chapitres suivants mettant en particulier l'accent sur le nouveau contrat signé par la société au cours de l'année 2012 et sur les perspectives de l'année 2013, justifiant en cela les actions de soutien menées par la Maison Mère décrites dans le paragraphe suivant.

**Résolution adoptée par GERTRUDE SAEM suite à l'introduction de l'action en abandon de créances financières.**

Le présent paragraphe, précise la nature de la résolution prise en Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, en date du 6 décembre 2012.

Réunion du Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM du 6 décembre 2012.  
Extrait du Procès-verbal de la réunion

*Le Directeur Général Délégué, Gérant de GERTRUDE Algérie EURL, effectue un bref rappel du contexte général et du contexte financier de la filiale algérienne.*

*Il cite ensuite les principales caractéristiques de l'exercice 2012*

- *Aboutissement de l'installation de la majorité des carrefours à feux (1er contrat signé en 2008 et avenant n° 1 signé en 2010 : en cours d'exécution)*
- *Signature, avec Alstom, de l'avenant n° 2 portant le montant des commandes à 308 000 €*

*Ceci a pour conséquence le déclenchement, par la filiale, d'une facturation significative lui permettant d'assumer le règlement d'une partie des factures émises par ses sous-traitants.*

...

*Néanmoins, ne pouvant encore supporter seule ses propres charges financières, GERTRUDE Algérie EURL bénéficie des avances de fonds effectuées par GERTRUDE-SAEM. Au cours de l'exercice 2012, des transferts de fonds ont ainsi été opérés, pour un montant de 87 000 €.*

*Pendant, afin que, d'une part, la filiale puisse parvenir à assumer elle-même le règlement de ses propres charges financières et d'autre part, l'intérêt, pour GERTRUDE-SAEM d'honorer le contrat principal signé avec ALSTOM, il est proposé de procéder, pour l'exercice 2012, à un nouvel abandon de créances d'un montant maximal de 87 000 €, montant correspondant à l'ensemble des fonds versés à GERTRUDE Algérie EURL au titre de cet exercice.*

*Compte tenu de l'analyse des chiffres de la filiale algérienne et de l'intérêt de poursuivre cette activité, cet abandon de créances de type financier, intervenant dans un cadre contractuel, est consenti sans condition résolutoire de retour à meilleure fortune et pour un montant maximal de 87 000 €, ce montant devant être ajusté en fonction des comptes définitifs de la filiale.*

*Cette décision est adoptée par le Conseil d'Administration*



## **Signature de contrat au cours de l'exercice 2012**

Rappel est fait que l'argumentaire développé par le Gérant de GERTRUDE Algérie EURL aux membres du Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, au cours de l'année 2011, a également mis en évidence la nécessité d'accroître le carnet de commande de ladite filiale.

C'est dans ce cadre que GERTRUDE SAEM a entamé des négociations avec ALSTOM Transport France et ALSTOM Algérie SPA pour que des extensions d'activités soient conclues et que ces dernières accroissent les propres contrats de GERTRUDE Algérie EURL. Entamées dès la fin de l'année 2011, ces négociations ont été poursuivies au début de l'année 2012, se concluant finalement par la signature de contrat attendu, à la fin du 2<sup>ième</sup> trimestre 2012.

Ces extensions d'activités ont permis à GERTRUDE Algérie EURL d'accroître le montant cumulé de son carnet de commande de 18 588 917,00 DA, le portant ainsi de 12 340 600,00 DA à 30 929 517,00 DA, favorisant ainsi des exercices futurs proches de l'équilibre, tout en réduisant les éventuels apports de fonds de la Maison Mère.

Par ailleurs, de nouvelles négociations pour de nouvelles extensions d'activités ont été déclenchées au cours du 2<sup>ième</sup> semestre 2012. Ces extensions de contrat restent en négociation à ce jour et sont décrites dans le paragraphe consacré aux perspectives pour l'année 2013.

## **Mouvement de personnel au cours de l'exercice 2012**

Compte tenu de la reprise des activités de production de la société et des perspectives pour l'année 2013, Monsieur ABBOU Mohamed a été embauché au mois de juin 2012, ceci pour une durée de 1 an.

## **Faits survenus entre la date de clôture de l'exercice 2012 et la rédaction du rapport de gestion**

Le début de l'année 2013 confirme l'augmentation probable du chiffre d'affaires de la société. En effet, les premiers mois de l'année ont déjà permis de facturer près de 5 000 000 DA.

Par ailleurs, le mois de janvier 2013 a permis l'encaissement de factures émises au cours du 2<sup>ième</sup> semestre 2012 et accusant un retard de règlement.

Ces règlements ont permis d'honorer la majeure partie des factures émises par nos sous-traitants au de ce même 2<sup>ième</sup> semestre 2012.

## Calcul du montant de l'affectation de l'abandon de créance en produit financier exceptionnel pour l'exercice 2012

De même que les nouveaux retards du marché de construction de la ligne de tramway retardent, voire interrompent les facturations de GERTRUDE Algérie EURL, les facturations des sous-traitants Algériens de l'entreprise sont également retardées.

En conséquence et conformément à la résolution prise en Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, « il est proposé de procéder, pour l'exercice 2012, à un nouvel abandon de créances d'un montant maximal de 87 000 € », une partie de la créance abandonnée incluant des fonds versés au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 pour anticiper d'éventuelles factures à honorer, mais finalement non émises par les sous-traitants, sera affectée à l'exercice 2013 dès réception des factures correspondantes aux travaux sous-traités réalisés en 2013 au lieu de 2012.

Dans ce cadre, le tableau ci-dessous précise le détail des apports reçus de la GERTRUDE SAEM depuis le mois de juin 2011 et affectés au produit financier exceptionnel de l'exercice 2012.

DATE	LIBELLE	CREDIT
02/06/11	APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM	725 732,70
01/07/11	APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM	827 564,00
30/09/11	APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM	502 540,00
13/12/11	APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM	303 364,50
02/02/12	APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM	1 150 624,20
17/05/12	APPORT EN TRESORERIE/GERTRUDE SAEM	2 422 082,40
	<b>TOTAL ABANDON DE CREANCES 2012</b>	<b>5 931 907,80</b>

Le montant de l'abandon de créance, affecté à l'exercice 2012 est ainsi de 5 931 907,80 DA.

Pour mémoire rappel est fait que le montant de l'abandon de créance, affecté à l'exercice 2011 a pris la valeur de 21 165 954,26 DA.

### Bilan et résultat pour l'exercice 2012

Le bilan, les immobilisations, l'état de l'inventaire physique des investissements et le compte de résultat de l'exercice 2012 sont présentés dans les paragraphes du présent document.

Le résultat net pour l'exercice 2012 affiche un bénéfice de 180 718,72 DA.

Les capitaux propres de l'entreprise se trouvent ainsi portés à la valeur de 203 933,07 DA.

Concernant les investissements nécessaires au fonctionnement de la société, ces derniers ayant été principalement réalisés au cours des exercices 2008 et 2009, il n'a pas été procédé à de nouveaux investissements significatifs au cours de l'exercice 2012.

**Bilan arrêté au 31 décembre 2012**

Le bilan arrêté au 31 décembre 2012 s'établit comme suit.

<b>BILAN (ACTIF)</b>				
<b>Libellé</b>	<b>Brut</b>	<b>Amort. Provis.</b>	<b>Net</b>	<b>2011</b>
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>				
Autres immobilisations corporelles	282 322,39	174 242,99	108 079,40	152 280,61
Prêts et autres actifs financiers Non courants	160 000,00	0	160 000,00	160 000,00
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	<b>442 322,39</b>	<b>174 242,99</b>	<b>268 079,40</b>	<b>312 280,61</b>
<b>ACTIF COURANT</b>				
Clients	2 382 352,79	0	2 382 352,79	0
Autres débiteurs	218 799,98	0	218 799,98	160 000,00
Impôts et assimilés	2 529 539,34	0	2 529 539,34	2 050 939,45
<b>Disponibilités et assimilés</b>				
Trésorerie	5 720 713,32	0	5 720 713,32	115 701,61
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>10 851 405,43</b>	<b>0,00</b>	<b>10 851 405,43</b>	<b>2 326 641,06</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>11 293 727,82</b>	<b>174 242,99</b>	<b>11 119 484,83</b>	<b>2 638 921,67</b>

<b>BILAN (PASSIF)</b>		
<b>Libellé</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital émis	100 000,00	100 000,00
Résultat net	180 718,72	13 045 399,32
Report à nouveau	-76 785,65	-13 122 184,97
Part de la société consolidante		-76 785,65
<b>TOTAL I</b>	<b>203 933,07</b>	<b>23 214,35</b>
<b>PASSIFS NON-COURANTS</b>	0	0
<b>PASSIFS COURANTS:</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 517 418,68	82 322,37
Impôts	6 038,83	171 671,25
Autres dettes	5 392 094,25	2 361 713,70
Trésorerie passif		
<b>TOTAL II</b>	<b>10 915 551,76</b>	<b>2 615 707,32</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+II)</b>	<b>11 119 484,83</b>	<b>2 638 921,67</b>

## Actif du bilan

### Autres immobilisations corporelles

L'état de l'inventaire physique des investissements, conforme aux livres comptables, fait ressortir les éléments suivants.

Code	Compte	Libellé	Taux Amortis.	Date acquisition	Valeur d'acquisition	Fournisseur
BUR001	218400	BUREAU AVEC RETOUR + CAISSON	10%	25/03/2010	20 000,00	S.A.T.L
BUR002	218400	BUREAU 1.4 + CAISSON MOBILE	10%	25/03/2010	10 000,00	S.A.T.L
ARM001	218400	ARMOIRES A ETAGERES (02)	10%	25/03/2010	13 000,00	S.A.T.L
INFO01	218501	UC HP COMPAQ DX 400 /	20%	06/01/2009	50 747,66	EURL MPC2000 - KOUBA
INFO02	218501	ECRAN LCT TFT 19" / HP	20%	06/01/2009	17 094,02	EURL MPC2000 - KOUBA
INFO03	218502	IMPRIMANTE / EPSON SX 105	33%	06/01/2009	4 957,27	EURL MPC2000 - KOUBA
INFO04	218600	APPAREIL PHOTO SONY 5750	20%	06/01/2009	14 102,56	EURL MPC 2000
INFO05	218501	LAPTOP LENOVO 3000 N 500/NS 747F	20%	06/01/2009	59 813,08	EURL MPC 2000 - KOUBA
INFO06	218700	CANAPES CONVERTIBLES "CLIC-CLAC"	10%	01/08/2009	59 600,00	EURL ARC-EN-CIEL MEUBLES
MOB001	218600	TELEPHONE MOBILE NOKIA 1208	100%	16/12/2008	5 059,08	RAYA ALGERIE - SIDI-YAHIA
MOB002	218700	TELEVISEUR SAMSUNG	20%	18/08/2009	10 940,17	SAMHA
MOB003	218700	REFRIGERATEUR SAMSUNG	20%	18/08/2009	17 008,55	SAMHA
<b>Total</b>					<b>282 322,39</b>	

Au cours de l'exercice 2012, aucune acquisition nouvelle donnant lieu à une immobilisation n'a été opérée.

### Prêts et autres actifs financiers non courants

Cette rubrique renferme la caution de garantie représentant un mois de loyer versée au nouveau bailleur, soit 160 000,00 DA. Elle sera restituée lorsque GERTRUDE ALGERIE EURL quittera les lieux.

### Autres débiteurs : 218 799,98 DA

Cette rubrique enregistre principalement le loyer comptabilisé d'avance du mois de janvier 2013, soit 160 000,00 DA.

### **Impôts et assimilés : 2 529 539,34 DA**

Dans cette rubrique figure le précompte de TVA à récupérer pour 2 475 338,59 DA et les acomptes sur l'Impôt sur le Bénéfice des Société pour 54 200,75 DA.

### **Trésorerie : 5 720 713,32 DA**

Cette rubrique regroupe le total des soldes des comptes de banque (Banque Extérieur d'Algérie) et de caisse.

### **Passif du bilan**

#### **Fonds propres : 203 933,07 DA**

Les capitaux propres présentent un solde positif de 203 933,07 DA composé du capital social (+ 100 000,00 DA), de résultat net positif enregistré en 2012 soit 180 718,72 DA et du montant du report à nouveau cumulés des exercices antérieurs qui s'élève à -76 785,65 DA.

#### **Passifs courants**

Les passifs courants sont représentés par les soldes des comptes.

#### **Fournisseurs et comptes rattachés : 5 517 418,68 DA**

Ce poste contient les factures comptabilisées et non payées au 31 décembre 2012. Ces factures qui seront réglées au début de l'année 2013 concernent majoritairement les factures émises par non sous-traitants pour les opérations liées à la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway d'Alger.

Les factures de ces sous-traitants sont au nombre de deux et représentent un montant de 4 112 072,98 DA.

#### **Autres dettes : 5 392 094,25 DA**

Dans cette rubrique figure pour l'essentiel le solde des apports en trésorerie faits par l'associé unique et n'ayant pas été affectés au produit financier exceptionnel de l'exercice 2012 ou des précédents, soit 5 290 718,30 DA.

#### **Résultat de l'exercice 2012 : 180 718,72 DA**

Le poste « Résultat » exprime le gain d'exploitation de l'exercice 2012 qui s'établit à 180 718,72 DA.

**Tableau des comptes de résultats au 31/12/2012**

Le compte de résultat de l'exercice 2012 est détaillé dans le tableau ci-dessous.

<b>LIBELLE</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Ventes et produits annexes	7 750 046,57	0,00
<b>I-PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>7 750 046,57</b>	<b>0,00</b>
Achats consommés	-64 589,00	-198 193,60
Services extérieurs et autres consommations	-12 813 332,31	-6 136 362,30
<b>II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE</b>	<b>-12 877 821,31</b>	<b>-6 334 555,90</b>
<b>III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-5 127 774,74</b>	<b>-6 334 555,90</b>
Charges de personnel	-411 600,00	-1 212 193,15
Impôts, taxes et versements assimilés	-63 353,00	-35 380,46
<b>IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-5 602 727,74</b>	<b>-7 582 129,51</b>
Autres charges opérationnelles		-0,39
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	-44 201,21	-352 753,79
<b>V- RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-5 646 928,95</b>	<b>-7 934 883,69</b>
Produits financiers	5 931 913,40	21 165 954,26
Charges financières	-44 026,15	
<b>IV-RESULTAT FINANCIER</b>	<b>5 887 887,25</b>	<b>21 165 954,26</b>
<b>IV-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS ( V+VI)</b>	<b>240 958,30</b>	<b>13 231 070,57</b>
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-60 239,58	-180 671,25
<b>TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>13 681 959,97</b>	<b>21 165 954,26</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>-13 501 241,25</b>	<b>-8 115 554,94</b>
<b>VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>	<b>180 718,72</b>	<b>13 050 399,32</b>
Eléments extraordinaires (Produits)		
Eléments extraordinaires (Charges)		-5 000,00
<b>IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE</b>		<b>-5 000,00</b>
<b>X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>180 718,72</b>	<b>13 045 399,32</b>

## Produits d'exploitation

Avec 7 750 046,57 DA de facturation en 2012, la société réalise au cours de l'exercice 2012 le plus haut niveau de facturation depuis sa création en 2008.

En parallèle et au cours de ce même exercice, la société a dû enregistrer un accroissement de la facturation de ses sous-traitants pour le marché source de l'activité de la société. En conséquence, le présent exercice 2012 constitue une année de transition pendant lequel le soutien de sa Maison Mère, concrétisé par un abandon de créance et par un produit financier pour la société, s'est avéré une nouvelle fois nécessaire.

Le caractère transitoire de cet exercice est explicité dans le paragraphe consacré aux perspectives 2013.

## Produits financiers

Le montant de 5 931 913,40 DA est affecté aux produits financiers de l'exercice au titre de l'abandon de créance consentie par la Maison Mère de l'entreprise.

## Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'exercice 2012 totalisent **13 396 975,52 DA**.

Le tableau ci-dessous présente le récapitulatif des principales charges d'exploitation.

NATURE DES CHARGES	MONTANT
SOUS-TRATANCE GENERALE	8 212 358,48
LOCATION BUREAUX (SIEGE)	480 000,00
LOCATION LOGEMENT DE FONCTION	1 440 000,00
HONORAIRES EXPERT COMPTABLE	843 000,00
HONORAIRES AVOCATS	880 432,05
HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES	110 000,00
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL	16 461,54
CHARGES DE PERSONNEL	411 600,00
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	44 201,21
IMPOTS TAXES ET VERSEMENT ASSIMILES	63 353,00

## II. HISTORIQUE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Les éléments majeurs suivants précisent les raisons de la création de la société et les événements principaux s'y rapportant.

### Au moment de la création de GERTRUDE Algérie EURL

- Création de la société GERTRUDE Algérie EURL en 2008 pour une implantation durable en Algérie.
- Signature d'un contrat avec ALSTOM Algérie Spa, pour la réalisation d'une partie des prestations liées à la mise en œuvre de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway d'ALGER.
- Titulaire, auprès d'ALSTOM Algérie Spa de ce contrat, les projets identiques à ORAN et CONSTATINE ainsi que des projets d'étude et de gestion de trafic comme à MOSTAGONIEM ou à ALGER, constituaient des cibles potentielles pour la société ainsi que pour sa Maison Mère GERTRUDE SAEM (France).
- Le Conseil d'Administration de GERTRUDE SAEM, au cours de l'année 2008, s'est prononcé favorablement et à l'unanimité pour cet investissement en Algérie.

### Au cours des années 2009, 2010, 2011

- Les années 2009, 2010 et 2011 n'ont pas permis de contracter de nouveaux projets, ni d'accroître le carnet de commande de l'entreprise.
- Des retards successifs, non imputables à l'entreprise, ont créé un déséquilibre financier récurrent, dans la mesure où l'entreprise n'a jamais été en position de facturer les prestations prévues et initialement planifiées en 2008, 2009 et 2010.
- L'entreprise, titulaire pour l'instant de ce seul marché et de façon évidente, a subi cette situation, se traduisant par la facturation cumulée de seulement 30% de son carnet de commande, au cours des années 2008, 2009, 2010 et 2011.
- Dans ce contexte, l'entreprise n'a eu d'autre choix que de solliciter et d'obtenir le soutien de sa Maison Mère, aux travers d'avances de fonds, initialement remboursables et ayant été imputés sur le compte courant de l'entreprise.

### Au cours de l'année 2011

- Un nouveau Gérant a été nommé en juin 2011, Monsieur Eric Franceries
- De nouveaux retards dans l'exécution du tramway d'Alger n'ont pas permis à la société de réaliser les prestations initialement prévus, conduisant par ailleurs à ne pas remplacer Monsieur Amine TOUBALINE, démissionnaire de la société en 2011
- Dans une situation mettant en évidence la nécessité d'accroître le carnet de commande de l'entreprise, la décision a été prise d'accorder la priorité à la négociation menée avec ALSTOM pour les extensions du projet.
- Dans ce contexte, l'entreprise a sollicité et obtenu la confirmation du soutien financier de sa Maison Mère.
- A la demande du nouveau Gérant l'entreprise a obtenue la conclusion favorable d'une action en abandon de créance et l'autorisation d'affecter la majeure partie des fonds reçus aux produits financiers de l'année 2011.
- Maintien des contrats avec nos conseillers, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes.
- Maintien du contrat de mise à disposition d'un véhicule avec chauffeur afin de faciliter le déplacement des équipes techniques et administratives de GERTRUDE SAEM venant de France pour exécuter les tâches lui incombant sur ce projet.
- Des opportunités d'extension d'activité pour l'entreprise sont devenues concrètes au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année 2011, laissant espérer l'obtention d'une extension de contrat au cours de l'année 2012.



## Au cours de l'année 2012

- La production s'est accélérée.
- Le contrat espéré a finalement été signé au mois de mai 2012, augmentant par voie de conséquence le carnet de commande de la société de plus de 18 000 000 de DA, alors même que le cumul des enregistrements commerciaux précédents, obtenus depuis la création de l'entreprise ne représentaient qu'environ 12 500 000 de DA.
- Afin d'assurer la relance de la production de la société et de préparer ses futurs exercices, la société a embauché un nouvel ingénieur au mois de juin 2012, à ce stade, pour une durée déterminée de 12 mois.
- Des négociations pour de nouvelles extensions d'activité ont été initiées au cours du second semestre de l'année. Le début de l'année 2013 devrait voir l'aboutissement de ces nouveaux contrats, préparant ainsi des exercices 2013 et 2014 plus favorables.

### **III. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA REDACTION DU PRESENT RAPPORT DE GESTION**

#### **Activités de GERTRUDE Algérie EURL**

Le début de l'année 2013 confirme la relance de l'activité de la société.

Ainsi, à la date de rédaction du présent rapport de gestion, la production réalisée par la société dépasse déjà les 5 000 000 de DA.

Malgré cette reprise d'activité, compte tenu que l'entreprise ne maîtrise pas la livraison des travaux préparatoires lui permettant d'intervenir et compte tenu des incertitudes restant sur la signature des nouveaux contrats commerciaux avec ALSTOM, il a été décidé de ne pas engager l'entreprise dans de nouvelles dépenses en attendant la confirmation de la consolidation de son carnet de commande.

En conséquence :

- Aucune embauche complémentaire n'est décidée à ce jour.
- La Maison Mère de l'entreprise a décidé de maintenir le soutien opérationnel apporté à la filiale en accroissant la présence d'équipes techniques de GERTRUDE SAEM en Algérie au cours des 5 premiers mois de l'exercice, de façon à suivre l'évolution du chantier et à participer activement aux prestations à réaliser.

#### **Confirmation de la signature probable d'un contrat complémentaire pour GERTRUDE Algérie EURL**

Cet aspect est décrit dans le chapitre IV, consacré aux perspectives 2013, mais après en avoir scellé l'accord, il est ici rappelé que l'entreprise devrait signer un nouveau contrat de près de 10 300 000,00 de DA, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, pour des activités portant sur l'allongement de la ligne de tramway d'Alger.

#### IV. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES 2013

L'année 2012 s'est entre autre caractérisée par la signature avec Alstom d'un nouveau contrat, ce dernier portant le total des commandes enregistrées par la société depuis sa création d'environ 12 500 000 DA à environ 31 000 000 DA.

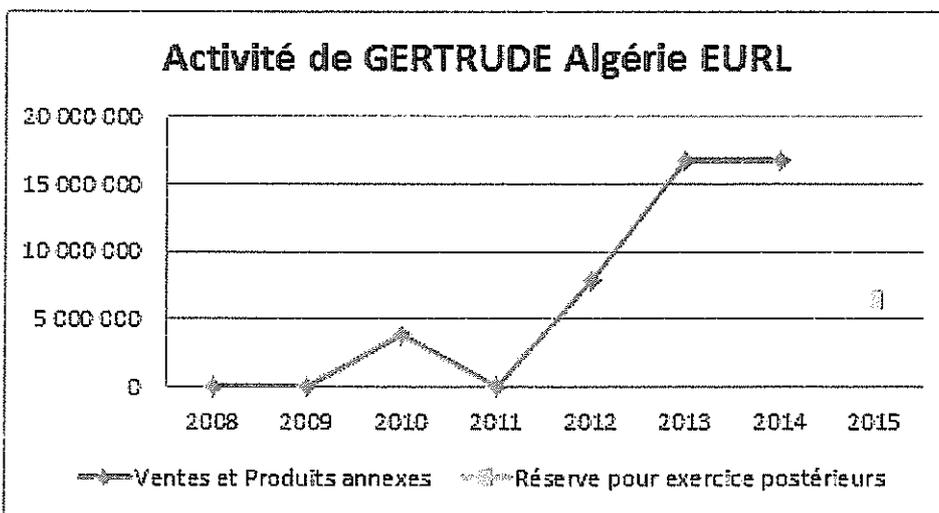
Il est important de noter que cette augmentation du carnet de commande de la société concerne exclusivement les nouvelles activités confiées à GERTRUDE dans le cadre d'une extension d'activité conclue pour l'allongement de la ligne de tramway et dont l'essentiel des activités se déroulera en 2013 et en 2014.

En conséquence, compte tenu de cet avenant mais également des nouvelles négociations en cours avec ALSTOM Algérie Spa, le carnet de commande de la société au soir du 31 décembre 2012 peut être synthétisé comme suit.

Contrats	Statut	Montants DA
CA restant à facturer sur le contrat principal	Signé	3 434 800
CA restant à facturer sur l'avenant 1	Signé	0
CA restant à facturer sur l'avenant 2	Signé	16 042 490
CA restant à facturer sur l'avenant 3	Accordé signature en cours	10 294 553
CA restant à facturer sur BDC Divers	Accordé signature en cours	256 000
CA restant à facturer sur l'avenant 4	En négociation	10 000 000
<b>Total</b>		<b>40 027 843</b>

La composition de ce carnet de commande, pour des activités devant être réalisées entre 2013 et 2014, permet d'envisager une situation équilibrée de la société pour les années 2013 et 2014 sans qu'un soutien massif de la Maison Mère ne soit nécessaire.

En tenant compte des éléments présentés ci-dessus, l'évolution des activités produites par GERTRUDE Algérie EURL depuis sa création pourrait être synthétisée par le graphique suivant.



Ces perspectives créent les meilleures conditions de progression de GERTRUDE Algérie EURL depuis sa création.

## **V. MAINTIEN A NIVEAU DES CAPITAUX PROPRES DE L'ENTREPRISE AVEC L'EXERCICE 2012**

Dès la clôture de l'exercice comptable clos au 31/12/2008 et l'apparition des premiers déficits, GERTRUDE SAEM, par l'intermédiaire de son représentant et en Assemblée Générale de GERTRUDE Algérie EURL, a affiché sa volonté de maintenir sa filiale en activité.

Au soir du 31 décembre 2010, l'entreprise ne disposait plus de capitaux propres qui, compte tenu des déficits cumulés, montraient un solde négatif de -13 329 084.97 DA.

Depuis le début de l'année 2011, des actions sont menées pour que les capitaux propres de l'entreprise retrouvent un solde règlementaire et positif et que ces derniers soient au minimum maintenus stables ou qu'ils bénéficient d'une croissance réaliste.

L'exercice 2012 a ainsi permis de réussir cet objectif de stabilité et de légère croissance avec des capitaux propres de l'entreprise affichant un solde positif avant impôt, de 203 933,07 DA.

## **VI. CONVENTION ENVISAGEE A PASSER ENTRE GERTRUDE SAEM ET GERTRUDE Algérie EURL**

Conformément aux termes du rapport de gestion pour l'exercice 2011, nous rappelons que la société GERTRUDE SAEM a sollicité le Gérant de sa filiale pour que soit formalisée la signature d'une convention passée entre la Maison Mère et la filiale, fixant les types de frais de cette dernière, et leurs modalités de pris en charge par sa Maison Mère.

Compte tenu du contenu de l'exercice 2012 de la société, du nouveau contrat signé avec ALSTOM Algérie Spa au mois de juin 2012 pour plus de 18 000 0000 DA et compte tenu également des négociations en cours pour la signature de nouveaux contrats, l'année 2012 apparait comme une période de transition vers des exercices 2013 et 2014 proches de l'équilibre de la société et ne nécessitant plus un soutien massif de sa Maison Mère.

En conséquence, la mise en place de ladite convention a été suspendue. Cette dernière sera remise à l'ordre du jour, si la société se trouvait à nouveau dans une situation financière délicate impliquant un nouveau soutien massif de sa Maison Mère.

## **VII. RAPPELS SUR L'ORGANISATION DES ACTIVITES DE 2012**

Rappel est fait qu'au cours de l'exercice 2012, ALSTOM Algérie Spa est resté le seul client de l'entreprise, et ce malgré quelques contacts initiés pour d'autres projets.

Dans ces conditions, il est apparu prudent de ne pas remplacer immédiatement Monsieur Toubaline, salarié de l'entreprise et ayant décidé de quitter l'entreprise au cours de l'année 2011.

Dans le contexte et au début de l'exercice 2012, la majorité des prestations en relation avec le projet de tramway d'Alger ont été exécutées par du personnel de GERTRUDE SAEM, depuis le siège de cette dernière ainsi qu'en mission sur site à Alger, les équipes logeant à ces occasions dans le logement du Gérant, mis à leur disposition.

Ces prestations ont principalement consisté aux tâches suivantes.

- Etudes techniques et d'ingénierie de trafic
- Programmation de contrôleurs de carrefours
- Développements informatiques
- Mise en service
- Coordination du projet
- Formation des équipes d'exploitation du client

La relance des activités se confirmant en cours d'année, la décision d'embaucher un nouvel ingénieur a été prise dès le mois de juin 2012.

Ce nouveau collaborateur a été formé par les équipes de GERTRUDE SAEM lors des effectuées mission sur site à Alger, afin que ce dernier puisse atteindre un seuil d'autonomie lui permettant d'assurer le suivi du chantier sans la présence des équipes de la Maison Mère.

Enfin, à l'instar des exercices passées, au regard des conditions actuelles de fonctionnement de la société GERTRUDE ALGERIE EURL et compte tenu du statut du gérant au sein de la société mère GERTRUDE SAEM, il est rappelé que le Gérant de l'entreprise ne perçoit aucune rémunération pour sa mission de gérance.

En effet les conditions d'exploitation de l'entreprise connaissent une phase de lancement plus longue que prévue. Le niveau d'activité généré par l'entreprise reste encore faible mais il devrait progresser dans les années à venir, comme spécifié dans le paragraphe décrivant les perspectives d'avenir.

## **VIII. CLOTURE**

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien approuver l'arrêté des comptes.

**Le Gérant  
Eric FRANCERIES**





## **GERTRUDE**

Société Anonyme d'Economie Mixte  
au capital de 594 551,17 €uros

Siège social  
9 rue de Ségur - 33000 BORDEAUX  
RCS BORDEAUX n° 321 523 086

### **EXERCICE 2012**

#### **RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

#### **ANNEXE 06**

#### **Détail des comptes et du bilan de la société au soir de la clôture de l'exercice 2012**



## Détail des comptes et du bilan de la société au soir du 31 décembre 2012

Les comptes de la société au soir de l'exercice clos en décembre 2012 sont détaillés dans le document séparé, édité par l'Expert-Comptable, le Cabinet CAGEC AUDIT et présentant l'ensemble des chiffres de l'entreprise.

Ce document détaille les informations suivantes.

- Attestation de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2012
- Comptes annuels
- Annexe comptable
- Détail des comptes
  - Bilan au soir du 31 décembre 2012
  - Compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012
- Analyses du bilan
- Etats de gestion
- Imprimés fiscaux
- Tableaux des immobilisations et amortissements

Ce document est annexé au rapport de gestion de l'exercice.







**KPMG AUDIT SUD-OUEST**  
224 rue Carmin  
31676 Labège Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52  
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **GERTRUDE SAEM**

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2012**  
**GERTRUDE SAEM**  
**9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux**  
*Ce rapport contient 23 pages*

KPMG Audit Sud-Ouest,  
société française membre du réseau KPMG  
constitué de cabinets indépendants adhérents de  
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée  
inscrite à la Compagnie  
Régionale  
des Commissaires aux Comptes  
de Toulouse.

Siège social :  
KPMG Audit Sud-Ouest  
224 Rue Carmin  
31676 Labège Cedex  
Capital : 200 000 €,  
Code APE 6920Z  
512 602 688 R.C.S. Toulouse  
TVA Union Européenne  
FR 95 51 28 02 688



**KPMG AUDIT SUD-OUEST**  
224 rue Carmin  
31676 Labège Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52  
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **GERTRUDE SAEM**

Siège social : 9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux  
Capital social : €.594.551

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GERTRUDE SAEM tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3 Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Le 12 juin 2013

KPMG Audit Sud-Ouest



Franck Cournut  
*Associé*

## SAEM GERTRUDE

## BILAN ACTIF

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

ACTIF	Valeurs au 31/12/12			Valeurs au 31/12/11
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	
<b>Capital souscrit non appelé</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement	22 968.00	22 968.00		
Concessions, brevets et droits similaires	44 945.35	38 782.52	6 162.83	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	12 081.71	9 727.79	2 353.92	3 567.26
Autres immobilisations corporelles	234 573.48	224 831.41	9 742.07	4 983.93
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	37 208.21	27 683.04	9 525.17	11 603.72
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 115.81		3 115.81	6 974.17
<b>TOTAL (I)</b>	<b>354 892.56</b>	<b>323 992.76</b>	<b>30 899.80</b>	<b>27 129.08</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	12 714.33		12 714.33	
Produits intermédiaires et finis				296 253.93
Marchandises	81 539.00		81 539.00	
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances</b>				
Clients (3)	1 145 080.93		1 145 080.93	933 741.16
Clients douteux, litigieux (3)	269 735.39	268 108.78	1 626.61	102 560.64
Clients Factures à établir (3)	400 394.79		400 394.79	324 298.66
Personnel et comptes rattachés (3)				
Créances fiscales et sociales (3)	27 211.35		27 211.35	166 740.82
Groupe et associés (3)	50 853.67	50 853.67		
Débiteurs divers (3)	78 877.36		78 877.36	69 299.68
Capital souscrit - appelé non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres	100 244.00		100 244.00	
<b>Instruments de trésorerie</b>				
Disponibilités	1 063 591.08		1 063 591.08	363 186.33
Charges constatées d'avance (3)	33 844.08		33 844.08	37 314.99
<b>TOTAL (II)</b>	<b>3 264 085.98</b>	<b>318 962.45</b>	<b>2 945 123.53</b>	<b>2 293 396.21</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				4 553.62
<b>TOTAL GÉNÉRAL(I + II + III + IV + V)</b>	<b>3 618 978.54</b>	<b>642 955.21</b>	<b>2 976 023.33</b>	<b>2 325 078.91</b>

(1) Tout droit au brut

(2) Tout à moins d'un ou (brut)

(3) Tout à plus d'un ou (brut)

**SAEM GERTRUDE**  
**BILAN PASSIF**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

<b>PASSIF</b>	Valeurs au 31/12/12	Valeurs au 31/12/11
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital (dont versé : 0 )	594 551.17	594 551.17
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
<b>Réserves</b>		
Réserve légale	59 455.12	59 455.12
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835.05	54 835.05
Réserves réglementées		
Autres réserves		
<b>Report à nouveau</b>	283 651.06	152 871.68
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	244 802.17	130 779.38
<b>SITUATIONNETTE</b>	1 237 294.57	992 492.40
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 237 294.57</b>	<b>992 492.40</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL (I) Bis</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	12 988.00	4 553.62
Provisions pour charges		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>12 988.00</b>	<b>4 553.62</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Groupe et associés	4 230.60	4 230.60
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs	79 444.82	192 650.27
Fournisseurs, factures non parvenues	47 754.41	31 964.01
Dettes fiscales et sociales	801 379.55	812 398.60
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	87 423.07	247 370.35
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	703 607.20	37 128.40
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 723 839.65</b>	<b>1 325 742.23</b>
Écarts de conversion passif (IV)	1 901.11	2 290.66
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>2 976 023.33</b>	<b>2 325 078.91</b>
(1) Dont à plus d'un an		
(1) Dont à moins d'un an	1 723 839.65	1 325 742.23
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

## SAEM GERTRUDE

## COMpte DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

	Du 01/01/12 Au 31/12/12	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Variation	
			en valeur	en %
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises <i>dont à l'exportation :</i>				
Production vendue (biens et services) <i>dont à l'exportation : 790 046.79</i>	3 415 101.31	3 820 119.85	-405 018.54	-10.60
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>3 415 101.31</b>	<b>3 820 119.85</b>	<b>-405 018.54</b>	<b>-10.60</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	70 532.36	40 507.32	30 025.04	74.12
Autres produits	123.47	252.78	-129.31	-51.16
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION ( I )</b>	<b>3 485 757.14</b>	<b>3 860 879.95</b>	<b>-375 122.81</b>	<b>-9.72</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks	202 000.60	106 867.30	95 133.30	89.02
Autres achats et charges externes	814 425.56	1 327 591.75	-513 166.19	-38.65
Impôts, taxes et versements assimilés	80 442.55	82 337.31	-1 894.76	-2.30
Salaires et traitements	1 244 903.39	1 260 996.52	-16 093.13	-1.28
Charges sociales	593 157.55	625 769.03	-32 611.48	-5.21
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 183.44	4 503.69	3 679.75	81.71
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	34 531.26	197 569.63	-163 038.37	-82.52
Dotations aux provisions				
Autres charges	770.42	1 494.77	-724.35	-48.46
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION ( II )</b>	<b>2 978 414.77</b>	<b>3 607 130.00</b>	<b>-628 715.23</b>	<b>-17.43</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )</b>	<b>507 342.37</b>	<b>253 749.95</b>	<b>253 592.42</b>	<b>99.94</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				
<i>(1) Dont produits affectés à des exercices antérieurs</i>				
<i>(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs</i>				

## COMpte DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

	Du 01/01/12 Au 31/12/12	Du 01/01/11 Au 31/12/11	Variation	
			en valeur	en %
<b>Produits financiers</b>				
De participation (3)				
D'autres valeurs mob. et créances d'actif immob.(3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 615.00	337.61	2 277.39	674.56
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges	4 553.62	169 470.86	-164 917.24	-97.31
Différences positives de change	895.91	5 106.77	-4 210.86	-82.16
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS ( V )</b>	<b>8 064.53</b>	<b>174 915.24</b>	<b>-166 850.71</b>	<b>-95.39</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions	46 686.55	23 807.29	22 879.26	96.10
Intérêts et charges assimilées (4)	4 379.67	231 253.91	-226 874.24	-98.11
Différences négatives de change	81.08	924.05	-842.97	-91.23
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES ( VI )</b>	<b>51 147.30</b>	<b>255 985.25</b>	<b>-204 837.95</b>	<b>-80.02</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER ( V - VI )</b>	<b>-43 082.77</b>	<b>-81 070.01</b>	<b>37 987.24</b>	<b>46.86</b>
<b>RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>464 259.60</b>	<b>172 679.94</b>	<b>291 579.66</b>	<b>168.86</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	4 779.06	4 704.23	74.83	1.59
Sur opérations en capital				
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges	964.00	685.71	278.29	40.58
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ( VII )</b>	<b>5 743.06</b>	<b>5 389.94</b>	<b>353.12</b>	<b>6.55</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	65 180.49	1 520.00	63 660.49	
Sur opérations en capital		644.50	-644.50	-100.00
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>65 180.49</b>	<b>2 164.50</b>	<b>63 015.99</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-59 437.43</b>	<b>3 225.44</b>	<b>-62 662.87</b>	<b>942.77</b>
Participation des salariés aux résultats (IX)	20 321.00	8 795.00	11 526.00	131.05
Impôt sur les bénéfices (X)	139 699.00	36 331.00	103 368.00	284.52
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>3 499 564.73</b>	<b>4 041 185.13</b>	<b>-541 620.40</b>	<b>-13.40</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>3 254 762.56</b>	<b>3 910 405.75</b>	<b>-655 643.19</b>	<b>-16.77</b>
<b>Bénéfice ou Perte</b>	<b>244 802.17</b>	<b>130 779.38</b>	<b>114 022.79</b>	<b>87.19</b>

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées



**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Un abandon de créances à caractère commercial a été accordé à la filiale Algérienne pour un montant de 55.400 €

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable général 1999, règlement CRC 1999-03 et des règlements CRC 2002-10, 2003-07 et 2004-06.

Pour l'application de ces règlements, l'entreprise a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes sont les suivantes :

**Immobilisations corporelles**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Matériels et outillages industriels	entre 2 & 5 ans
- Matériel de transport	entre 2 & 4 ans
- Matériel de bureau	entre 3 & 5 ans
- Frais de recherches & dvpt	entre 1 & 2 ans
- Frais de logiciel	1 an

**Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au prix de revient.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode de l'avancement, dans le cadre de contrats à long terme.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision est constituée lorsque certaines difficultés de recouvrement se présentent.

## SAEM GERTRUDE

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob début d'exercice	Augmentations		
				suite à réévaluation	acquisitions	
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I	22 968.00			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	38 083.64		6 861.71	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Instal.géné., agencés & aménagés const.				
	Installations techniques, matériel & outillage indust.		12 081.71			
	Autres immos corporelles	Instal. gén., agencés & aménagés divers		2 866.00		
		Matériel de transport		16 371.22		10 300.00
	Matériel de bureau & info., mobilier		204 306.90		729.36	
	Emballages récupérables & divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL III	235 625.83		11 029.36	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés		37 188.21		20.00	
	Prêts et autres immobilisations financières		6 974.17		-3 858.36	
		TOTAL IV	44 162.38		-3 838.36	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			340 839.85		14 052.71	

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation léga Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'éts. de recherche & de dével.	TOTAL I			22 968.00	
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL II			44 945.35	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Ins. gal. agen. amé. cons				
	Inst.tech., mat. outillage indust.				12 081.71	
	Autres immos corporelles	Ins. gal. agen. amé. div.			2 866.00	
		Matériel de transport			26 671.22	
	Mat.bureau, info., mob.			205 036.26		
	Emballages récup. div.					
	Immos corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL III			246 655.19	
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés				37 208.21	
	Prêts & autres immob. financières				3 115.81	
		TOTAL IV			40 324.02	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)					354 892.56	

**SAEM GERTRUDE**  
**AMORTISSEMENTS**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement	<b>TOTAL</b>	22 968.00			22 968.00
Autres immobilisations incorporelles	<b>TOTAL</b>	38 083.64	698.88		38 782.52
Terrains					
Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales agen. aménag. cons.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		8 514.45	1 213.34		9 727.79
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div Matériel de transport Mat. bureau et informatique. mob. Emballages récupérables divers	852.55 16 332.88 201 374.76	286.60 3 374.65 2 609.97		1 139.15 19 707.53 203 984.73
	<b>TOTAL</b>	<b>227 074.64</b>	<b>7 494.56</b>		<b>234 559.20</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>288 126.28</b>	<b>8 193.44</b>		<b>296 309.72</b>

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements							
<b>TOTAL</b>							
Immob. incorporelles							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techniques mat. et outil.							
Inst. gales, agenc. am divers							
Mat. transport							
Mat. bureau mobilier							
Emballages récup. divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							

CADRE C		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES					
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

## SAEM GERTRUDE

## PROVISIONS

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

## TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
	Prov. fiscales implantat. étranger avant 01/01/92				
	Prov. fiscales implantat. étranger après 01/01/92				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change	4 553.62		4 553.62	
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer		12 988.00		12 988.00
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL II</b>		4 553.62	12 988.00	4 553.62	12 988.00
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations	- incorporelles			
		- corporelles			
		- Titres mis en équivalence			
		- titres de participation			
	- autres immobls financières	25 584.49	2 099.00		27 683.49
	Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	282 220.02	34 531.26	48 642.50	268 108.78	
Autres provisions pour dépréciation	19 253.67	31 600.00		50 853.67	
<b>TOTAL III</b>		327 058.18	68 230.26	48 642.50	346 645.94
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>		331 611.80	81 218.26	53 196.12	359 633.94
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		34 531.26	48 642.50	
	- financières		46 687.00	4 553.62	
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

## IMMOBILISATION FINANCIÈRE - LISTE FILIALES

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

## FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Q. P. du capital détenu en %	Résultat dernier exercice clos
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>				
<b>1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)</b>				
GERTRUDE ALGERIE - 13 rue Mohamed Samani 99 ALGER -	1 037.00		100.00	
<b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</b>				
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>				
<b>1. Filiales non reprises en A :</b>				
a. Françaises				
b. Etrangères				
<b>2. Participations non reprises en A :</b>				
a. Dans des sociétés françaises				
b. Dans des sociétés étrangères				

## IMMOBILISATION FINANCIÈRE - TABLEAU FILIAL.

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

Informations financières (5)	Capital (6)	Capitaux propres autres que le capital (6) (10)	Q. P. du capital détenu en %	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
<b>Filliales et participations (1)</b>  <b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS CI-DESSUS (2) (3)</b> <b>1. Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)</b> GERTRUDE ALGERIE - 13 rue Mohamed Samani 99 ALGER - <b>2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</b>  <b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b> <b>1. Filiales non reprises au § A :</b> a. Filiales françaises b. Filiales étrangères <b>2. Participations non reprises au § A :</b> a. Dans des sociétés françaises b. Dans des sociétés étrangères	1 057,00		100,00			106 253,00					

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société atteinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble)

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération

(7) En euros lorsque l'entité utilisera pour présenter ses comptes

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations

**ACTIF CIRCULANT - CRÉANCES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**STOCKS ET TRAVAUX EN COURS**

Des pénalités de retard sont à prévoir sur le marché de la Pologne. Ces pénalités ont été estimées et intégrées dans le prix du marché pour un montant de 290 k€.

**ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	3 115.81		3 115.81
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	269 735.39	269 735.39	
	Autres créances clients	1 545 475.72	1 545 475.72	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Etat & autres coll. publiques	13 652.00	13 652.00	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	13 559.35	13 559.35	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés (2)	50 853.67	50 853.67		
Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	78 877.36	78 877.36		
Charges constatées d'avance	33 844.08	33 844.08		
<b>TOTAUX</b>		<b>2 009 113.38</b>	<b>2 005 997.57</b>	<b>3 115.81</b>
Renvois (1)	Montant	- Créances représentatives de titres prêtés		
(2)	des	- Prêts accordés en cours d'exercice		
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
		Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)		



**SAEM GERTRUDE**  
**CPTES DE RÉGULARISATION ACTIF**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	33 844.08
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>33 844.08</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	400 394.79
Autres créances	17 477.86
<b>TOTAL</b>	<b>417 872.65</b>

**SAEM GERTRUDE**  
**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	3 000.00	198.18
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	3 000.00	198.18

**AFFECTATION DU RÉSULTAT**

<b>TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT</b> <i>(Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)</i>		
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie		
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie		- 130 779.38
Prélèvements sur les réserves		
<b>Sous-total (à reporter dans la colonne de droite)</b>		
<b>TOTAL I</b>		<b>130 779.38</b>
Affectations aux réserves	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réserve légale</li> <li>- Réserve spéciale des plus-values à long terme</li> <li>- Autres réserves</li> <li>- Réserve spéciale avant incorporation au capital</li> </ul>	
Dividendes		
Autres répartitions		
Report à nouveau		130 779.00
<b>TOTAL II</b>		<b>130 779.00</b>
<i>(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II)</i>		

**SAEM GERTRUDE**  
**TB VAR. CAPITAUX PROPRES**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**

	SOLDE INITIAL	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FINAL
Capital social	594 551.17			594 551.17
Primes liées au capital social				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Reserve légale	59 455.12			59 455.12
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835.05			54 835.05
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Ecart d'équivalence				
Report à nouveau	152 871.68	567 302.12	436 522.74	283 651.06
Résultat de l'exercice	130 779.38	244 802.17	130 779.38	244 802.17
TOTAL	992 492.40	812 104.29	567 302.12	1 237 294.57

**SAEM GERTRUDE**  
**ETAT DES DETTES**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

**ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes   à 1 an max. à l'origine					
etbs de crédit (1)   à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		127 199.23	127 199.23		
Personnel & comptes rattachés		285 900.91	285 900.91		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		326 669.71	326 669.71		
Etat &   Impôts sur les bénéfices					
autres   Taxe sur la valeur ajoutée		137 447.72	137 447.72		
collectiv.   Obligations cautionnées					
publiques   Autres impôts, taxes & assimilés		51 361.21	51 361.21		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés					
Groupe & associés (2)		4 230.60	4 230.60		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		87 423.07	87 423.07		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		703 607.20	703 607.20		
<b>TOTAUX</b>		<b>1 723 839.65</b>	<b>1 723 839.65</b>		
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

**SAEM GERTRUDE**  
**CPTES DE RÉGULARISATION PASSIF**

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	703 607.20
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>703 607.20</b>

**CHARGES À PAYER**

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 754.41
Dettes fiscales et sociales	473 484.84
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	77 795.44
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>599 034.69</b>

**SAEM GERTRUDE**  
**ENGAGEMENTS**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)**

Au 31/12/2012, le nombre d'heures de formation ouvertes par le DIF s'élevait pour l'ensemble du personnel présent, à 2 786 heures.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Aucune demande de formation n'a été faite à ce titre.

**INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE**

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 124 916.00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

La société a conclu un contrat d'assurance avec la GAN, couvrant les indemnités de départ à la retraite de ses salariés moyennant une cotisation trimestrielle appelée sur la base des salaires versés.

**ENGAGEMENTS DONNÉS**

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICI- PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails	55 676.47					55 676.47
Contrats de locations financement	4 172.82					4 172.82
<b>TOTAL (1)</b>	<b>59 849.29</b>					<b>59 849.29</b>
	AUTRES	DIRIGEANTS	PROVISIONS			MONTANT
Engagements en matière de pensions						
<b>TOTAL</b>	<b>59 849.29</b>					<b>59 849.29</b>

**SAEM GERTRUDE**  
**ENGAGEMENTS**  
 Du 01/01/2012 au 31/12/2012

(Articles R123-196 à R123-198 du Code de commerce)

**ENGAGEMENTS REÇUS**

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICI- PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
<i>LCL Caution de retenue de garantie marché privé</i>	8 241.43					8 241.43
<i>LCL Garantie de 1er demande-bonne fin de marché</i>	8 241.43					8 241.43
<i>LCL Garantie directe/marché étranger bonne fin 18054 S</i>	13 683.49					13 683.49
<i>CIC Cautions marchés français</i>	328 619.57					328 619.57
<i>CIC Cautions marchés étranger</i>	278 266.00					278 266.00
<i>CIC Cautions marchés étranger 617 030 DZD</i>	5 925.00					5 925.00
<i>CIC Contre-garanties données divers 36000 MAD</i>	3 241.00					3 241.00
<b>TOTAL</b>	<b>646 217.92</b>					<b>646 217.92</b>

SAEM GERTRUDE

## LES EFFECTIFS

Du 01/01/2012 au 31/12/2012

### LES EFFECTIFS

	31/12/2012	31/12/2011
<b>Personnel salarié :</b>		
Ingénieurs et cadres	14.00	16.00
Agents de maîtrise	4.00	10.00
Employés et techniciens	2.00	2.00
Ouvriers		
<b>Personnel mis à disposition :</b>		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		



